

**Moscou limite sévèrement  
les relations  
téléphoniques  
avec l'Occident**

LIRE PAGE 8

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 200 m.  
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch ; Belgique,  
20 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Danemark, 25 Fcfa ;  
Espagne, 6,50 Ptas ; Grèce, 50 drs ; Irlande, 70 p.  
Italie, 1 000 L ; Liban, 350 P ; Luxembourg, 27 f.  
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal,  
50 pes ; Royaume-Uni, 250 Fcfa ; Suède, 5,00 kr.  
Suisse, 1,40 f. ; Tchécoslovaquie, 20 sc.  
Tarif des abonnements page 20.

À RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. 46 37 77  
C.C.P. 6397 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Belgrade à l'heure de l'austérité

La fidélité d'abord : les dirigeants et délégués au douzième congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qui s'est achevée mardi 29 juin à Belgrade, ont marqué, de toutes les manières possibles, qu'ils s'en tenaient aux orientations fixées par Tito.

L'événement a démentit les pronostics de ceux qui attendaient quelque revirement de ces assises, les premières convoquées depuis la mort du fondateur de la République fédérative. Et pourtant la disparition du personnage historique a profondément bouleversé le paysage. La Yougoslavie n'est plus gouvernée comme avant. On peut même se demander si elle a véritablement retrouvé les moyens de se gouverner. Le système trop ingénieux et trop complexe de direction collective et tournante est mis à l'épreuve. Personne n'oserait lui garantir un succès continu.

Des crises sérieuses frappent le pays. Les troubles du Kosovo mettent en péril l'intégrité territoriale, car si le pouvoir ne parvient pas à juguler durablement l'agitation, toute une partie de la Yougoslavie risque de se trouver au bord de la sécession. Le danger n'est d'ailleurs pas circonscrit à la région autonome des Albanais de la République serbe. C'est la Fédération tout entière, avec ses peuples enchevêtrés, qui serait atteinte d'un mal pernicieux si ce foyer d'infection n'était guéri. Les auteurs de la plateforme présentée au congrès au sujet des troubles du Kosovo remarquent, non sans raison : « Nous avons acquis une nette conscience de la gravité du danger que le nationalisme représente dans un milieu multinational ».

Les difficultés économiques sont aussi redoutables. Depuis longtemps la Yougoslavie vit au-dessus de ses moyens. Il lui faut maintenant s'adapter à des réalités peu brillantes. Un plan de stabilisation est mis au point, dont le gouvernement ne peut ou ne veut encore dévoiler les modalités. Il s'agit bien d'un programme d'austérité infligé à un pays qui a déjà dû réduire son train de vie. En ce domaine il n'y a pas de miracle. En attendant de donner les fruits espérés, si le programme réussit, cette austérité va provoquer un chômage accru puisqu'il faudra fermer des entreprises inutiles et coûteuses ; elle infligera aussi des restrictions aux consommateurs puisqu'il faudra réduire les importations aussi longtemps que le déficit du commerce extérieur n'aura pas été ramené à un niveau décent.

Dans une commission, un délégué a noté que la crise économique marquait le début de la crise politique. Les dirigeants en place devraient être les premiers à prendre au sérieux un tel diagnostic. Certes, les échanges de propos qui se sont déroulés pendant ces assises peuvent reconforter ceux qui croient à la démocratie. Les dirigeants, quel que soit leur rang, ont été critiqués, et parfois rudement, comme c'est de règle dans une société normale. Personne ne songe pour autant, dans la phase actuelle, à confondre cette critique avec une quelconque épuración.

On peut donc trouver dans ces débats des indices de démocratisation. La fragilité du pouvoir empêche cependant d'enregistrer cette évolution sans bénéfice d'inventaire.

Les Yougoslaves retiennent, non sans raison, que les grandes catastrophes mille fois prédites pour la période qui suivrait immédiatement la mort de Tito n'ont pas eu lieu. Reste à savoir si une société en crise peut s'offrir le luxe d'un certain désarroi.

(Lire nos informations page 8)

## LE REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL ET LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

### Les secteurs des affaires sociales et industrielles sont nettement renforcés

Le remaniement technique du deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy, auquel le président de la République et le premier ministre ont consenti de procéder, mardi soir 29 juin, au terme d'un entretien qui a duré de 18 h. 30 à 20 heures, se traduit essentiellement par quatre modifications et une innovation.

Deux départs : Mme Nicole Questiaux, qui avait en charge depuis mai 1981 le ministère de la solidarité nationale, et M. Pierre Dreyfus, qui occupait le poste de ministre de l'Industrie, quittent le gouvernement à leur demande. Deux changements d'attribution : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie, conserve ses fonctions mais reçoit, en outre, la charge de l'Industrie. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de l'extension du secteur public, est promu ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi.

L'innovation la plus importante est la création d'un ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, confié à M. Pierre Bérégovoy qui assurait jusqu'à présent les fonctions de secrétaire général de la présidence de la République. Cette restructuration entraîne une évolution de la place, au sein du gouvernement, de M. Jean Auroux, qui demeure ministre du travail, mais en tant que ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales. Ainsi remanié, le deuxième gouvernement de M. Mauroy compte le même nombre de ministres (vingt-quatre) mais un secrétaire d'État en moins (huit au lieu de neuf).

Le successeur de M. Bérégovoy aux fonctions de secrétaire général de la présidence de la République sera M. Jacques Attali, actuellement conseiller spécial de M. Mitterrand, ou M. Michel Charasse, actuellement conseiller auprès du secrétaire général.

Rien de plus logique : quand la difficulté de la passe impose de modifier provisoirement le cap, il est naturel de veiller à ce que l'équipe chargée de la manœuvre soit la plus apte aux tâches d'urgence. Dès lors, il n'est pas surprenant de faire appel à un trop grand renfort de novices.

Partant de ces considérations de bon sens, MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy ont renvoyé à une date ultérieure le large remaniement ministériel dont ils avaient retenu l'éventualité lorsqu'ils se préoccupaient uniquement de savoir quelles conséquences la gauche au pouvoir devrait tirer d'une année d'apprentissage gouvernemental.

Au cours de sa conférence de presse du 9 juin, le président de la République avait donné l'impression de s'interroger encore sur l'opportunité de retoucher le

deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy pour l'adapter aux exigences de la « deuxième phase » du changement.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)

### M. Ceausescu sur la défensive

M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, devrait en principe se rendre à Bucarest, les 26 et 27 juillet, pour y présider la réunion annuelle de la commission mixte franco-roumaine. Toutefois, le président de la République a déclaré, dans sa conférence de presse du 9 juin, que les relations franco-roumaines pourraient être « sérieusement entamées » si, à l'issue de l'enquête actuellement en cours, il se confirmait que l'écritain Virgil Tanase « a disparu pour ne pas reparaitre ».

Nous publions aujourd'hui, en page 7, le premier de deux articles sur la situation en Roumanie.

### BEYRUTH-QUEST ENTRE LA NÉGOCIATION ET L'ASSAUT

#### M. Begin accorde « un ou deux jours » aux Palestiniens

A la suite des entretiens qu'il a eus le mardi 29 juin avec MM. Mitterrand et Claude Cheysson, le ministre d'État égyptien chargé des affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, s'est félicité de l'identité de vues entre la France et Israël pour « préserver l'O.L.P. dans l'intérêt d'une solution pacifique au Proche-Orient ».

Sous l'impulsion de M. Mitterrand, le conseil européen réuni à Bruxelles a, mardi, condamné « vigoureusement » l'invasion israélienne du Liban et s'est prononcé pour le retrait simultané des forces de Jérusalem et des todayin

du front de Beyrouth. Cependant, le conseil européen n'a envisagé aucune sanction économique nouvelle contre Israël. À Jérusalem, le parti travailliste de M. Shimon Peres émettait de se désolidariser du gouvernement. L'opposition n'a pas voté contre son texte. M. Begin a déclaré au cours du débat que la patience d'Israël n'était pas illimitée et qu'il était disposé à attendre « un ou deux jours » pour que les Palestiniens puissent se décider à quitter Beyrouth avec leurs armes individuelles.

### Des soldats retour du front...

De notre correspondant  
FRANCIS CORNU

Jérusalem. — Ils commencent à rentrer et « à haut » d'autres les remplacent. Ils ont le regard vague et la sourire figé de ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas com-

munique leur sentiment malgré une évidente envie de parler. Peut-être est-ce le cas de tout soldat de retour du front. Mais les parents, les amis sont visiblement inquiets.

Un père affirme : « Ce n'est pas comme après la guerre de Kippour. Ils étaient alors choqués par les risques de la défaite et les pertes très lourdes. Cette fois, les combats ont été généralement beaucoup moins durs. Non, aujourd'hui, il y a autre chose. »

Il hésite puis se hasarde à émettre cette hypothèse : « Pour la plupart, c'est leur première guerre et ils deviennent confusément qu'elle est très différente des précédentes, des nôtres, de celles qui pour eux laissent partie de l'histoire du pays, de la lutte pour sa survie. Je crois qu'ils pensent que celle-ci est moins glorieuse. »

« N'entraîne pas dans la légende. »

Silences pesants qui ne sont rompus que par l'humour libérateur. « Au début notre commandant nous a dit qu'il fallait nettoyer 40 kilomètres pour détruire les katou-

chot (1) qui menaient la Galilée. Nous l'avons fait. Alors il nous a dit qu'il fallait aller au-delà pour éliminer ceux qui se servent des katouchot. »

(Lire la suite page 6.)

### MISES EN SCÈNE

#### Du côté de l'Allemagne

L'histoire a fait de l'Allemagne un pays cosmopolite. Ses artistes tendent un miroir à la société occidentale tout entière. Quand le Festival de Hollande veut un spectacle qui traite des difficultés d'être dans des formes directement contemporaines, il fait venir de Wuppertal Pina Bausch. Ensuite, la chorégraphie sera en France, à Paris, Villeurbanne, Nice. Le Festival d'automne a drainé les meilleurs dramaturges d'outre-Rhin, Avignon a tout naturellement pris le relais. Marie-Luise Fleisser, Achim von Arnim, Bocho Strauss, Peter Handke : la modernité, c'est eux.

Retour d'Amérique, Wim Wenders montera pour la première fois une

pièce au Festival de Salzbourg : A travers les villages, de Peter Handke. Son prochain film sera adapté d'un roman, toujours de Handke. Après avoir pris le chemin des studios, comme les grands Européens qui parviennent aujourd'hui pour Hollywood, il revient en Europe. Il repart, les Allemands n'ont pas en eux les mêmes frontières que les artistes français.

Jean Genet, c'est Fassbinder qui le met en scène. Fassbinder qui ne voyagea plus et dont le Secret de Veronique Voss (Ours d'or au Festival de Berlin) nous arrive posthume.

(Voir page 13 dans « Le Monde des arts et des spectacles ».)

### La stratégie des grands ensembles

L'extension des pouvoirs de M. Chevènement peut être regardée comme une marque de confiance supplémentaire de la part du président de la République. On peut aussi y voir l'art et la manière d'équilibrer les tendances au sein du gouvernement, le CERES obtenant en surface ce qu'il perd en nombre avec le départ de Mme Questiaux. Hier plutôt partisan d'une dichotomie entre la recherche et l'industrie, M. Chevènement se rallie aujourd'hui à une solution qui sert sinon ses ambitions, du moins celles du courant dont il est le chef de file.

Ce type de solution, au reste, n'est pas étranger aux ambitions socialistes que Léon Blum évoquait déjà du temps du Front populaire.

Ainsi le président de la République ne se contenterait-il pas de donner satisfaction à une personnalité qui lui est proche. Renouant en quelque sorte avec les aspirations de ses prédécesseurs, il mettrait en place une stratégie des grands ensembles dont la recherche et l'industrie formeraient le terrain expérimental.

Un autre remaniement, celui que l'on prévoit pour l'automne, permettrait d'opérer de plus amples regroupements autour de différents axes : finances, affaires sociales, investissements... L'efficacité gouvernementale y trouverait-elle son compte ? Ce serait ignorer les risques de blocage, chacun des courants de la majorité pouvant alors se défaire d'une coalition à l'autre.

Au demeurant, le choix des hommes resterait tout aussi déterminant pour donner corps à de telles entités. Dès aujourd'hui, il ne faudrait qu'un président de la République de faire apparaître cette volonté unificatrice en donnant par exemple au ministère du Plan tous les pouvoirs auxquels il peut prétendre. Le remaniement ministériel du 29 juin montre qu'il n'en est rien.

### LES INCIDENTS ENTRE POLICIERS ET IMMIGRÉS DANS LE HAUT-RHIN

(Lire page 24, « Patiences perdues », l'article de J.-M. Durand-Souffland.)

**Sulka**  
COSTUMES, VESTES, PANTALONS,  
IMPERMÉABLES,  
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS,  
CHEMISES, ACCESSOIRES

**SOLDES**

du 30 juin  
au 3 juillet

2 rue de Castiglione, Paris 1<sup>er</sup> (260.38.08)  
Angle rue de Rivoli - Parking Vendôme



## Être Libanais

Cette page dit d'abord la détresse du Liban, théâtre d'une guerre faite sur le sol d'un autre, « Suisse morte à jamais », selon Charbel Kassiss. Pour Antoine Basbous, c'est le grand oublié du moment, et René Habachi s'indigne de la surdité des nations à l'appel d'Antigone. Annie Laurent dénonce la désinformation qui obscurcit la réalité du problème libanais, tandis que Karim Mroue veut croire que la prétention affichée d'Israël à jouer, en accord avec les États-Unis, les gendarmes du Proche-Orient fera contre lui l'unité des Libanais de tous bords et des Palestiniens.

### A NOS CORRESPONDANTS

Le volume du courrier relatif au Proche-Orient s'est tellement accru que nous nous voyons dans l'impossibilité de répondre à tous nos correspondants. Qu'ils soient cependant assurés que tous les textes reçus sont lus et que nous continuerons à publier au moins des extraits des plus significatifs.

## Le gendarme du Proche-Orient

par KARIM MROUE (\*)

Au moment où la machine militaire israélienne s'apprête à écraser Beyrouth, il devient de plus en plus évident aux yeux de l'opinion mondiale, et même d'une partie non négligeable de l'opinion israélienne, que le but de la guerre déclenchée par Menahem Begin et Ariel Sharon ne se limite pas à un règlement de compte sanglant avec l'O.L.P. Ses objectifs approuvés par les États-Unis vont beaucoup plus loin.

Il s'agit de faire d'Israël le gendarme du Proche-Orient, un gendarme aux méthodes brutales, qui cherche à transformer le Liban en un État vassal, gouverné par un quelconque Pétain, sinon par un Quisling. Un gendarme qui ambitionne même de faire la loi jusqu'aux confins du Golfe pour le compte, bien entendu, des États-Unis.

Ces derniers ne cherchent même plus à masquer leur approbation de cette guerre meurtrière. Mis au pied

du mur par la proposition française au Conseil de sécurité, le délégué américain n'a pas hésité à opposer un veto, refusant le principe même d'un arrêt des hostilités.

Les prétentes invoquées par les fauteurs de guerre sont nombreuses et également infondées. L'argument de la provocation - n'est même plus mentionné par les dirigeants israéliens. On préfère dire maintenant, à Tel-Aviv comme à Washington, que l'opération au cours de laquelle des milliers de civils ont été décapités par les bombes à phosphore, à billes et à fragmentation a pour objectif de résoudre le problème libanais et de réclamer au gouvernement de ce pays meurtri la pleine autorité sur son territoire.

Très vite, toutefois, ce prétexte a été réfuté par les israéliens eux-mêmes. Dès la première semaine de sa campagne, l'armée du général Sharon est délibérément entrée dans la ville de Baabda ; elle a encerclé le

palais présidentiel, humiliant ainsi le pouvoir libanais. Puis, les israéliens, par le truchement de l'envoyé américain Philip Habib, ont transmis les grands traits de leur diktat. Il ne s'agit pas seulement de régler le problème de la présence palestinienne ou syrienne : Israël veut déterminer, par la force de ses chars, la forme de gouvernement du Liban et imposer des collaborateurs à la tête du pays.

A mesure que se prolongera l'occupation israélienne, les Libanais de toutes les régions, de toutes les communautés, de toutes les philosophies finiront par crier leur refus de cette occupation et, à travers leur résistance au diktat israélien, ils se retrouveront unis entre eux dans un nouvel élan patriotique libanais. Unis aussi au peuple palestinien dont ils partagent le sort car, faut-il le rappeler, si les Palestiniens sont venus en masse au Liban, c'est parce qu'ils ont été chassés de leur pays, la Palestine. Et s'ils ont porté les armes, c'est parce que le gouvernement israélien a toujours refusé obstinément de reconnaître leurs droits les plus élémentaires, ceux d'avoir une patrie, de ne plus être un peuple errant, un peuple prosaïte, toujours menacé d'extermination.

Il est vrai que le monde entier commence à prendre conscience de la nécessité de mettre un terme à l'arrogance des dirigeants israéliens qui, avec la complicité des États-Unis, méprisent les résolutions prises par l'ONU à leur encontre - il y en a trois cents ! - et font régner au Proche-Orient la loi de la jungle, menaçant ainsi la paix mondiale. Il ne suffit cependant pas de prendre conscience de ces réalités. Il est impérieux que tous les États, toutes les forces politiques, toutes les autorités morales, et plus particulièrement la France, interviennent efficacement, sans délai, pour imposer la seule solution raisonnable au drame que vit le Liban : le retrait immédiat des troupes israéliennes de tout le territoire libanais, la solution du problème palestinien par la reconnaissance des droits de ce peuple opprimé, non par l'extermination, et la reconnaissance du droit du Liban à la souveraineté, à la paix et à la sécurité.

(\*) Membre de la direction du Mouvement national libanais, en tournée en France et en Europe avec une délégation du M.N.L.

## Antigone emmurée

par RENÉ HABACHI (\*)

En deux semaines, le Liban est devenu le carrefour de tous les crimes du monde. Le scandale éclate aux yeux d'une conscience internationale paralysée par ses intérêts contradictoires. Les petits États reproduisent les vices des grands. Seul que dans un espace plus étroit la grandeur ne peut occulter la folie. Le mal explose en tourbillon qui finit par se manger lui-même jusqu'à l'entropie de la mort. Dans ce vide, il n'est pas impossible que les grandes puissances soient happées par l'autodestruction provoquée par leur action aussi bien que par leur abstention. Elles voudraient bien, masquées d'irresponsabilité, assister à ce drame qu'en s'apitoyant, mais le drame les réveille à elles-mêmes. Les salimbanques de Hamlet révèlent son crime à la conscience royale.

En période heureuse, le Liban était le miroir d'un Orient et d'un Occident réconciliés. Maintenant que le miroir est obscurci, il dénonce toute la noirceur du monde. Vide, le Liban ? Pas du tout, mais au bord du néant. Vide ? Loin de là. Trois cohortes adverses s'y affrontent dans l'espoir de s'éliminer. Quant à lui, il ne sert que de toile de fond au cycle infernal de la violence. Au terme de sept ans d'épreuves, cette toile de fond est réduite en pièces.

Voici donc les réfugiés, dont les droits sont inaliénables, qui transforment le pays en place forte pour l'agression et la récupération. Voici les voisins syriens appelés au secours, heureux de l'occasion dont ils n'ont pas les mains pures pour satisfaire des appétits mal réveillés. Et voici le troisième interlocuteur cherchant à consolider sa sécurité en multipliant criminellement l'insécurité des autres.

Ballet de la dérision. Les entrées dans cette danse macabre se ressemblent étrangement : on déclare avec solennité vouloir sauver l'intégrité de ce petit territoire qui ne se savait ni si utile ni si précieux. C'est peut-être là sa faute. La Syrie a promis officiellement que, au moindre signe de sa retraite sans laisser de traces derrière elle : Aschrafieh, Zablé, la Bekaa, en témoignent, et

Kamal Djoumblatt et les écoliers tués dans leur cour de récréation, et l'assassinat d'un ambassadeur français. Les Palestiniens déclarent que leur patrie est ailleurs et qu'ils respectent la souveraineté libanaise : le Sud, Saïda, la première annihilation des chrétiens de Damour, Beyrouth-Ouest et les camps l'attestent. Les israéliens, au matin de leur invasion, proclament ne pas vouloir s'appropriant un centimètre carré du territoire : le désastre s'abat là où ils passent et ira sans doute plus loin.

Comment les Libanais n'en sont-ils pas devenus fous, ou peut-être le demandent-ils. Depuis 1976, ils ont perdu tous leurs repères. Jusqu'à ne plus se reconnaître eux-mêmes. On a cherché à les diviser, à transformer leurs différences internes en oppositions, à leur imposer des mœurs guerrières qui ne sont pas les leurs. Chrétiens et musulmans, ils y ont perdu leurs enfants. Amies ou ennemies, comment discernar parmi les nations, quand l'indifférence de toutes ou leurs gestes sur le terrain sont le dément des déclarations. Ils ont fait appel à la Ligue arabe, à l'Europe, aux Nations unies. Aucune réponse. Du vent. Eux, ils avaient dit oui à l'accueil des Palestiniens. Ils ont remercié les Syriens. Et il en est parmi le petit peuple de toutes confessions qui, espérant échapper enfin à l'anarchie, disent *challah* aux israéliens. N'en déplaise à certains, c'est ce qui me bouleverse le plus : quelle preuve plus flagrante du droit et de la démesure ? Ce salut dit le contraire de ce qu'on veut lui faire dire.

Que le monde entier soit complice de cette grande duperie, on ne le sait que trop. Parler du Liban, c'est toujours parler de plus que du Liban. Pour son bonheur. Pour son malheur.

En bref, voici la logique des trahisons. Le traité de Versailles (1919) suscite un monstre qui décide le génocide des juifs. Victimes de l'Europe, ceux-ci fuient de la Palestine un refuge. Déjà, la déclaration Balfour

(\*) Écrivain libanais, professeur de philosophie.

(1917) avait entrouvert la porte. Avec le consensus des Nations unies, Israël (1948) force cette porte. (Une fois pour toutes, il s'agit de l'État d'Israël et pas du judaïsme et des juifs que le respect aussi profondément que les musulmans et les chrétiens), et transforme la Palestine en cité-défilée, expulsant les Palestiniens arabes : chrétiens et musulmans. Ceux-ci, à leur tour, déportés par la terreur israélienne - car c'est là qu'ils apprennent le terrorisme - et par les promesses et la faiblesse des Arabes, campent le gros de leurs troupes au Liban, seul pays de la région à les abriter sans entraves. Comme l'État d'Israël en Palestine, les Palestiniens dressent une forteresse au Liban. Sensible à leurs droits et parmi les premiers à les défendre, le Liban se réveille soudain envahi par eux. Puis, envahi par les Syriens. Puis envahi par les israéliens.

Rien n'annule les droits des Palestiniens, et rien n'excuse leur abus du Liban. Rien ne légitime la lenteur des Syriens à se retirer ou sauveurs après avoir tout fait pour diviser les Libanais. Rien ne fonde l'extermination systématique des Palestiniens par Israël. Mais derrière Israël il y a les États-Unis et leur volonté d'hégémonie. Derrière la Syrie il y a l'U.R.S.S. et sa rivalité. Derrière les Palestiniens il y a tous les Arabes et... l'équipe du Mondial. Derrière le Liban il y a rien et des sympathies. Il étreint tout ce beau monde à se vider de ses propres entrailles.

Mais alors que les protagonistes masqués poussent leurs pions sur un échiquier qui va se rétrécissant, ne risquent-ils pas de se trouver soudain face à face, à visage découvert ? Sur une tousse plane en criant le spectre de la guerre, projection de leur félonie.

La plus grande victime aujourd'hui est le Liban. Après s'être défiguré moralement et physiquement, il se meurt pour la cause de toutes les victimes et de tous les coupables. Quand l'absurde est sur le terrain, sa solution est dans la conscience des hommes. Mais les nœuds ne se font pas plus sensibles à l'appel d'Antigone. Elles sont entrées dans l'âge de la pierre. Antigone sera emmurée le sanglot dans la gorge.

## Le grand oublié...

par ANTOINE BASBOUS (\*)

DANS cette première guerre israélo-palestinienne, on a toujours tendance à oublier le Liban. Et pourtant, les Libanais en sont les principales victimes. Aujourd'hui, le Liban subit les combats entre Libanais musulmans d'une part - la dislocation des Libanais musulmans - et Syriens et Palestiniens d'autre part. Le bilan s'est élevé à plusieurs centaines de victimes.

Face à cela, c'était l'impuissance de l'État libanais, la neutralisation de l'armée et l'incapacité des Forces de la résistance libanaise à rétablir l'ordre au-delà du réduit chrétien !

Et voilà qu'Israël surgit pour régler ses propres comptes et poursuivre ses propres objectifs. « A l'humiliation des Syriens et à la destruction de l'infrastructure militaire des Palestiniens représentant une occasion unique pour le Liban de retrouver son indépendance, à condition que le dernier occupant se retire, lui aussi, jusqu'aux frontières internationales reconnues. »

Dans ce drame, la diplomatie française s'efforce de tirer le maximum de profits. Elle saisit l'occasion pour se rapprocher des Arabes, théoriquement mécontents de la destruction de l'O.L.P., et pour compenser les inconvénients du voyage de François Mitterrand en Israël. Elle défend essentiellement l'O.L.P., « représentant des combattants palestiniens », et cherche à relier abusivement les deux problèmes, libanais et palestiniens, de façon que le premier ne puisse pas être résolu sans le second. La générosité dont fait preuve la France à l'égard des Palestiniens est au détriment du Liban. Celui-ci est invité à demeurer l'otage de ceux-là jusqu'à l'aboutissement de leur projet politique. Quand ? Dans dix, cent ou mille ans ? Dieu seul le sait !

La véritable générosité est celle qui implique un don de soi. Le petit Liban accueille de six cent mille à sept cent mille Palestiniens. Combien la France - pour preuve de solidarité et de compassion - serait-elle prête à en recevoir sur ses rives méditerranéennes, étant donnée l'appartenance commune des trois peuples libanais, palestiniens et français à la même civilisation. Pourquoi Yasser Arafat ne serait-il pas l'hôte officiel de Paris ? Mais il est toujours facile de réclamer les sacrifices pour autrui. Nous les Libanais, nous n'en pouvons plus ! Nous n'acceptons plus les leçons de morale données à 4.000 kilomètres de chez nous. Nous voulons vivre.

Quoi, une fois encore le Liban est oublié, sacrifié, pour quelques autres pays ou peuples, dont le sacrifice est jugé plus rentable. Telle est la doctrine qui prévaut dans certaines directions du ministère du commerce extérieur. Pardon des relations extérieures.

(\*) Journaliste libanais.

## La désinformation

par ANNIE LAURENT (\*)

AU-DELA des agressions, des complots dont il est la victime immédiate depuis si longtemps, le Liban souffre d'un autre mal révoltant, peut-être encore plus tragique puisqu'il a pour effet pratique la négation de l'entité libanaise : la désinformation. Or, pour que le Liban sorte vainqueur de l'épreuve actuelle, la vérité doit enfin être admise par tous.

Encore et toujours les mêmes mots erronés se lisent dans les journaux, s'entendent à la radio. Le commentateur d'un journal télévisé français n'a-t-il pas récemment fait état de « huit ans de guerre civile » ? Chacun - et à plus forte raison les professionnels de l'information - devrait pourtant savoir maintenant que la guerre a commencé au Liban à l'instigation de la Syrie. Comme a reconnu le président Hafez El-Assad dans un discours de juillet 1976, c'est son gouvernement qui a infiltré les Palestiniens au Liban et les a poussés à y semer des troubles ; c'est lui qui a formé et encadré deux armées palestiniennes à la solde de Damas : la Saïka et l'Armée de libération de la Palestine ; ce sont aussi les troupes syriennes de la Force « arabe » de dissuasion qui entretiennent l'insécurité leur permettant de rester au Liban pour soi-disant y établir l'ordre, alors qu'il s'agit d'une ruse pour aboutir à l'annexion. Comment peut-on qualifier de « guerre civile » la lutte des Libanais victimes des menaces et exactions des Palestiniens, qui n'ont qu'un rêve, faire du Liban une patrie de refuge à celle qu'ils ne trouveront peut-être jamais, et qui étaient pratiquement parvenus à créer un État dans l'État à Beyrouth et au Sud-Liban ? La révolte des sunnites de Tripoli, des chrétiens de Zablé, des chiites du Sud contre les occupants syriens et palestiniens qui veulent imposer leur loi, est-elle une « guerre civile » ?

Comment peut-on encore nier la volonté des Libanais, à quelque confession qu'ils appartiennent, de vivre ensemble, débarrassés de la présence des étrangers ? En 1978, en 1981, alors que les quartiers est de Beyrouth étaient sauvagement bombardés, nombre d'habitants trouvaient refuge chez des amis à Beyrouth-Ouest. Juin 1982 : le scénario inverse se produit : les chrétiens d'Achrafieh accueillent leurs amis de Hamra.

Autre confusion : l'assimilation des peuples libanais et palestiniens. L'invasion israélienne suscite de multiples protestations, des appels à la solidarité internationale envers les « réfugiés » palestiniens. Mais qui se soucie vraiment des Libanais eux-

mêmes ? Où sont les vrais amis du Liban, ceux qui ne se contentent pas de pieuses déclarations d'intention ? Au sein des gouvernements occidentaux on est soit pro-arabe, soit pro-israélien, soit les deux à la fois. Où sont les pro-libanais ? S'ils existent, l'occasion leur est à présent offerte de montrer leur sincérité.

Troisième erreur : celle qui consiste à croire que les chrétiens sont les alliés d'Israël. Si la guerre actuelle laisse entrevoir qu'un retour au *status quo ante* est désormais impossible et l'espoir pour les chrétiens déplacés de rejoindre sans risques leurs maisons de Jezzine ou de Damour, personne n'est dupe. A Beyrouth-Ouest, où le journaux au début de l'intervention israélienne, chacun perçoit le « danger israélien » ; chacun sait que Menahem Begin n'agit pas pour les beaux yeux des chrétiens. Lors des bombardements de 1978 et de 1981, le gouvernement de Jérusalem n'a pas fait le moindre geste significatif pour leur porter secours.

Avant les volontés impérialistes de son voisinage, les grandes puissances ont le devoir d'aider le Liban. Les perspectives d'une indépendance retrouvée ne doivent pas être bloquées par la diplomatie et le chantage. Washington, Paris, Londres, savent que la Syrie ne renoncera pas si aisément à la Bekaa, considérée comme indispensable à sa sécurité. Pas plus qu'Israël ne renoncera aux eaux du Liban. La destruction des missiles syriens a certes écarté une menace contre Israël. Mais le Liban subit encore l'occupation syrienne, les troupes de Damas contrôlent toujours l'Akkar, les villes de Tripoli, de Batroun, de Zablé, qui, si l'on n'y prend garde, peuvent devenir des villes-otages.

Les capitales occidentales doivent également exercer suffisamment de pression sur Jérusalem pour limiter ses prétentions, qui seraient autant d'atteintes à la souveraineté libanaise. Enfin, elles ne doivent pas tomber dans le piège palestinien. L'O.L.P. récolte aujourd'hui les fruits qu'elle a semés. Les bases terroristes doivent être démantelées à jamais et la signature de nouveaux accords du Caire évitée à tout prix. Le Liban, ainsi libéré, pourrait adopter un statut de neutralité internationale garanti.

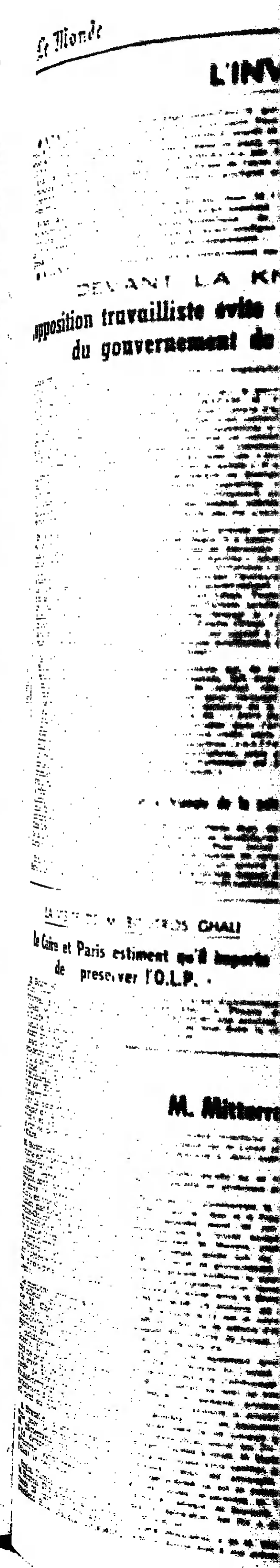
Toute solution de compromis entre israéliens, Syriens et Palestiniens sur le territoire libanais replongerait ce pays dans une tragédie insupportable. Et ô combien dangereuse pour la paix !

(\*) Auteur d'une thèse sur les relations libano-syriennes (1981).

PARIS

# SOLDE

ARNYS 14, rue de Stèves (7<sup>e</sup>) - Tél. 548-76-99













LES PRISES DE POSITION POLITIQUES DU CONSEIL EUROPÉEN

## «Maintenir le cessez-le-feu à tout prix»

Voici le texte de la déclaration sur le Liban et le Proche-Orient adoptée mardi 29 juin à Bruxelles par le conseil européen :

« 1) Les Dix maintiennent leur vigoureuse condamnation de l'invasion israélienne du Liban. Ils sont vivement préoccupés par la situation dans le pays, et en particulier à Beyrouth. Ils croient que le cessez-le-feu actuel doit être maintenu à tout prix.

« Ce cessez-le-feu devrait être accompagné, d'une part, d'un retrait immédiat des forces israéliennes de leurs positions autour de la capitale libanaise, et, d'autre part, d'un retrait simultané des forces palestiniennes de Beyrouth-Qasr, selon des modalités à convenir entre les parties.

« En vue de faciliter ce retrait, la séparation des forces serait contrôlée pendant cette courte période de transition par les forces libanaises et, en accord avec le gouvernement libanais, par des observateurs ou des forces des Nations unies.

« 2) Le retour du Liban à une paix définitive requiert le retrait complet et rapide des forces israéliennes de ce pays, de même que le départ de toutes les forces étrangères, sauf de celles qui seraient autorisées par un gouvernement libanais légitime et largement représentatif dont l'autorité serait entièrement établie sur l'ensemble de son territoire national : les Dix appuient tout effort visant à réaliser ces objectifs.

« 3) A ce stade, les Dix ont décidé de poursuivre leur action visant à soulager les populations en détresse, et appellent, dans ce contexte, toutes les parties à se conformer aux résolutions 511 et 512 du Conseil de sécurité des Nations unies (1) et à coopérer avec les agences internationales responsables, ainsi qu'avec la FINUL, la sont prêts aussi à concourir ultérieurement à la reconstruction du pays.

« 4) Soucieux d'amorcer, par-delà le règlement du problème libanais, la restauration durable de la paix et de la sécurité dans la région, les Dix souhaitent des négociations fondées sur les principes de sécurité pour tous les Etats et de justice pour

tous les peuples. L'ensemble des parties concernées devraient y être associées et donc s'accepter mutuellement. Israël n'obtiendra pas la sécurité à laquelle il a droit par l'usage de la force et la création de faits accomplis, mais il trouvera cette sécurité à travers la satisfaction des aspirations légitimes du peuple palestinien. Celui-ci doit avoir la possibilité d'exercer son droit à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique.

« Ils estiment que, pour que les négociations soient possibles, il faut que le peuple palestinien puisse s'engager, et donc être représenté. La position des Dix reste que l'O.L.P. doit être associée à la négociation.

« Les Dix souhaitent que le peuple palestinien soit en mesure de faire valoir ses revendications par des moyens politiques, et que la réalisation de celles-ci tienne compte de la nécessité de reconnaître et res-

pecter l'existence et la sécurité de tous.

« Les Dix souhaitent que le peuple leur « vive préoccupé devant la prolongation du conflit meurtrier entre l'Irak et l'Iran », réaffirment leur appel du 24 mai pour un arrêt des hostilités et un règlement négocié et offrent leur concours aux « entreprises de paix en cours ».

« Les Dix ont enfin confirmé leur « vif intérêt » pour le développement de leurs relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes et ont chargé les ministres des affaires étrangères d'étudier les moyens de développer la coopération avec cette région. Ils veulent aussi développer leur aide à l'Amérique centrale et ils ont « évoqué les moyens de concourir, avec l'accord des pays intéressés, à la réduction des tensions et à la promotion de la paix dans cette dernière région ».

## BAGDAD ANNONCE QU'IL S'EST TOTALEMENT RETIRÉ DU TERRITOIRE IRANIE

Téhéran dénonce une « ruse »

L'Irak a annoncé, mardi 29 juin, que ses troupes avaient schématisé leur retrait de l'ensemble du territoire iranien. Le commandement général des forces armées a cependant mis en garde l'ennemi iranien contre toute tentative d'agression contre les forces irakiennes « qui, « demeurent extrêmement vigilantes sur les frontières de la patrie ».

L'information a été aussitôt démentie par les autorités de Téhéran. Elles affirment que les troupes irakiennes occupent toujours des « positions stratégiques en Iran, ont placé des mines dans les régions qu'elles ont dû évacuer et continuent à bombarder les zones résidentielles des villes du sud et de l'ouest iranien, tuant et blessant des dizaines de personnes ». Téhéran a cependant reconnu que les Irakiens avaient évacué la localité stratégique de Qasr à Chirine, l'une des plus importantes positions encore contrôlées par les forces de Bagdad. Un communiqué officiel qua-

lifié par ailleurs le retrait irakien de « ruse qui ne trompe personne » et rappelle les conditions de paix exigées par l'Iran : « Le jugement et le châtiment de l'agresseur, le retrait sous conditions de toutes les forces du régime baasiste et le versement de dommages de guerre. » — (A.F.P., A.F.J.)

● MISE AU POINT. — L'ambassade d'Irak à Paris nous demande d'indiquer que, contrairement à ce que nous annonçons dans nos éditions du 30 juin, sur la foi de dépêches d'agences, deux personnalités se sont vu confier de nouvelles responsabilités. Le ministre des affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi entre au commandement régional du parti Baas ; le vice-président de la République, M. Taha Moukhammad Masrouf est désormais membre du Conseil de la révolution.

## Les réactions

« L'ARCHE » : « Il est temps d'arrêter le cycle infernal des guerres. »

M. Adam Loss, directeur de la revue « L'Arche », publiée dans le numéro de juillet de ce « mensuel du judaïsme français », un éditorial consacré à la guerre du Liban.

« C'est de la guerre de Kippour, écrit-il, qu'est née la paix avec l'Egypte. Comparaison n'est pas raison, mais il est vraisemblable que la guerre du Liban sera le début d'un nouveau processus de paix au Proche-Orient (...). Tous ceux qui fustigent Israël pour son invasion du Sud-Liban devraient pourtant se rappeler que les organisations palestiniennes d'abord, et l'armée syrienne ensuite, ont littéralement dépecé le Liban et en ont fait un vaste champ de bataille entre ethnies et groupes rivaux.

« De surcroît, le Sud-Liban est devenu le centre mondial du terrorisme au su et au vu des nations qui ont subi les conséquences. Comment peut-on parler d'un Etat souverain et d'intégrité territoriale alors que

les Syriens et les Palestiniens ont investi l'essentiel du Liban et s'y conduisent en puissances occupantes ? (...). Mais, conclure que le problème palestinien pourrait se trouver ipso facto réglé, est un pas qu'on ne peut franchir (...).

« Il est temps d'arrêter le cycle infernal des guerres, que la logique militaire ne peut qu'entretenir, et, surtout, d'éviter le risque d'une confusion entre une nécessité militaire qui se situe dans le court terme et la recherche d'une solution politique qui se place forcément dans une perspective plus lointaine.

« Le règlement du problème palestinien ne relève pas simplement de la politique ou du droit. Il implique pour les israéliens et pour les juifs de la diaspora, avec un devoir de réserve pour ces derniers, la participation à la recherche d'une solution en harmonie avec l'éthique et la tradition juives qui ont été de tous temps la clé de voûte du judaïsme. »

Une motion des rabbins de France

## UN ABUS DÉLIBÉRÉ DE VOCABULAIRE ASSIMILE ISRAËL AU RÉGIME NAZI.

Les membres du Conseil supérieur du rabbinat français ont exprimé mardi 29 juin leur solidarité avec Israël et leur profonde douleur « face aux événements tragiques qui se déroulent au Liban », annonce un communiqué du rabbinat.

La motion adoptée par les rabbins de France, tout en déplorant « la mort de victimes entraînées dans le déferlement de la violence », rappelle « la charte juive démentie de l'O.L.P. qui prône clairement et explicitement la destruction de l'Etat hébreu ».

Par ailleurs, le Conseil supérieur du rabbinat français « dénonce avec véhémence le caractère partial et malveillant avec lequel une grande partie de la presse écrite, parlée et télévisée présente les événements du Liban ».

« Il s'indigne devant l'abus qui est fait délibérément d'un vocabulaire qui tend à assimiler Israël au régime nazi, confondant volontairement génocide et opérations militaires, et accordant complaisamment l'hospitalité des colonnes des journaux et des antennes de radio et de télévision à des colonnes qui constituent une version moderne des protocoles des sages de Sion, forgés par la police tsariste et repris par les doctrines hitlériennes ».

## ASIE

● Hanoï rejette les accusations chinoises et américaines. — Le Vietnam a repoussé, dimanche 27 juin, une protestation de la Chine selon laquelle des navires vietnamiens auraient attaqué des bateaux de pêche chinois, capturant l'un d'eux eux, le 16 juin dernier. Vendredi, Radio-Hanoï avait également démenti l'information donnée par le Pentagone selon laquelle une flottille américaine avait essuyé des coups de feu tirés par des bateaux vietnamiens. — (A.F.P., Reuter.)

## République

### Sud-Africaine

● NOUVELLE SUSPENSION D'ENQUÊTE SUR LE DÉCÈS D'UN SYNDICALISTE. — L'enquête devant jury visant à faire la lumière sur les circonstances de la mort en détention, le 5 février, du docteur Neil Aggett, jeune syndicaliste blanc découvert pendu dans sa cellule (le Monde des 7 et 8 février), a été une nouvelle fois suspendue mardi 29 juin à Johannesburg. (Cor.)

## El Salvador

● L'ARMÉE A RETROUVÉ LES SIX JOURNALISTES disparus le 28 juin dans la région de Suchitoto, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de la capitale. Ceux-ci — un Britannique, deux Guatémaltèques et trois Salvadoriens — ont déclaré avoir été emmenés par des guérilleros jusqu'à un de leurs camps, où ils ont pu « réaliser différentes interviews ». L'armée, qui les a retrouvés sur la route de Suchitoto, où les rebelles les avaient ensuite conduits, a confié leurs films, ont-ils assuré. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

## Mali

● RESULTAT DES ÉLECTIONS LEGISLATIVES. — M. Bekaye N'Diaye, président de la Cour suprême du Mali, a proclamé

## «Pour s'en sortir»

Un jeune chômeur sur deux est un jeune sans diplôme ni qualification.

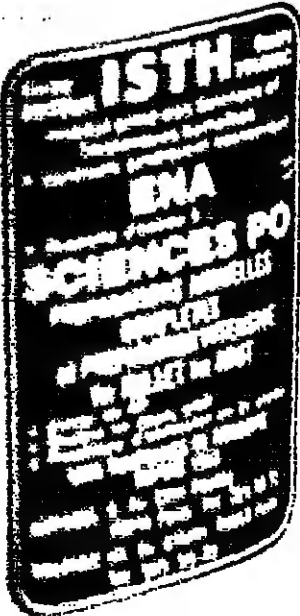
Ils sont 120.000, chaque année, qui quittent l'école dans cette situation. Ils ont envie de s'en sortir.

Aujourd'hui les entreprises, les collectivités locales, l'ensemble des formateurs disposent de vrais moyens pour les aider et préparer l'avenir.



## UN METIER POUR REUSSIR.

Les nouvelles formations des 16/18 ans. Ministère de la Formation Professionnelle.





## AMÉRIQUES

### Argentine

#### Le gouvernement du général Bignone compte neuf ministres civils et un seul militaire

BUENOS-AIRES (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Reynaldo Bignone, qui doit devenir le président de la République argentine, a fait connaître, le mardi 29 juin, la composition de son gouvernement. La particularité la plus notable est la prépondérance des ministres civils : le cabinet ne compte qu'un militaire, pour dix postes, le général Lamill Reston, commandant le 4<sup>e</sup> corps d'armée, ancien ministre du travail du général Videla, qui occupera le portefeuille de l'intérieur, traditionnellement le premier en dignité (son titulaire est vice-président de la République). Le général Lamill Reston aura pour fonction de conduire le processus de normalisation institutionnelle en Argentine, mais il verra le retour des civils au pouvoir au plus tard en mars 1984. Deux autres ministres-clefs, dans les circonstances présentes, sont ceux de l'économie et des affaires étrangères. M. José María Dagnino Pastore, ancien ministre de l'économie, en 1980, de général Onganía, retrouve cette fonction. M. Dagnino était particulièrement efficace, en 1980, de développer l'industrie lourde argentine, une originalité dans ce pays où ce secteur est quasiment aux mains des forces armées ; cependant, en 1980, il est, en fait, aujourd'hui considéré comme un « libéral pragmatique ».

#### Un vice-président civil ?

Les affaires étrangères seront confiées à l'ancien ambassadeur à Vienne, M. Juan Agustín Lanari, une personnalité conservatrice, ancien vice-président du Sénat, proche du général Videla et des milieux militaires. Le nouveau ministre avait figuré sur la liste des « présidents » civils pour succéder au général Galtieri. Il prend en charge une diplomatie qui, naguère ultra-pro-occidentale, est ouverte à des rapprochements avec les autres pays latino-américains et les non-alignés. Trois ministères du cabinet Galtieri conservent leurs fonctions : M. Cayetano Llacido à l'éducation, Lucas Leonardi à la justice, et Horacio Rodríguez Castelli à la santé publique. Les autres postes sont occupés par M. Hector Villaverde (travail), Adolfo Narayán (action

sociale), Julio Martínez Vivot (défense) et Conrado Bauer (travaux publics). La stabilité du nouveau gouvernement est le fait que deux des trois ministres, la marine et l'aviation, ont décidé de se retirer du devant de la scène politique. Les spéculations allaient bon train, ces dernières heures, à Buenos-Aires, sur l'éventualité de la désignation d'un vice-président civil. Le général Lamill Reston (aviation) et l'amiral Anaya n'ont, selon toute apparence, pas considéré cette hypothèse comme suffisamment attractive, ne paraissant pas décidés à reconquérir leur rôle de retrait. Du côté des civils, on a enregistré des réactions favorables des petites formations politiques, mais les deux principaux courants politiques, les péronistes et l'Union civique radicale (U.C.R.), restent dans une prudente expectative.

### États-Unis

#### UN JUGE ORDONNE LA LIBÉRATION DES IMMIGRANTS ILLÉGAUX HAITIENS.

Miami (Reuters). — Un juge fédéral a ordonné mardi 29 juin à Miami (Floride) la libération immédiate de deux milliers de réfugiés haïtiens qui ont débarqué illégalement aux États-Unis, certains dans de petites embarcations, au cours de l'année passée. M. Eugene Spelman, juge du district de Miami, a toutefois encouragé une série de conditions draconiennes à la libération des Haïtiens, actuellement détenus dans plusieurs camps de Floride. Ces conditions sont destinées à empêcher les Haïtiens de se présenter devant les juges responsables de l'immigration. Ces juges devront décider si les Haïtiens et autres étrangers ayant pénétré illégalement aux États-Unis, peuvent bénéficier du droit d'asile. Le ministère de la Justice a estimé que les Haïtiens se présenteront devant les juges responsables de l'immigration, et a demandé au juge Spelman de surveiller l'application de celle-ci jusqu'au résultat de l'appel.

## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### Les conducteurs de locomotive veulent relancer la grève du rail

De notre correspondant

Londres. — Dans les chemins de fer britanniques, une grève peut se cacher une autre. A peine le syndicat N.U.R. qui regroupe cent cinquante mille cheministes de British Rail avait-il décidé de suspendre la grève, que l'ASLEF, organisation minoritaire mais qui représente les vingt-sept mille conducteurs de locomotive, appelés à un arrêt de travail illimité à partir du dimanche 4 juillet. Le N.U.R. protestait contre les conditions posées par la direction des chemins de fer à une augmentation de 5 % des salaires. L'ASLEF, quant à elle, s'oppose à l'introduction des horaires flexibles, comme elle l'avait déjà fait au début de l'année.

L'objectif prioritaire des dirigeants des chemins de fer britanniques, soutenus par le gouvernement, est de conserver, sans augmentation de personnel, le service public. Ils ont donc décidé de mettre en place des horaires flexibles pour les conducteurs de locomotive, afin de diminuer les temps morts entre les trajets. Les journées de travail pourraient varier entre sept heures et neuf heures au lieu des huit heures garanties depuis 1919. En contrepartie, la durée hebdomadaire du travail

serait réduite d'une heure. Ce système a déjà été accepté par les cheministes qui dépendent du N.U.R. Face à l'opposition de l'ASLEF, British Rail a proposé d'expérimenter le nouveau système sur une partie seulement du réseau, les idées du syndicat étant mises en œuvre sur l'autre partie. En l'absence de toute réponse de la part de l'ASLEF, British Rail a toutefois décidé d'imposer les horaires flexibles à partir du prochain week-end, provoquant cette riposte. Si le mouvement était aussi dur que M. Buckton, le secrétaire général du syndicat, le laisse entendre, les conséquences pour les chemins de fer britanniques seraient assez graves, car celles d'une grève générale, à un moment où la direction, prise en étau entre les restrictions financières décidées par le gouvernement et les exigences syndicales, tente désespérément de moderniser le réseau. Aux Communes, M. Thatcher a indiqué, mardi 29 juin, que son gouvernement pourrait proposer avant les prochaines élections générales une loi rendant obligatoire une consultation à bulletin secret des adhérents avant toute grève.

DANIEL VERNET.

### U.R.S.S.

#### Les relations téléphoniques avec l'Occident sont sévèrement limitées

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a décidé unilatéralement de réduire sérieusement, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, les relations téléphoniques avec l'Occident. Parallèlement elle envisage de limiter sévèrement l'entrée sur son territoire de parents et de sois de citoyens étrangers. Toutefois, l'Australie, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, confinement avoir déjà reçu notification officielle de la réduction de leurs circuits téléphoniques en provenance et vers l'U.R.S.S. Mais la mesure intéresserait également la France, la Belgique, l'Italie et même la Finlande, avec laquelle l'Union soviétique entretient pourtant des relations très étroites.

Vienne, considérée comme un important centre de transit des communications vers la Méditerranée et le continent américain, mais aussi pour les Américains comme un important centre de « diversion idéologique », est la première victime de cette mesure, puisque le nombre de ses lignes avec Moscou va passer de trente-deux à quatre.

Les circuits avec le R.F.A. seraient réduits de quarante-deux à seize et ceux de la Grande-Bretagne de quarante-huit à quatorze. Le réseau sur la Finlande serait impuissant à 25 %.

### Yougoslavie

#### La Ligne des communistes a élu ses nouveaux dirigeants

Le douzième congrès de la Ligne des communistes de Yougoslavie s'est achevé à Belgrade mardi 29 juin. Avant de se séparer, les délégués ont approuvé la composition des organismes dirigeants, telle qu'elle leur était proposée. M. Ribitchitch (Stovine) est élu pour un an président de la présidence collégiale de la Ligne et M. Stokanovitch (Serbe) pour deux ans, secrétaire. Ce congrès fut celui de la continuité après la période Tito. Du fait des événements qui assaillent en ce moment le pays, il fut peut-être aussi celui de la transition.

#### Une plus grande liberté de ton mais pas d'orientation politique claire

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Transition, mais vers quoi ? C'est la question que se posent maintenant bon nombre de ceux qui attendaient de ce congrès des indications claires sur la politique après Tito. Ils restent sur leur faim. Le congrès est grand entre la timidité, la franchise avec laquelle a été analysée la situation et la timidité des dirigeants au moment où ils doivent prescrire les orientations de la Ligne. Les communistes de leur carente en ce domaine. Peu de temps avant la réunion du congrès, des membres de la présidence avaient suggéré un ajournement à l'automne parce que la direction n'était pas en état de faire des propositions concrètes. Cette suggestion fut écartée : l'ajournement n'aurait pas été perçu dans le monde entier comme le symptôme d'une crise dramatique ? Il a été dit et redit pendant ces quatre jours que le programme de

stabilisation à long terme devait avoir la priorité des priorités. On a admis que la portion administrative serait désagréable. Les mesures anti-inflationnistes imposées de gros efforts à toute la société. Certains ont même préconisé qu'elles provoquent des secousses sociales. Mais que sait-on au juste de ces mesures ? Le pouvoir n'est pas encore en état de les décrire. Parce qu'il ne sait pas ce qu'il faut faire ? Ou parce que les représentants des communistes divers qui siègent au sommet n'ont pu encore se mettre d'accord sur l'essentiel et la répartition des sacrifices ? Cette carente a fait naître un sentiment de frustration chez des communistes qui ont pu avoir l'impression de participer à un spectacle plus qu'à un événement. Ce malaise explique un peu la vivacité des critiques portées contre l'administration — ce n'est pas nouveau — et aussi, ce qui est rare, contre les dirigeants toujours en place. Cette fois des délégués ont marqué leur volonté de trouver enfin les responsables d'une gestion qui aboutit à la faillite. Le douzième congrès n'a pu pousser très loin ses investigations. Mais un mouvement s'est esquissé en faveur de la convocation, dans un délai rapproché, d'un congrès extraordinaire qui aura à juger sur pièces. Les mêmes observations valent pour l'autre question douloureuse du moment : la crise du Kosovo. Les dirigeants n'ont pas succombé à la tentation de rejeter sur l'Albanie toute la responsabilité des troubles. Ils ont reconnu les erreurs de la Ligne des communistes du Kosovo, de Serbie et de Yougoslavie.

Mais toute médaille a aussi son côté. Le douzième congrès fut, à bien des égards, un exercice de démocratie. Il serait naïf d'imaginer que tout fut mis sur la place publique : cependant, les affaires les plus délicates et les plus importantes n'auraient-elles pas été réglées en petits comités ? Du moins, aucun dirigeant, si haut placé qu'il soit, n'a été à l'abri de la critique. Il faut toutefois reconnaître que la direction eut encore quelques peines à s'adapter, comme elle le montre le dernier jour un incident sans grande importance mais significatif : le président de séance avait demandé à quel quel-que moment il avait ajouté, et par habitude, il avait ajouté que puisque tel n'était pas le cas, on allait immédiatement voter. Il n'avait pas remarqué et pour cause, puisqu'il n'avait pas regardé dans la salle, qu'un délégué avait levé la main et s'élevait vers la tribune. Il voulait simplement qu'un paragraphe du statut des paysans fût ajouté à la motion. Le président lui a dit que ce n'était pas le lieu pour cela, mais il a insisté. Un peu plus tard, un autre délégué qui proposait de renforcer le centralisme dans le parti, annonça, de façon impromptue, qu'il abandonnait ses responsabilités s'ils n'obtenaient pas satisfaction. La direction n'est pas au bout de ses peines, si du moins elle tient ses promesses. Cette année encore, les organes placés à la tête du parti ont été composés de la façon la plus équilibrée entre les Républiques. Les listes ainsi dressées ont été approuvées à main levée. C'est la dernière fois qu'une telle procédure est en usage. Au prochain congrès, les élections devraient se faire à bulletin secret. Il faudra alors concilier la liberté souveraine des délégués et la nécessité de répartir les sièges de telle façon que toutes les Républiques soient également représentées.

La présidence de la Ligne des communistes comprend vingt-trois membres : deux pour chacune des six Républiques fédérées, un pour chacune des deux régions autonomes, les huit présidents des Lignes des communistes des républiques et des régions, plus le représentant des communistes de l'armée. C'est de ce collège forcément disparate et composé d'hommes qui n'ont guère le temps de s'affiner que la Ligne attend une réponse aux angousses.

BERNARD FÉRON.

M. Ribitchitch est né en 1924 à Trieste, a fait des études de droit à Ljubljana et a exercé diverses fonctions au sein du mouvement de résistance pendant la guerre. Immédiatement après la libération, il fut procureur, puis ministre de l'Intérieur de Stovine. Plus tard il occupa divers postes dans la fédération. De 1969 à 1971, il fut chef du gouvernement fédéral. Ces derniers temps, il était président de l'Alliance socialiste de Stovine.

M. Stokanovitch est né en 1924, C'est un économiste. Il a fait surtout sa carrière dans la République de Bosnie-Herzégovine. Il fut membre du gouvernement, président de la commission du plan et, ces derniers temps, il était président de la Ligne des communistes de cette république.

## DIPLOMATIE

#### Les Européens préparent la parade au « protectionnisme déguisé » des Américains dénoncé par M. Mitterrand

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La balle est désormais dans le camp américain. Le conseil européen a rendu public mardi sa déclaration sur les relations Communauté-Etats-Unis, dont la forme est plus modérée que celle présentée la veille. « J'aurais préféré un ton plus vif », a remarqué M. Mitterrand — et qui, sur le fond, exprime clairement le refus de la Communauté de se résigner au nouveau cours de la politique économique extérieure américaine.

Il était nécessaire de dire à l'opinion publique que « les intérêts des partenaires américains n'étaient pas acceptables », a dit devant les journalistes le président de la République française qui a jugé publiquement les dernières mesures prises par les États-Unis à l'encontre de l'Europe de « contraintes, pressions, injures et menaces », créant un véritable protectionnisme déguisé.

Parmi les griefs qu'adressent les Européens aux États-Unis, le plus choquant peut-être est la discrimination avec laquelle ils considèrent les engagements pris au sommet de Versailles. « Je trouve cela grave. Il ne faut pas que cela recommence, on ne peut pas transformer ces conférences en manifestations de propagande à usage intérieur », a commenté M. Mitterrand.

Le second reproche a trait à la multiplication des initiatives protectionnistes : actions pour évincer les sidérurgistes européens du marché américain, regain d'agressivité contre la politique agricole commune, litiges sur les crédits à l'exportation, extension de l'embargo sur les équipements pétroliers et gaziens vers l'U.R.S.S.

Troisième reproche : la manière unilatérale dont les États-Unis interprètent les engagements pris au GATT, ce qui aboutit, consistent les « européens, à une dénaturation des règles édictées d'un commun accord. Enfin les Dix déplorent que Washington pratique une politique monétaire et budgétaire aboutissant à des taux d'intérêt élevés et à des cours du dollar aberrants qui ne tiennent

aucun compte des impératifs de la reprise en Europe. Comment la C.E.E. va-t-elle réagir concrètement aux attaques américaines ? Le conseil européen estime qu'il convient « de défendre vigoureusement les intérêts légitimes de la Communauté dans les enceintes appropriées et notamment au GATT ». La déclaration du 22 juin des ministres des affaires étrangères, à propos de l'acier, la convocation du comité des subventions du GATT et du comité de l'acier de l'O.C.D.E. Les premières réunions que ces organismes consacreront au différend C.E.E.-États-Unis auront lieu les 11 et 21 juillet.

C'est une affaire qui se jouera peut-être moins sur le plan juridique que sur celui des rapports de forces : les groupes industriels européens qui sont touchés par la mesure, mais qui veulent préserver leurs fréquentes relations de travail avec les États-Unis, pousseront-ils les pouvoirs publics européens à passer outre à la décision de la Maison Blanche ou les inviteront-ils à la prudence ? Cet embargo renforcé, qui, comme le notait M. Mitterrand, cherche à mêler les pays européens à des sortes de sanctions, à un durcissement des relations avec l'U.R.S.S., est ressenti comme un abus politique.

Le conseil européen souligne encore : « Il faut faire le nécessaire pour que la Communauté, dans la gestion de la politique commerciale, agisse avec autant de rapidité et d'efficacité que ses partenaires commerciaux ». La France a présenté, voici quelques semaines, un mémorandum suggérant à la Communauté, à l'instar de ce qui existe aux États-Unis et au Japon, de doter des moyens juridiques et réglementaires qui lui permettraient de mieux se défendre dans les conflits qui l'opposent à ses partenaires occidentaux.

Enfin, les Dix demandent que l'urgence et le dialogue réel et efficace » avec les responsables américains dans les domaines contentieux. M. Thörn, le président de la Commission, a

confirmé que son institution s'efforçait de reprendre les négociations avec les Américains, mais qu'il ne passera à l'action que si le message européen reste ignoré. La Communauté, toutefois, d'après, aurait-elle un quelconque intérêt à participer, à Genève, à la session ministérielle du GATT de novembre, à laquelle tiennent tant les Américains, qui voudraient qu'on y parle notamment des échanges dans le domaine des services et de l'agriculture ? « Je dois dire que si un pays comme les États-Unis croit pouvoir imposer unilatéralement des règles du GATT, on s'interroge sur l'opportunité d'engager un nouveau round de négociations », a répondu sans détour le président Thörn.

PHILIPPE LE MAITRE.

### L'OUVERTURE DES « START »

#### La réduction des armements devra « apaiser l'inquiétude nucléaire » estime le président Reagan

Les négociations soviéto-américaines sur la réduction des armements stratégiques (START) se sont ouvertes mardi 29 juin dans l'après-midi dans l'immeuble de la mission soviétique auprès des Nations unies, où s'était tenue, le matin même, une nouvelle séance de pourparlers entre les deux mêmes pays sur les armes nucléaires à portée intermédiaire en Europe (INF).

La première séance des START, qui a porté sur la procédure et avait été précédée d'un entretien en tête à tête entre M. Romy et Karpov, chefs des délégations américaines et soviétiques, a été « sérieuse, franche et cordiale », selon M. Romy, qui a donné lecture ensuite à la presse d'un message de M. Reagan. Le président américain, y reconnaît qu'il a confié à sa délégation « une tâche

monumentale », mais que la réduction des armements devrait « apaiser l'inquiétude nucléaire » qui est devenue un élément tellement évident des préoccupations du public dans le monde entier. Le peuple américain, poursuit-il, « n'acceptera pas un accord qui ne soit pas équitable, vérifiable et qui ne contribue pas à la stabilité ».

Commentant ces négociations, le Quotidien du Peuple, organe du P.C. chinois, affirmait mardi que le gouvernement américain « se berce d'illusions optimistes » en fondant sa politique à l'égard de l'U.R.S.S. sur le dialogue parallèlement à l'effort militaire : « Il est peu probable, écrit le journal, que les deux camps puissent obtenir des succès escomptés par ses promoteurs. » (A.F.P.)

### Selon la télévision japonaise

#### M. Reagan étend l'embargo technologique au projet nippo-soviétique de Sakhaline

M. Reagan a refusé d'accomplir son obligation sur le projet soviéto-japonais pour l'exploitation pétrolière et gazière de Sakhaline. Il se heurte toutefois à l'hostilité du ministère de l'Agriculture, des associations paysannes et des congressistes du Middle West, et un conseil de cabinet qui devait se tenir lundi pour prendre une décision a été annulé.

Il est vrai que la position du département d'État sur ce sujet pourrait changer après le départ de M. Haig, qui considérait les ventes de céréales américaines à l'U.R.S.S. comme inacceptables avec les pressions exercées par Washington pour réduire le commerce entre l'Europe et les pays communistes.

Selon William Safire, qui s'était entretenu avec M. Haig la veille de sa démission, l'ancien secrétaire d'État voyait dans la levée, par M. Reagan, de l'embargo céréalié imposé à Moscou par M. Carter, « la plus grande erreur de politique étrangère de cette administration ».

mandé le non renouvellement de l'accord soviéto-américain sur les céréales, signé en 1978, et qui expire le 30 septembre de cette année. Il se heurte toutefois à l'hostilité du ministère de l'Agriculture, des associations paysannes et des congressistes du Middle West, et un conseil de cabinet qui devait se tenir lundi pour prendre une décision a été annulé.

Il est vrai que la position du département d'État sur ce sujet pourrait changer après le départ de M. Haig, qui considérait les ventes de céréales américaines à l'U.R.S.S. comme inacceptables avec les pressions exercées par Washington pour réduire le commerce entre l'Europe et les pays communistes.

Selon William Safire, qui s'était entretenu avec M. Haig la veille de sa démission, l'ancien secrétaire d'État voyait dans la levée, par M. Reagan, de l'embargo céréalié imposé à Moscou par M. Carter, « la plus grande erreur de politique étrangère de cette administration ».

### LISEZ LE

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro de mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

مكتبة المجلد



## EUROPE

### Roumanie : M. Ceausescu sur la défensive

#### I. - Les « moments difficiles de l'histoire »

Par CLAIRE TRÉAN

Le président Nicolas Ceausescu a repris début juin, après plusieurs mois d'interruption, ses tournées en province, dans l'ouest du pays, où la population lui a réservé, comme à l'accoutumée, un accueil aussi enthousiaste que peu spontané. En l'absence non de tout mécontentement mais de tout mouvement organisé capable de le capotiser, le rituel continue de fonctionner, et rien n'est remis en cause du culte idolâtre que le peuple roumain est supposé vouer à son président.

S'il fallait cependant une confirmation des difficultés économiques et politiques que connaît la Roumanie, le président Ceausescu s'est chargé lui-même de la donner dans ses deux discours prononcés les 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup> juin devant le plénum élargi du comité central du parti communiste consacré aux questions idéologiques. Rien de bien nouveau côté nationalisme, sinon qu'il continue à l'obsessionnel : le discours-fléuve du 1<sup>er</sup> juin s'ouvre sur les bienfaits de « la connaissance de l'histoire millénaire du peuple roumain », dont le président retrace à sa manière les grandes lignes, en remontant à 2050 ans en arrière. Rien de très nouveau non plus dans les thèmes abordés. En revanche, le ton est assez inédit : brandissant la menace et cherchant en même temps à rassurer tout le monde, M. Ceausescu, très visiblement, répond aux critiques et se livre même à une série d'aveux. Le texte a globalement des accents de « fin de règne », tant il est vrai qu'on peut difficilement pousser plus loin les contradictions, entre, par exemple, les satisfécit et les appels au sacrifice, entre la prédominance accordée au rôle de l'Etat et celle accordée au rôle du parti, entre l'affirmation de l'indivisibilité du dogme marxiste-léniniste et les professions d'indépendantisme.

Certes, dans le chapitre consacré au « développement impétueux des forces de production », le président roumain fait valoir, chiffres à l'appui, les succès économiques remportés par rapport à... 1938, et même à 1965. Mais, à de nombreuses reprises, après des références implicites à l'histoire récente de la Pologne, il évoque les difficultés rencontrées dans la construction du socialisme, « même à l'intérieur », et va jusqu'à parler, sans plus aucune allusion à un pays étranger, des « moments difficiles de l'histoire ». « Quelquefois nous avons idéalisé le développement de la société socialiste en donnant la fausse impression qu'il ne pouvait connaître de difficultés, de crises économiques (...). La vie, les réalités ont montré, poursuit M. Ceausescu, que cette représentation idyllique est nœve et dangereuse. »

#### Blanchir le parti

Il y a une crise, qui n'est pas due au système mais aux distorsions que certains lui ont fait subir. Les récents remaniements ministériels, insiste M. Ceausescu, ne relèvent pas de la simple « rotation des cadres ». Des responsables, au ministère du commerce extérieur, notamment, se sont livrés à des « dilapidations et à des vols », dit-il. Le gouvernement n'a pas fait son travail, il a donc fallu en changer. Les boues émissaires sont ainsi désignées, en même temps qu'on blanchit le parti pour les erreurs commises, en soulignant que nul, pas même lui, ne peut se substituer au gouvernement.

L'expérience a montré que les purges font partie de ce que M. Ceausescu appelle « la rotation des cadres », dans un parti tellement pléthorique (avec 3,2 millions de membres, c'est le plus important des pays de l'Est) qu'on ne peut guère y suivre une simple politique de gratifications. Elle a montré aussi que les fréquentes mutations dont font l'objet les responsables, entre le parti et l'administration, entre Bucarest et la province, n'ont pas toujours de signi-

fication politique profonde et visent soit à empêcher qu'une personnalité ne prenne trop d'influence, soit à donner l'illusion du changement. Certains observateurs soulignent que les membres de la famille n'ont cette fois pas été épargnés, en la personne de M. Burtica et M. Verdet, dont les biographies officielles ne mentionnent, toutefois, aucun lien de parenté avec M. ou Mme Ceausescu. En tout état de cause, ils n'ont pas disparu de la scène politique : M. Cornel Burtica, à peine démis de ses fonctions de ministre du commerce extérieur et de vice-premier ministre, a été nommé à la tête du parti dans une des principales provinces, la Prahova. M. Ilie Verdet, ancien premier ministre, reste dans le sérail, comme vice-président du Conseil d'Etat. Son remplacement à la tête du gouvernement par M. Dascalescu, homme dur du parti, très proche de M. Ceausescu et ne disposant d'aucune compétence particulière en matière d'économie, ne laisse présager dans ce domaine aucun changement de cap.

Le chef de l'Etat avait, il y a quelques mois, reproché aux Roumains de trop manger, puis, après les troubles sporadiques survenus dans la région de Motru, admis que les mineurs pouvaient légitimement prétendre à double ration. Il faut, dit-il dans ses dernières interventions, accepter les sacrifices, épargner et (conformément au modèle stalinien de développement) investir dans une industrie lourde « qui portera ses fruits plus tard ».

#### Les erreurs de la politique d'industrialisation

Le pays est entré, depuis deux ans, dans une grave crise économique, due dans une large mesure aux erreurs de la politique d'industrialisation menée depuis près de trente ans, bien que la Roumanie manque de matières premières. Cette orientation obsédante avant tout à des considérations politiques, au premier rang desquelles la volonté d'indépendance à l'égard de Moscou, qui aurait souhaité faire de ce pays un fournisseur de produits agricoles pour le Comecon. A partir de 1971, la révolution culturelle lancée par M. Ceausescu a abouti à confier, à des idéologues, et non plus à des spécialistes, non seulement la direction de toutes les institutions scientifiques du pays (M<sup>me</sup> Elena Ceausescu, en tant que présidente du Conseil national pour la science et la technologie, a un droit de regard sur toutes les activités culturelles et scientifiques), mais aussi la définition des objectifs économiques.

L'industrialisation s'est ainsi faite à coups de projets mobilisateurs, comme actuellement le gigantesque chantier du canal qui doit relier le Danube à la mer Noire, sur lequel se relaient jour et nuit des équipes de « jeunes volontaires » mais qui sera plus profitable à la flotte commerciale soviétique qu'à l'industrie roumaine, étant donnée sa localisation. Elle s'est faite également à coups de réalisations de prestige et n'a pas su s'adapter aux conditions nouvelles des marchés. La Roumanie arrive actuellement au deuxième rang mondial après les Etats-Unis pour la production d'acier par habitant, alors que l'acier ne se vend plus. La raffinerie de Navodari, construite à une époque où M. Ceausescu entretenait des relations idylliques avec le chah d'Iran, n'a pas tourné un seul jour. Les réserves de pétrole diminuent, les effets de la guerre entre l'Iran et l'Irak se sont fait lourdement sentir sur les possibilités d'importation, cela alors qu'une grande partie de l'effort industriel avait été orienté vers la pétrochimie (1) et que l'objectif de produire la plus grande part de l'électricité à partir du charbon se révélait illusoire.

Cette industrialisation s'est faite également grâce aux crédits des

banques et des Etats capitalistes, et l'endettement atteint actuellement 11 milliards de dollars. Les principales banques créditrices occidentales viennent de faire savoir qu'elles lieront le rééchelonnement éventuel de 80 % de cette dette venant à échéance cette année à la présentation par la Roumanie de données dignes de foi sur l'état de son économie.

Les propos tenus par M. Ceausescu en matière de politique étrangère se ressentent de cette situation économique qui, entre autres, oblige à plus d'égards envers le Comecon. Plaçant la Roumanie dans le groupe des pays en voie de développement (c'est le seul Etat d'Europe de l'Est à bénéficier, de la part du F.M.I., des facilités accordées à ces pays), le président en appelle à l'équité, c'est-à-dire à l'aide occidentale. Mais il insiste aussi, longuement, sur la nécessaire solidarité entre pays socialistes, car, après avoir fait bande à part, la Roumanie a besoin aujourd'hui de nouveaux accords commerciaux avec les pays frères. Elle a besoin surtout du pétrole soviétique.

Aux échecs dans le domaine industriel s'est ajoutée une dégradation progressive de la production agricole qui a atteint un seuil critique à partir de l'été 1980, avec l'apparition des premières pénuries. M. Ceausescu ne fait allusion aux problèmes d'approvisionnement que pour en rejeter la faute sur les responsables locaux. A l'automne dernier, une série de décrets ont imposé le rationnement du pain et des farines et prévu des peines de prison pour toute personne cherchant à constituer des stocks. En février, les prix de nombreux produits alimentaires de première nécessité ont été augmentés de 35 %. Une législation très répressive du travail dans l'agriculture était en même temps adoptée, ainsi que des mesures équivalentes à une seconde collectivisation, puisque toutes les parcelles des paysans (qui désormais ne sont plus que des salariés) doivent être intégrées à l'Etat.

Il y a là le ferment d'un mécontentement qui s'est déjà exprimé par des grèves et des manifestations dans la région minière de Motru, à l'automne dernier et qui, selon des témoignages, se poursuit. Outre qu'il en appelle aux sacrifices nécessaires, M. Ceausescu, devant le plénum, donnait en prime aux travailleurs une innovation : la « propriété coopérative ouvrière ». Dans certaines unités de production, disait-il, 30 % de la propriété pourront être distribués aux travailleurs, moyennant une participation individuelle allant de 10 000 à 40 000 lei (le salaire mensuel moyen est de 2 000 lei). Ces « actions » seront rémunérées à raison de 6 % par an (dans l'hypothèse, dit-on, supposée, où l'entreprise fait des bénéfices...).

C'était là une façon — assez cynique — de donner la situation économique — de rappeler qu'il faut privilégier l'investissement sur la consommation. C'était aussi une façon de montrer qu'on va de l'avant dans la construction du « socialisme roumain ». Pierre dérivatif pour ceux qui supportent le poids de la crise et qui supporteront celui d'un effort de relance des exportations. Le vrai dérivatif, celui dont M. Ceausescu use avec une emphase qui touche désormais au burlesque, n'est pas là : il est dans l'exaltation d'un nationalisme dont la fonction est de désamorcer une crise qui n'est pas seulement économique.

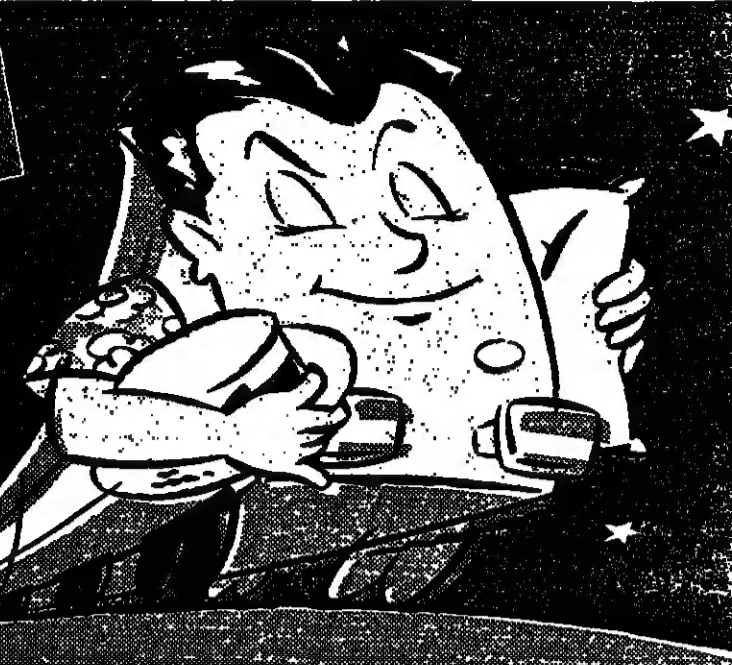
(1) Selon des observateurs occidentaux, la production annuelle permet actuellement de 20 millions de tonnes pour une capacité de 33 millions.

Prochain article :

DE L'INDEPENDANTISME AU CHAUVINISME

### PARIS-CÔTE D'AZUR. SOMMEIL JUSQU'AU SOLEIL.

TRAIN BLEU  
Départ Paris... 21h46  
Nice... 7h55  
SNCF



### UNE BONNE REPRISE

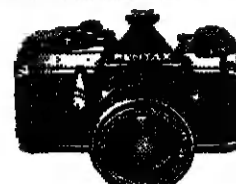
c'est acheter encore moins cher les dernières nouveautés à nos prix alignés

Présentez cette annonce avec votre ancien matériel, la meilleure estimation vous sera réservée.

PHOTO-CINE DU  
**Cirque**

9-11 bis, bd des Filles du Calvaire  
(entre Bastille et République)  
75003 PARIS - 687.66.58

LE SPECIALISTE DE LA REPRISE



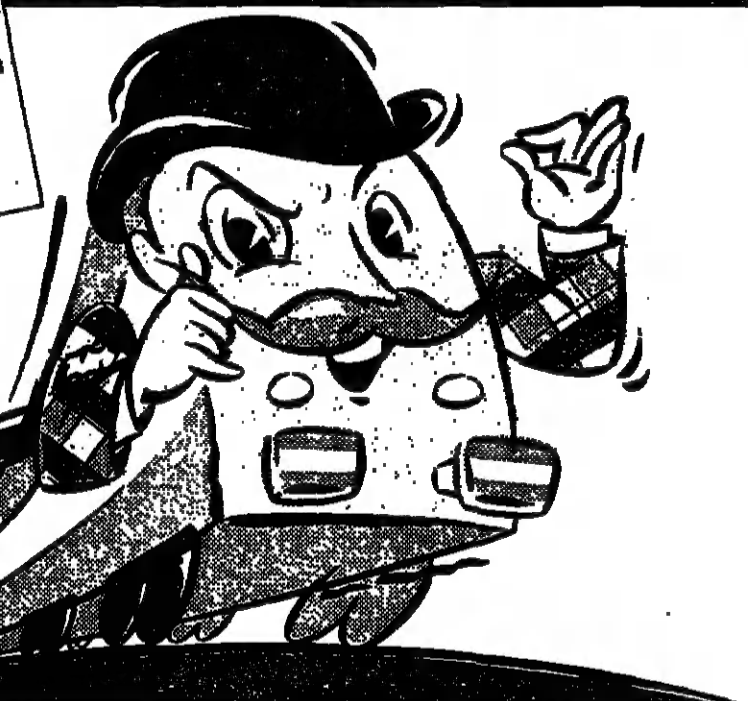
PENTAX ME  
SUPER  
avec obj. PENTAX 1,7/50 mm

**1695F**

...et votre reprise viendra encore en déduction

### PARIS-LONDRES. ALLER-RETOUR A PARTIR DE 340 F.

PARIS-LONDRES  
340 F. Tarif excursion  
5 jours, train/bateau.  
Prix au 1/03/82.  
SNCF



### AVANTAGE PRIX



**109F**

OPEN PUMP ATTACHE  
VELCRO  
Type croisé de cuir véritable, semelle contre pollution de l'usure. Taille 38/39/40/41

INTERSPORT La Hutte

### PARIS-MADRID. LA ROUTE EN MOINS DES VACANCES EN PLUS.

PARIS-MADRID-TALGO  
Départ Paris... 20h00  
Arrivée Madrid... 8h55  
SNCF



### THE GUARDIAN

The Washington Post WEEKLY Le Monde

Une sélection d'articles du « Monde » en anglais paraît toutes les semaines dans le « Guardian Weekly » (abonnement sur demande).  
Tarif : abonnement annuel : FF 500  
- Vente normale (hors Paris) : FF 238  
- Voir annonce  
- Europe : FF 238  
- Afrique du Nord et Moyen-Orient : FF 238  
- Autres pays : FF 314  
Les abonnements peuvent être souscrits par notre intermédiaire à l'adresse ci-dessous.

LE MONDE  
3, rue des Italiens  
75002 Paris Cedex 09

Paiement par chèque, transfert bancaire ou mandat.  
An English edition of « Le Monde » is published once a week in collaboration with the Guardian Weekly (subscription on demand).  
Annual subscription rates (payable in advance):  
- Surface mail (all countries) : FF 238  
- Air delivery : FF 238  
- Europe : FF 238  
- North Africa & Middle East : FF 238  
- All other countries : FF 314  
Subscriptions can be ordered directly at the following address:  
LE MONDE  
3, rue des Italiens  
75002 Paris Cedex 09  
Payment by check bank transfer or money order

### ISEG

INSTITUT  
DES SCIENCES SOCIALES  
ECONOMIQUES & GESTION

FORMATION TECHNIQUE  
SUPERIEURE COURTE

Préparation aux  
BTS  
diplômes  
d'Etat

Stages en entreprises  
dans toutes  
les sections

Admission : BAC  
ou examen

Rejoignez-nous au séminaire :  
80, boulevard Magenta  
75010 PARIS  
Métro : Cap de l'Est, Core du Nord

Le Monde

CHRONIQUE

LES REPONSES

LE MONDE



Le Monde

# politique

LE REMANIEMENT

## M. Bérégovoy : un homme rompu à l'art des négociations

L'entrée de M. Pierre Bérégovoy au gouvernement est à la fois surprenante et logique. La surprise est que, traditionnellement, sous la V<sup>e</sup> République, le titulaire du secrétariat général de l'Élysée est issu d'une certaine longévité à ce poste : or M. Bérégovoy quitte le palais présidentiel après seulement trois mois de bons et loyaux services. Il est vrai que sa nomination elle-même rompt avec une tradition récurrente de postes à de très hauts fonctionnaires. L'accession au secrétariat général de l'Élysée d'un homme de tradition populaire était, au contraire, hautement symbolique de l'engrangement à gauche du nouveau pouvoir.

La logique vient de ce que le président de la République ne dispose en fait dans l'immédiat que de deux hommes capables d'occuper un ministère de la solidarité nationale : M. Jacques Delors, réputé pour sa connaissance des relations sociales, et M. Pierre Bérégovoy. Or il était difficile de changer le ministre de l'économie et des finances alors que la gauche bloquait les prix et les salaires. Résultat donc le secrétaire général de l'Élysée.

Si l'approche des questions sociales de M. Mitterrand a été déviée inopinément avec celle de Mme Nicole Questiaux, il n'est pas de même avec M. Bérégovoy : celui-ci est, plus que tout autre, un « homme du président ». Sa nomination dans ce secrétariat témoigne de la volonté du chef de l'État de donner à la gestion des affaires sociales un caractère plus politique et de s'en assurer une meilleure maîtrise.

A plusieurs reprises, en privé comme en conseil des ministres, le président de la République s'est plaint de l'état des relations du pouvoir avec les syndicats. Il est, en

effet, paradoxal qu'un homme après son entrée en fonction le gouvernement de la gauche en soit toujours à soulever que ces syndicats deviennent des « partenaires » du changement. Or M. Bérégovoy est rompu à l'art des négociations. Il fut l'un des principaux acteurs socialistes de la discussion sur l'actualisation du programme commun de la gauche en 1977. A cette occasion, il avait d'ailleurs montré vis-à-vis du parti communiste des qualités que M. Mitterrand souhaite sans doute voir appliquées aux relations avec le ministre de la santé. Nul ne devrait pouvoir soupçonner M. Bérégovoy de complaisance à l'égard du P.C.

### Une mission essentielle

Après la congrès de Metz, en avril 1978 — période à combien délicate... — il avait été chargé par le premier secrétaire des relations générales du parti socialiste, c'est-à-dire des relations avec les partis et les syndicats de gauche. La voilà donc qualifiée pour une mission essentielle qui sera précisément de négocier au mieux avec les partenaires sociaux la sortie du blocage des salaires. Il lui faudra faire en sorte que chacun accepte de maîtriser cette période, faite de quoi le gouvernement devrait faire face à de nouveaux dérapages.

Une tâche délicate, plus délicate peut-être que celles dont M. Bérégovoy s'est acquitté à l'Élysée. Par exemple, en nouant un accord, à la demande du chef de l'État, des relations confiantes avec les pays arabes, voire en établissant le contact avec certains pays de l'Est.

Mais ce n'était là qu'une partie des attributions de cet homme investi de la confiance présidentielle. Il lui a d'abord fallu organiser, faire fonctionner et affirmer son autorité sur la machine élyséenne. Ce qu'il fit

sans heurts ni difficultés apparentes. Il lui revint ensuite d'assurer la liaison quotidienne avec le gouvernement. Tous les dossiers destinés au chef de l'État passaient d'abord à son cribre.

S'il était loin de considérer sa tâche comme achevée à ce poste-ci de la V<sup>e</sup> République, M. Bérégovoy n'en était pas moins de plus en plus tenté par un grand poste ministériel. Il a donc satisfaction plus tôt que prévu. Peut-être entre-t-il dans la décision du chef de l'État le soul d'imprimer une certaine mobilité à ce poste qui n'est pas de pouvoirs que, si l'on n'y prend garde, on peut être tenté de penser davantage à son propre destin.

L'loyauté de M. Bérégovoy ne s'est, cependant, jamais démentie, que ce soit envers M. Mitterrand — dont il a été le véritable porte-parole politique — ou à l'égard des membres du secrétariat général. Le départ du nouveau ministre des affaires sociales a d'ailleurs constitué et désorienté nombre de membres de l'équipe élyséenne. Celle-ci se trouve pour l'heure d'autant plus profondément désorganisée qu'après la nomination de M. Bérégovoy au gouvernement, et celle de M. Jacques Fournier, secrétaire général adjoint, au secrétariat général du gouvernement, il est question d'un possible changement d'attributions pour M. André Rousselle, actuel directeur de cabinet du chef de l'État.

M. Bérégovoy apportera sans doute au gouvernement les défauts de ses qualités : comme M. Mitterrand, il croit au primat de la politique, au risque de vouloir tout ramener parfois à une simple question de volonté politique. L'expérience ne montre-t-elle pas que la gauche bute aujourd'hui sur une réalité qu'elle avait qualifiée peu négligée ? Nul ne saurait cependant douter de la détermination de cet homme qui souhaite par-dessus tout apporter sa pierre à l'édifice du changement.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## Mme Questiaux : à contre-courant

C'est bien l'échec d'un socialisme rêveur et parfois doctrinaire que signifie le départ de Mme Nicole Questiaux. Viscéralement attachée à une conception étroitement socialiste de la solidarité, Mme Questiaux a passé son temps — pouvant aller jusqu'à l'entêtement — d'intégrer les aspects économiques et politico-syndicaux dans les grandes réformes qu'elle était chargée de réaliser.

Refusant dès le départ d'être le ministre des comptes, elle a constamment sous-estimé les contraintes financières de la Sécurité sociale. Pour elle, l'insistance que mettaient certains journalistes et hommes politiques à souligner les déséquilibres, déficits et moyens financiers permettant d'assurer les dépenses produisant d'un comportement de « droite » (sic) ; l'image de « trou » de la protection sociale évoquée pour elle l'insuffisance des prestations et non l'aggravation d'un déficit persistant. Croquant, il y a quelques mois encore, que la France pouvait obtenir une croissance de 3 %, Mme Questiaux — et son entourage — s'occupait d'abord d'améliorer les prestations.

C'est donc sous la contrainte de ses collègues et surtout de l'implacable réalité que le ministre a dû élaborer le plan de novembre 1981 majorant les cotisations, quelle qu'elle soit, récemment, retarder les projets de loi sur l'amélioration de certaines prestations familiales et vieillesse. C'est sous la pression des « politiques » et des syndicats qu'elle a dû retarder la réforme des conseils d'administration, reporter la date des élections et accepter un siège supplémentaire pour le patronat.

Ministre des comptes malgré elle, Mme Questiaux, qui a dû rétablir la cotisation salariale de 1 %, restaurer le ministre de la retraite à soixante ans et le symbole de cette grande réforme ? Les échecs menacent aussi de ternir son image. Alertée maintes fois par les syndicats et les patrons des dangers et des insuffisances que comportait son projet d'abaissement de l'âge de la retraite, le ministre de la solidarité — qui connaissait l'attachement du premier ministre et de l'Élysée à cette réforme et souvent promises

n'a pas su et pas voulu avertir le gouvernement des risques d'une ordonnance dont les effets négatifs ne sont pas encore perçus par ceux qui défendent le pouvoir (1). Si Mme Nicole Questiaux peut se glorifier d'avoir fait respecter les promesses électorales sur la retraite à soixante ans et la majoration (de 40 à 50 %) des prestations familiales, elle laisse cependant à ses successeurs de nombreuses bouteilles à moitié vides et des dossiers délicats, dont les plus explosifs sont la réforme des caisses de Sécurité sociale et l'éternel et lancinant problème qu'est le financement de la Sécurité sociale.

Elle laisse aussi de désagréables souvenirs : une concertation ambiguë et mal acceptée, notamment par F.O., la C.G.C. et le G.N.P.F., qui n'ont jamais caché leur aversion, voire leur aversion ; l'impression qu'elle a trop écouté certains courants cégétistes. Enfin la pénible

affaire Lucet : l'enquête, puis la sanction du directeur de la caisse maladie de Marseille et enfin sa mort mystérieuse n'ont pas dissipé — malgré le doute qui règne sur certains comportements de M. Lucet — un réel malaise.

Croyant fermes au succès de la réforme économique, toujours soucieux malgré les difficultés et les pièges qui ont indiscutablement été posés sur sa route, trop gentille et trop généreuse, trop théorique aussi, Mme Questiaux n'a pas su adopter le compromis que tout personnage politique doit envisager quand il devient ministre.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) En raison du refus des partenaires sociaux d'aligner les régimes complémentaires, le montant de la retraite, prise à soixante ans, n'atteindra pour le moment que 50 % du salaire.

## Curieux découpages

Peut-on vraiment parler d'un simple remaniement technique ? Le départ-démotion de Mme Nicole Questiaux, consensuelle, politique, a-t-il entraîné une certaine notion des réformes — conçues sous le seul angle des améliorations. Il manifeste aussi l'entrée du gouvernement socialiste dans une phase d'écoulement des réformes, comme en témoignent les décompositions et le regroupement significatif mais encore imparfait des tâches ministérielles.

En créant à nouveau un grand ministère des affaires sociales comme ce fut le cas notamment en 1968 avec M. Jeanneney, le gouvernement entend qu'un responsable assure la maîtrise des problèmes sociaux du travail, de l'immigration, de la Sécurité sociale. A l'heure où la crise économique impose une rigueur de gestion, comme en témoignent les décompositions et le regroupement significatif mais encore imparfait des tâches ministérielles.

Mais deux interrogations ou ambiguïtés demeurent. Peut-on laisser le ministre de la santé, le docteur empoisonné : celui de l'emploi, dont l'envers, quel que soit le découpage, est et demeure le chômage. — J.-D. D.

maladie, de prévention, de professions de santé, d'hôpitaux, — fief de M. Ballie — que sur celles de la vieillesse et de la famille. Pourquoi avoir coupé le lien du ministre du travail en lui laissant le secteur de l'emploi ? Un lien étroit devrait unir les actions portant sur le droit du travail, la détermination des entreprises et — y compris nationales — qui sont confiées à M. Auroux et celles qui assument jusqu'à présent en organisant un service public coordonnant l'ANPE et l'AFPA.

La distinction faite entre les aspects économiques du ministère du travail, c'est-à-dire l'emploi — confiés à M. Le Garrec et les aspects sociaux (droit du travail) que conserve M. Auroux pose, outre les problèmes de compétences administratives, celui d'une fâcheuse ambiguïté, puisqu'il rompt l'équilibre que devait rechercher tout ministre du travail à part entière : hier l'efficacité à la généralité. Le remaniement apparaît un ministère du travail, déjà bien démunni, il confie aussi à M. Maury, après de qui M. Le Garrec est délégué, la tâche épineuse : celle de l'emploi, dont l'envers, quel que soit le découpage, est et demeure le chômage. — J.-D. D.

## Mine de rien

Cet homme-là n'a fait de rien, mais il est si à fait beaucoup. Mises de rien, sans s'être jamais faillie le costume des vestes de la vie politique française, il a fait son chemin, depuis que sa démarche a rejoint celle de M. François Mitterrand. Il est resté, au parti socialiste puis à l'Élysée, l'un des plus fidèles collaborateurs. Les affaires « sociales » paraissent être à la mesure de ses capacités, de ses convictions et de ses talents.

Les « partenaires sociaux », il connaît. Né le 23 décembre 1925 à Druelle - les Rouges (Seine-Maritime), de lignées originelles rudes, ouvrier à ses débuts, il a une mine de visage d'Elzéar, ajusteur-travailleur, chemiste à la S.N.C.F. — où il a été à la tête de la S.N.C.F. pendant la guerre — il se dirige, en 1950, vers le Cest de France où, de formation professionnelle de la promotion interne, il grimpe dans la hiérarchie jusqu'à occuper un poste chargé de mission en 1973. Un an plus tard, il est membre du conseil économique et social.

La négociation, il connaît. Il l'a pratiquée tout au long de sa carrière politique. Co-

fondateur du P.S.A., en 1959, puis du P.S.U. en 1960, il collabore avec M. Pierre Mendès France, caprice duquel il occupe essentiellement des dossiers sociaux, il œuvre pour le rassemblement de la gauche socialiste en réalisant la fusion du club qu'il a créé — Socialisme moderne — avec ceux de MM. Alata Savary et Robert Verdier, puis il entre, tout naturellement, au parti socialiste en 1969. Les relations extérieures, c'est-à-dire les contacts du P.S. et les négociations qu'il s'agit avec les partis, syndicats, associations, organisations d'extrême gauche : c'est lui, à partir de 1973.

Il y fait de l'entregent. Il en a et il l'a confirmé, au secrétariat général de l'Élysée, où il s'agit de tisser des fils entre la présidence de la République, Mitterrand, le parti et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Ses amis s'amusent parfois de la proposition qu'il lui a faite de se rendre au col. Il n'a pas à se justifier. M. Bérégovoy n'était pas né ministre. Et il l'est, mine de rien. — J.-Y. L.

## Deux secteurs nettement renforcés

(Suite de la première page.)

Alors que dans la pratique des institutions de la V<sup>e</sup> République, toute nouvelle orientation de l'action gouvernementale s'accompagne généralement, à défaut du remplacement du premier ministre, d'un changement de gouvernement.

Comme on lui demandait s'il avait l'intention de consacrer longtemps les membres de l'équipe constituée en juin 1981, M. Mitterrand avait répondu : « J'aimerais infiniment les garder tous. J'espère que l'opportunité m'en sera donnée. Je n'en suis pas sûr. » L'opportunité ne lui a pas été « donnée », mais le chef de l'État n'a pas pour autant renoncé l'option qui est consisté à modifier profondément l'équipe gouvernementale. Pour le pouvoir exécutif, une telle perspective présentait, en effet, plus d'inconvénients politiques que d'avantages supposés.

Outre que la sécurité optimiste affichée par le premier ministre n'en eût pas été rendue plus crédible, le moindre des inconvénients d'un vaste renouvellement n'eût pas été de provoquer une série d'élections législatives partielles. Or, pour les socialistes, le moment n'est assurément pas

le mieux choisi pour ce genre d'épreuve.

Si le deuxième gouvernement de M. Maury doit être sensiblement modifié, il le sera au sortir du blocage des prix et des revenus, dont les résultats économiques et sociaux influeront fortement sur la préparation des élections municipales du printemps 1983. Le premier ministre soulignait, mardi soir, que « l'opération la plus importante consistait à réserver la gouvernance à l'intérieur du gouvernement, avant la fin de l'année ». Dans l'immédiat, il était urgent de parer à l'essentiel, et de ce l'État n'a pas pour autant renoncé l'option qui est consisté à modifier profondément l'équipe gouvernementale. Pour le pouvoir exécutif, une telle perspective présentait, en effet, plus d'inconvénients politiques que d'avantages supposés.

La promotion dont bénéficie M. Jean Le Garrec et la mission de coordination interministérielle qui lui est confiée auprès du premier ministre, font désormais du bras droit de M. Maury le pivot de la lutte contre le chômage.

### Trois pièces maîtresses

Enfin, l'entrée au gouvernement de M. Pierre Bérégovoy à la tête d'un « super » ministère des affaires sociales — il fut même envisagé de confier au secrétaire général de la présidence de la République, on ne peut plus clairement, le désir pressant de M. Mitterrand, à la fois de voir représenter en main ferme sous les difficiles dossiers de la protection sociale, et de ne pas sacrifier la poursuite d'une meilleure justice sociale aux contraintes de la rigueur.

Dans les rouages du gouvernement, ces trois ministres représentent, maintenant, trois pièces maîtresses d'autant plus importantes que le rôle de chacun sera tout autant politique qu'économique.

Il ne sera pas indifférent aux industriels d'avoir affaire à un ministre d'État qui s'est forgé, en un an, l'image d'un homme d'acier, d'un homme de la rigueur, au point de paraître, parfois, oublier ses racines militantes, situées à l'extrême gauche du P.S., tant M. Chevènement va répétant que « l'objectif, dans la période actuelle, ce n'est pas le socialisme ».

Il n'est pas superflu, bien au contraire, que les compétences manifestées dans la réalisation des nationalisations par l'ancien secrétaire d'État à l'extension du secteur public soient désormais utilisées pour essayer d'améliorer la cohérence et l'efficacité du plan gouvernemental pour l'emploi, ni que cette responsabilité incombe à un des plus proches collaborateurs « sortis » du premier ministre. A. M. Le Garrec échoué donc une responsabilité capitale, moyen terme, tout le gouvernement se tourne vers le destin personnel de M. Maury en particulier. M. Le Garrec — qui fut le porte-parole du premier ministre dans la presse — du gouvernement de M. Maury (22 juin 1981) — sera également chargé des relations personnelles avec le parlementaire. Il occupera cette fonction de confiance depuis quelques temps déjà. Il avait notamment participé, auprès du ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, au dîner discrètement organisé chez M. Maury, le mercredi 19 juin, pour associer la direction du P.S., représentée en la circonstance par MM. Lionel Jospin, Jean Popereau, Paul Quilès et Pierre Joxe, président du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, à la préparation du plan d'accompagnement de la dévaluation.

Enfin, il n'est curieux pas inutile, au moment où le dispositif autoritaire de lutte contre l'inflation mécontente à la fois le patronat et les centrales ouvrières, que la charge des relations sociales entre le pouvoir et les organisations syndicales et professionnelles soit assurée par un négociateur chevronné qui sera considéré dans ses nouvelles fonctions comme un représentant du président de la République.

En définitive, ces trois pièces maîtresses concourent à une triple stratégie pour une même fin : forcer la confiance d'un corps social en proie au désespoir, devant l'ampleur des difficultés conjoncturelles. Une stratégie de reconquête qui ne peut que s'accompagner des « états d'âme », aujourd'hui, de ceux de Mme Nicole Questiaux, qui tire les conséquences de ses divergences avec les nouvelles directives de rigueur en matière de protection sociale, mais qui subit

aussi la sanction de méthodes de travail et d'un style contestés ainsi que d'orientations jugées trop dépendantes et dévoyées au plus haut niveau de l'État. Le premier ministre a précisé, mardi soir, que Mme Questiaux lui avait fait part, il y a plus d'un mois, de sa volonté de se démettre de sa charge et il a rendu hommage à sa compétence. Une stratégie qui ne saurait s'accommoder, en plus, demain peut-être, des états d'âme de M. Jean Auroux, ministre du travail, qui « voit ses fonctions s'effriter aux affaires sociales », selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec.

Le départ de M. Dreyfus, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l'Élysée, mais qui se trouve placé sous une double tutelle : directe de M. Bérégovoy, et indirecte de M. Le Garrec, en revanche, était prévu depuis plusieurs mois, pour des raisons de santé. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien ministre des affaires sociales, selon l







# POLITIQUE

## LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Dans la presse parisienne

### Un remaniement technico-politique

Pour le *Matin*, le président de la République a « choisi la formule du remaniement technico-politique » de son gouvernement pour montrer qu'il entend accompagner les nouvelles orientations politiques par un changement de quelques responsables « au sommet ». Sans plus. Le quotidien estime : « En ne bougeant aucune des pièces essentielles du dispositif gouvernemental — Jacques Delors en particulier est confirmé dans ses fonctions — le chef de l'Etat appelle (...) sans ambiguïté, les mesures de redressement et de rigueur économique récemment arrêtées : il ne fait en dépit des aspects impopulaires de ce plan, »

Sous le titre « Évaluation faite », Pierre Thibon, dans le *Figaro*, voit dans le départ de Mme Quessada et son remplacement par l'homme le plus proche de M. Mitterrand, « le symbole politique de ce remaniement ». « Devenue l'incarnation du laxisme en matière sociale », l'ancien ministre de la

### M. TOUBON (R.P.R.) : le président de la République en première ligne sociale.

M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, nous a déclaré : « La politique sociale était le point sur lequel les socialistes, pourtant, ont obtenu les résultats les plus décevants. D'où la nomination de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., à la présidence d'un ministère de l'emploi auprès du premier ministre et la rétrogradation du malheureux M. Mauroy. Le président est en première ligne sociale. »

Deuxième constatation. Par la volonté du président de la République, le chef de l'extrême gauche du parti socialiste, auteur des différents avatars du programme du parti, vient désormais entre ses mains l'industrie française. On peut craindre que notre pays ne soit encore plus systématiquement, et cela est possible, une politique économique hors du siècle.

L'éventuelle nomination de M. Aillaud au secrétariat général de la présidence de la République n'est pas faite pour nous rassurer. Ce poste ne paraît pas et c'est évidemment celui qui doit régner les brumes de l'idéologie et se donner le libre cours de l'ambition. Mais, d'ailleurs, c'est fait une spécialité mondiale.

### M. PONS (R.P.R.) : M. Mauroy devrait retourner dans ses foyers.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a estimé, mardi 26 juin à Lille, que le seul remaniement ministériel qui aurait actuellement une signification consistait en un retour dans leurs foyers du premier ministre et des ministres de l'économie et des finances et du budget.

Répondant au cours d'une conférence de presse à M. Pierre Mauroy, qui avait déclaré dimanches à Arras (Nord) qu'il était arrivé pour « réparer les erreurs de M. Raymond Barre », M. Pons a déclaré : « Ce n'est pas un premier ministre qu'il faut pour réparer les erreurs de M. Mauroy, mais plusieurs. »

Le secrétaire général du R.P.R. a fait part de « sa grave préoccupation concernant le monde du travail, qui comprend plus de vingt millions de salariés et quatre millions de syndiqués, et au sujet duquel le gouvernement a légitimement pour quatre mille et cinq mille « apparatchiks » de la C.G.T. et du P.C. introduisant la politique dans l'entreprise ».

## CORRESPONDANCE

### LES COMMUNISTES ET LA PAIX

Mme Fernande Eloru nous écrit :

J'ai été désagréablement impressionnée par le « Point » du 26 juin.

Nul n'ignore que faire rimer « pacifisme » avec « communisme » revient à jeter la suspicion sur tout mouvement populaire en faveur de la paix.

Il est vrai que la revendication du droit à la paix n'a jamais fait partie des idées reçues. Déjà, avant 1914, mon père, pacifique médecin de province, figurait sur la liste noire du ministère de l'intérieur parce qu'il luttait contre la fameuse « loi de trois ans » et la préparation à la guerre.

C'est un fait que, très vite après la deuxième guerre mondiale, les communistes ont placé la lutte pour la paix en tête de leurs objectifs. Ce ne vint pas qu'on puisse leur en faire un reproche. Je pense au contraire que cela leur ralliait bon nombre de militants, dont je m'honore d'avoir été. En je crois pouvoir affirmer que la plupart des communistes qui se voulaient à la lutte pour la paix ne le faisaient pas pour obéir à un mot d'ordre du parti, mais que, à l'inverse, ils avaient adhéré au parti parce que c'était le seul qui leur donnait les moyens d'une lutte cohérente pour la paix.

Que l'Union soviétique ait lancé et soutenu le mouvement de la paix n'enlève à celui-ci rien de son intérêt. Les représentants des peuples socialistes dans le mouvement se sentaient de toute évidence très concernés parce qu'ouvertement menacés par le

monde occidental. Mais pouvions-nous nous sentir à l'écart de cette menace ?

Je relève, dans un article du *Monde* du 26 juin, que l'armateur Sangulietti, puisant certainement à des sources bien différentes des troupes, émet une hypothèse que je partage entièrement lorsqu'il écrit : « Si le bas profond est d'accuser l'adversaire à la désinformation politique par la faiblesse économique. » Mais je puis me tromper, et si je soutiens que les U.S.A. constituent la menace principale à la paix, d'autres pensent sans doute sincèrement le contraire.

Est-ce une raison pour nous dresser les uns contre les autres, ou seulement pour nous diviser ? L'expérience montre que, lorsque la guerre est là, les victimes continuent à ne pas être d'accord sur les responsables.

Au point où nous en sommes, l'heure n'est pas de savoir lequel des adversaires est le plus dangereux, mais de nous unir pour arrêter partout la préparation à la guerre, quelque prétexte qu'elle se donne.

Je vois que c'est sur cette idée que s'est fondé cet appel de cent, qui ne s'adressait à personne pour mieux s'adresser à tous, mais que l'« Étoile » a jugé adressé, en fait, aux communistes.

Je ne fais plus partie des « troupes communistes » depuis bien longtemps, mais je considère toujours la lutte pour la paix comme la priorité des priorités. Les sottises débitées à Moscou doivent cesser d'être utilisées pour diviser les Français.

(Publitéc)

**« RECTIFICATIF »**

**APPEL DE SCIENTIFIQUES CONTRE LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLÉAIRES**

Une ligne a sauté dans le deuxième paragraphe du texte publié dans « le Monde » du 25 juin. Il faut lire : « L'arsenal nucléaire mondial s'accroît sans cesse et les budgets de l'armement de la plupart des pays sont en constante augmentation, alors qu'il n'est que l'équivalent d'un million de bombes d'hydrogène dans le monde. »

La France, qui n'a pas signé le Traité de Non-Prolifération (T.N.P.), participe à cette course au développement de sa propre force de frappe nucléaire, réalisation d'engins tactiques qui servent à banaliser l'armement nucléaire. De plus, il est question de mettre au point de nouvelles armes nucléaires (bombe à neutrons) troisième pays exportateur d'armes à France favorise également la prolifération horizontale par l'exportation de la technologie nucléaire qui constitue un pas en avant pour l'accès aux armes nucléaires des pays importateurs, lesquels sont souvent soumis à des régimes oppressifs ou racistes, ou non signataires du T.N.P.

Contact : A. VOLTE ou J.-P. WITTRICK, L.P.C. Collège de France, 75231 Paris Cedex 05.  
Soutien financier : J.-P. WITTRICK, C.C.P. 24303 92 Paris.

## LE PROJET SUR LES OFFICES PAR PRODUIT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Mme Cresson : concilier l'organisation des marchés agricoles et le respect du cadre communautaire

Mardi 28 juin, l'Assemblée nationale examine le projet relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (ce texte a été adopté dans le *Monde* des 10 mars et 29 juin).

M. Benoit (P.S. Loire), rapporteur de la commission de la production et des échanges, souligne que l'office du blé créé en 1958 « rompaît avec le corporatisme qui prévalait alors et qui menaçait aujourd'hui encore les professionnels ». Les offices qui sont créés, ajoute-t-il, d'inspiration de cet exemple. Après avoir assuré que, depuis huit ans, le revenu agricole est en baisse constante, le député socialiste déclare : « Les offices ne pourront certes rétablir la parité du revenu agricole avec les autres revenus, mais ils permettront au moins de mieux connaître les coûts et les marges des agriculteurs, et ceux-ci pourront mieux se faire entendre. »

Après avoir souligné qu'il y avait aujourd'hui plus de cent mille agriculteurs en France en situation « de quasi-liquidation », le rapporteur ajoute : « Ceux qui refusent les contraintes de l'organisation et de la planification ne pourront prétendre bénéficier des aides de l'Etat à l'investissement, à la recherche ou à la promotion des exportations : il faut que cela soit clair. »

Mme Cresson, ministre de l'Agriculture, déclare que la volonté du gouvernement est de réaliser, par l'organisation des marchés, « une expérience française originale alliant l'intervention publique et l'initiative privée ». La politique passée, estime-t-elle, « a abouti à mettre la société agricole à l'écart du reste de la nation ». Mme Cresson insiste sur la nécessité de préserver les revenus des plus démunis, puis, parlant de l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la

construction agricole européenne, elle souligne : « Les critiques et les menaces que les nouvelles administrations américaines adressent aujourd'hui à l'encontre de la politique agricole commune ne sont pas acceptables, ne sont en aucun cas justifiées, et sont contraires aux véritables intérêts à long terme des Etats-Unis comme à l'Europe. » Le ministre de l'Agriculture indique que l'objet du projet est « d'aller le plus vite et le plus loin possible dans l'organisation des marchés, dans le respect du cadre communautaire ». En outre, observe-t-elle, il s'agit d'assurer « une meilleure planification de l'offre par rapport à la demande et, finalement, une gestion professionnelle des marchés ».

Présentant ensuite le projet de loi, Mme Cresson insiste notamment sur l'importance de la mise en œuvre d'une réforme fiscale en agriculture, « qui permette vraiment à celle-ci de s'intégrer dans l'ensemble de l'économie nationale ». Elle souligne que le projet ne constitue qu'une première étape avant une réforme des prêts bonifiés, ainsi que la loi foncière qui permettra, selon elle, de mener une politique des structures et de donner les instruments permettant de mobiliser toutes les possibilités existantes au développement des exploitations de petites et moyennes dimensions. « Cette réforme, ajoute-t-elle, sera ce que les agriculteurs voudront en faire. »

Enfin, les « critiques de la droite », Mme Cresson affirme : « Pour la première fois cette année depuis 1978, les prix agricoles ont crû, de mai à mai, plus que les prix des produits de consommation à l'agriculture : 14,7 % et 13,8 %. Ces taux étaient respectivement de 11,1 % et de 13,2 % l'an dernier, de 5,9 % et de 15,3 % en 1980. »

comme le père fondateur des marchés compensatoires monétaires », M. Taverrier indique, d'autre part : « Je ne vois vraiment pas en quoi des offices, contrôlés par des professionnels au sein desquels les agriculteurs seront majoritaires, pourraient conduire à l'établissement d'un « droit communautaire ». » Il observe : « Une fois encore, certains dirigeants professionnels servent de courroie de transmission aux partis de droite. »

M. Ansart (P.C. Nord), président de la commission, souligne que la norme de la politique agricole commune s'impose ainsi que la renégociation de certaines clauses du GATT. Il ajoute : « La transparence des transactions serait évidemment des inconvénients majeurs pour les spéculateurs et la maîtrise des importations priorisées quelques gros néo-socialistes des moyens d'alimenter leurs comptes bancaires en Suisse ! »

Reprenant la parole, Mme Cresson déclare notamment : « Nous ne voulons faire table rase ni du passé, ni des engagements internationaux, ni des organisations créées par les agriculteurs eux-mêmes, mais concilier les nouveaux moyens donnés aux offices avec ceux qui résultent d'initiatives professionnelles et interprofessionnelles, initiatives que l'Etat encourage. »

Par 229 voix contre 153, la question préalable est repoussée.

### M. SOURY (P.C.) : démocratiser les inter-professions

Dans la discussion générale (dans laquelle sont inscrits près de quarante orateurs), M. Soury (P.C. Charente) dénonce la constitution de « l'Europe des marchands », c'est-à-dire de ceux qui ont le monopole sur le marché intérieur et sur l'ensemble du marché de la Communauté. Le député R.P.R. explique que la mise en place des offices s'appuie d'abord sur une doctrine de la lutte des classes, ajoutant : « Il aurait mieux valu renforcer la solidarité que détruire une organisation qui la remet en cause, en multipliant des structures différentes pour chaque production et en opposant les plus dynamiques à ceux qui ne le sont pas encore, mais qui tentent de la détruire. Vous voulez institutionnaliser la pénalisation de l'efficacité », affirme-t-il.

M. Billardon (P.S. Seine-et-Loire) considère que le projet constitue « un acte important », regrette que les pouvoirs publics ne s'engagent pas davantage sur la formule des prix garantis en agriculture. Il souligne que c'est de l'engagement volontaire des agriculteurs que dépendra le succès du projet : « C'est là toute la force, dit-il, mais aussi la limite ».

M. Billardon indique ensuite : « Si nous n'entendons pas rompre la règle de la préférence communautaire, si nous n'entendons pas protéger abusivement nos produits pour faire une concurrence déloyale, nous sommes, nous entendons être, autant que possible, à l'abri des illusions dont nous sommes victimes. Si, dans ce projet, nous avons accepté toutes les contraintes communautaires, cela ne signifie pas que nous nous soyons résignés à accepter la politique agricole commune, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. » Il ajoute : « La mise en place de mécanismes de prix différenciés reste, en particulier, pour nous, un objectif. »

M. Dousset (U.D.F. Eure-et-Loir) souligne que les offices ne constituent pas une nouvelle forme d'établissement public, ils seraient pu être créés par voie réglementaire. Il juge les motifs « très insuffisants » et son texte « assez creux ». Il indique ensuite : « Ne serait-il pas raisonnable d'examiner de concert par une fédération agricole plus appropriée et de compenser les difficultés de revenus par des aides, soit sociales, soit compensatoires des handicaps naturels ? » Le député U.D.F. pour l'Eure-et-Loir de multiplier des enquêtes de concertation et d'imposer ses offices, des comités inter-professionnels et des procédures d'information et d'arbitrage officieuses prévues par le texte, « à attendre l'efficacité. »

M. Dousset s'insurge, d'autre part, « contre tous les contrôles et contrôles prévus par le texte ». Les agriculteurs, ajoute-t-il, « font-ils partie à nos yeux d'une nouvelle catégorie juridique de citoyens ? Ils bénéficient-ils d'un statut de présomption d'innocence ? ».

M. Dousset (U.D.F. Eure-et-Loir) souligne que les offices ne constituent pas une nouvelle forme d'établissement public, ils seraient pu être créés par voie réglementaire. Il juge les motifs « très insuffisants » et son texte « assez creux ». Il indique ensuite : « Ne serait-il pas raisonnable d'examiner de concert par une fédération agricole plus appropriée et de compenser les difficultés de revenus par des aides, soit sociales, soit compensatoires des handicaps naturels ? » Le député U.D.F. pour l'Eure-et-Loir de multiplier des enquêtes de concertation et d'imposer ses offices, des comités inter-professionnels et des procédures d'information et d'arbitrage officieuses prévues par le texte, « à attendre l'efficacité. »

M. Dousset s'insurge, d'autre part, « contre tous les contrôles et contrôles prévus par le texte ». Les agriculteurs, ajoute-t-il, « font-ils partie à nos yeux d'une nouvelle catégorie juridique de citoyens ? Ils bénéficient-ils d'un statut de présomption d'innocence ? ».

M. Dousset (U.D.F. Eure-et-Loir) souligne que les offices ne constituent pas une nouvelle forme d'établissement public, ils seraient pu être créés par voie réglementaire. Il juge les motifs « très insuffisants » et son texte « assez creux ». Il indique ensuite : « Ne serait-il pas raisonnable d'examiner de concert par une fédération agricole plus appropriée et de compenser les difficultés de revenus par des aides, soit sociales, soit compensatoires des handicaps naturels ? » Le député U.D.F. pour l'Eure-et-Loir de multiplier des enquêtes de concertation et d'imposer ses offices, des comités inter-professionnels et des procédures d'information et d'arbitrage officieuses prévues par le texte, « à attendre l'efficacité. »

M. Dousset s'insurge, d'autre part, « contre tous les contrôles et contrôles prévus par le texte ». Les agriculteurs, ajoute-t-il, « font-ils partie à nos yeux d'une nouvelle catégorie juridique de citoyens ? Ils bénéficient-ils d'un statut de présomption d'innocence ? ».

### M. JOBERT : il n'est que temps d'arrêter les dérapages.

M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, écrit dans sa *Lettre* mensuelle de juillet que « la réussite du gouvernement sera fonction de « son adresse ». Ajoutant : « Aujourd'hui, le gouvernement se détermine — ou se résigne — à une action économique destinée d'abord à arrêter les dérapages constatés depuis janvier. Il n'est que temps. » Au-delà des mesures décodées d'abord pour assurer « la survie monétaire et financière », il faudra bien prendre, estime M. Jobert, « les moyens d'une réforme profonde de nos modes de production, d'échange et de consommation, si nous ne voulons pas que tout recommence au bout des quatre mois de blocages des prix et des salaires ».

Pour le président du Mouvement des démocrates, « la France ne doit pas se transformer en une Afrique mélancolique en marge de l'Europe et du progrès ».

### M. MAYOUD (U.D.F.) : un « machin » démagogique

M. Mayoud (U.D.F. Rhône) défend une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre). Selon lui, la mise en œuvre des offices d'intervention vise à exclure un peu plus les agriculteurs « de la communauté nationale » et à « soustraire l'agriculture aux règles générales de notre économie ».

M. Mayoud souligne ensuite : « La genèse laborieuse du projet — dix-sept versions, paraît-il ! — son analyse de départ erronée, son déroulement contesté, son usage ultime de compromis douteux, tout cela nous donne un « machin » démagogique qui masque la réalité. »

Le député U.D.F. explique d'autre part : « Il n'y a pas lieu de débattre sur un texte dont les articles ne reprennent pas l'esprit des débats et dont le fonctionnement des offices, il

souligne : « La mécanique mise en branle par notre projet est celle de la contrainte, du contrôle administratif et de la répression. » En conclusion, M. Mayoud affirme que les offices d'intervention prévus par le texte « représentent, à terme, la mainmise sur l'Etat sur un secteur entier de notre économie ».

M. Taverrier (P.S. Saône-et-Loire) estime que le projet U.D.F. a été porté sur le choix sur son représentant « le plus conservateur ». Le député socialiste souligne : « Dans une société capitaliste, depuis un siècle les forces conservatrices ont joué à l'agriculture le rôle de « matériels des crises », de « réservoir de la décadence » et à la protéger des incursions du marché. Estimant qu'il est nécessaire de renforcer l'organisation des producteurs, il observe : « Mais quel est le rôle des offices ? »

## A SAINT-ETIENNE

### M. SANGUEDOLCE (P.C.) REVENDIQUE LA TÊTE DE LISTE DE LA GAUCHE POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Etienne, a revendiqué officiellement, mardi 28 juin, la tête de liste pour les prochaines municipales. De son côté, M. Bruno Vennin, député socialiste, premier adjoint au maire, a demandé la nomination par l'un de ses collègues (*le Monde* du 24 juin) de confier à un socialiste le soin de conduire la liste.

Le P.S. justifie cette revendication par le fait qu'il a devancé le P.C. lors de l'élection présidentielle de 1981, des législatives de juin 1981 et des cantonales de mars 1982.

M. Marc Brignès, secrétaire fédéral du P.S. de Saint-Etienne, a déclaré que M. Marchais était arrivé devant M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle.

### Bagarre entre militants du R.P.R.

De notre correspondant

que seule une liste d'union parviendrait à battre la coalition P.S.-P.C. Entourée des trois vice-présidents du comité de soutien de M. Chirac pour l'élection présidentielle de 1981, elle indiquait que l'un d'eux, M. Jean-Paul Petit, secrétaire national du P.C.F. (Union des Français de bon sens), avait été désigné pour animer l'équipe chargée de préparer les municipales.

« Si le mode de scrutin conduit à des listes élargies, la tête sera conduite par Jean-Paul Petit », avait assuré Mme Vennin, faisant état de contacts fructueux établis sur le plan local, notamment avec le C.N.I.P. et avec le parti démocrate français, animé, entre autres, par M. Michel Cresson, conseiller municipal, (P.S.-R.G.) de Saint-Etienne.

### Une « initiative désordonnée »

M. Lucien Neuwirth, membre du comité central du R.P.R. et président du comité de soutien de ce parti, n'a guère apprécié l'initiative « désordonnée » de son secrétaire départemental, se disant l'occasion d'une « démission » de M. P.R. de la Fédération de la Loire. Il a confié la préparation des municipales à son homme lige M. Jean-Luc Despres, trentenaire.

Les deux tendances continuent

de s'affronter. A tel point qu'elles ont même tenté de porter physiquement leur différend sur la place publique. Les amis de Mme Vennin avaient convoqué pour le 28 juin par affiches et tracts un « cour-fleur » présidé par M. René Tomasini, ancien ministre, sénateur de l'Eure, et tous les adhérents et sympathisants du R.P.R. Des cartons d'invitation avaient également été envoyés à des membres de l'U.D.F. dont M. Dubouché. Les invités furent péniblement normalement dans la salle, même M. Neuwirth, mais pas les amis de ce dernier, malgré leur carte de militant. « Filles » par leurs frères ennemis, ils ont été refoulés avec, une vigoureuse résistance, des boucanades et des échanges de coups de poing s'en suivirent. Une vingtaine de policiers dépêchés sur les lieux se sont employés à séparer les deux camps. La réunion s'est terminée à l'ordre.

« Lorsqu'on organise une réunion, il faut avoir en arrière-plan les risques », constate M. Dubouché qui regrette qu'une querelle au sein d'un parti soit viciée de la sorte. Plus crispé, M. Neuwirth est, cependant, ne cherchant pas à prendre la parole. Au dire de certains témoins, le maire communiste de Saint-Etienne, M. Sanguedolce, quittant en voiture l'Hôtel-de-ville à ce moment, aurait eu un sourire goguenard.

PAUL CHAPPEL

le projet de loi de l'audiovisuel

A45 n h, leq






...and the fact that the *in vitro* and *in vivo* results are in good agreement.



## par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

par JEAN-EMILE VIE (\*)

MOIR  
 L  
 ON  
  
 LION  
 N



## Rosel Zech, la course contre la peur

**CHÊNE NOIR**  
**FESTIVAL**  
**D'AVIGNON**



**LES**  
**YEUX DU LION**  
**CREATION**

**Du 8 juillet au 7 août**

**réservez (90) 86.24.43.**

**11 bis rue St CATHERINE - 84000 AVIGNON**



**LA COLLECTION ■ CINÉGRAPHIQUES**

## Pour quelques grains de passion

**MAISON DES ARTS**  
MAISON DES ARTS DE LA VILLE DE PARIS  
**CRETEIL**

**saison 82/83**  
**THEATRE - DANSE**  
**MUSIQUE - CHANSON**

**OCTOBRE**  
création  
**MIERE COURAGE**  
Brecht  
mise en scène  
**JEAN GILBERT**

en exclusivité  
**NOVEMBRE**  
nouveau spectacle  
**GILLES VIGNEAULT**

**DECEMBRE**  
création  
**RABEL - RABEL**  
Ballet Théâtre de l'Arche chorégraphie  
**MAGUY MARIN**

**JANVIER-FEVRIER**  
**LES TROIS MOUSQUETAIRES**  
Théâtre National de Marseille  
mise en scène  
**MARCO MARCHEVAL**  
avec le concours de Corneil Gervais du Val de Marne

**MARS**  
création  
**LE DERNIER SOLISTE**  
un burlesque musical de et avec  
**JEAN-PAUL FARRÉ**

**AVRIL**  
**LA CLEMENCE DE TITUS**  
de W.A. Mozart  
avec l'Orchestre de l'Île-de-France

**MAI**  
**CHANSONS DE MAI**  
Festival

**abonnement**  
5 spectacles au choix  
individuel 175 F  
- 25 ans + 60 ans collect. 150 F  
payable en 11 fois  
renseignez-vous  
**899.94.50**  
Place Salvador-Allende - Créteil-Préfecture

**BIBLIOTHEQUE NATIONALE** 55, rue Richelieu, Paris (2<sup>e</sup>)  
**LA GRAVURE AVANT DURER**  
**ECOLES DU NORD (1440-1500)**  
Chefs-d'œuvre de maîtres connus et inconnus de la Vallée du Rhin, de l'Empire des Habsbourg et de l'ancien Duché de Bourgogne.  
Tous les jours, de 12 h. à 18 h. - 28 AVRIL-29 JUILL.

**HOLIDAY INN INTERNATIONAL**  
HOTEL PARIS-ONLY - 687-26-06  
**ISDIS**  
Peintures  
Jusqu'à 18 août

**AMBASSADE GAUMONT v.o. - QUINTETTE PATHÉ v.o. GAUMONT HALLES v.o.**  
**IMPERIAL PATHÉ v.f. MONTPARNAISE 83 v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.**  
**NATION v.f. - CLICHY PATHÉ v.f. GAUMONT OUEST Boulogne**  
**BELLE ÉPINE PATHÉ Thiais - TRICYCLE Asnières - L'AMBA Argenteuil.**

**Le Fantôme de Milburn**

**L'heure est arrivée... de raconter son histoire.**

"LE FANTÔME DE MILBURN" (Ghost Story)  
FRED MELVYN - MELVYN - MELVYN - MELVYN - MELVYN JR. / JOHN HOUSEMAN  
CRAIG WASSON PATRICIA NEAL ALICE KRIGE - Une Production BURT WEISSBOURD / Un film de JOHN IRVIN  
Scénario de LARRY D. COHEN - Directeur de la photographie JACK CARDIFF - Co producteur DOUG GREEN  
Produit par BURT WEISSBOURD - Réalisé par JOHN IRVIN d'après le roman de PETER STRAUB - Musique de PHILIPPE SARDE  
Un film UNIVERSAL - par CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION  
Interdit aux moins de 13 ans

**CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE**  
47 bis, avenue Raspail 751 - 686-78-18  
exposition de photographies  
**Victor Flores Olea**  
T.L.J. (d'oct) 10h-18h, sam. 12h-18h  
**23 JUIN - 30 JUILLET**

**SALLE PLEYEL**  
282, bld St-Henri-6<sup>e</sup> - 358-71-21  
exposition  
**NOEL PASQUIER**  
S.E.M.A. - GALLART  
T.L.J. (d'oct, lundi de 12h. 30 à 18 h.  
**JUIN - JUILLET**

ORANGERIE DU LUXEMBOURG  
PARIS-6<sup>e</sup>  
**Yvon**  
**LABARRE**  
28 JUIN - 11 JUILLET

**GALERIE LOUISE LEIRIS**  
47, rue de Monceau 75008 PARIS  
Téléphone 563-28-88 et 563-37-14  
**G. BRAQUE**  
**ET LA MYTHOLOGIE**  
16 Juin - 17 Juillet  
(fermé dimanche et lundi)

**Richard LONGUET**  
Maître Menuisier  
**STATUES**  
et de  
**MEUBLES ANCIENS**  
48, rue des Fossés  
Tél. 5.70.10.10

**GEORGE BALL**  
Cinq burles pour le poème « Passion » de David Mus  
Gravures et dessins récents  
James Mayor  
11, rue Mozartine, Paris-VI, tél. 28.22.22  
Jusqu'au 15 juillet

**LE POINT CARDINAL 3 RUE JACOB PARIS**  
**HENRI MICHAUX**

**GALERIE DINA VIERNY**  
**36, rue Jacob, 75006 Paris, 280-23-18**  
**MATISSE**  
Dessins  
du 9 juin au 20 juillet 1982

**LA LITHOGRAPHIE EN FRANCE**  
**DES ORIGINES A NOS JOURS**  
exposition présentée jusqu'au 30 août  
FONDACTION SATO  
11, rue Barrière, Paris-X  
10h - 18h sauf mardi de 12 h à 18 h.

**GALERIE DE LA SEITA**  
12, rue Surcouf, Paris 7<sup>e</sup> - Métro : Invalides  
**Le dessin animé français**  
un siècle de création  
Tous les jours de 11 h à 18 h (sauf dimanches et jours fériés)  
Projections tous les lundis, mercredis, samedis et vendredis de 15 h à 17 h  
Les samedis 10 et 24 juillet, 7 et 28 août, 4 et 25 septembre, 2 et 16 octobre  
de 15 h à 18 h.















**PREMIÈRE CHAÎNE : TF1**

19 h 45 **Série** : **Suspect**.  
Le retour du prisonnier.

20 h 35 **Série** : **Starkey et Hulch**.  
Yamprisma.  
Une enquête sur les meurtres  
des triplicates dans une boîte de nuit.

21 h **Le Mariage** : **Lorna Hanson**.  
Bateux, vibraphoniste, pianiste  
chef d'un des plus grands orchestres  
musicaux de jazz.

22 h 30 **Magazine d'actualité** : **Sept**  
sur sept.

23 h 18 **Journal**.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A2**

11 h 45 **Journal des sœurs et de**  
**maientendants**.

12 h 15 **Ces gens du toner**.

12 h 30 **Journal**.

13 h 35 **Le Mariage** : **Wonder woman**.

14 h 25 **Les Jeux du stade**.  
**Tennis** : **Wimbledon** ; **Tour de**  
**France**.

16 h 55 **Jeux** : **chiffres et de**  
**chiffres**.

17 h 45 **Émissions régionales**.

[illegible]

20 h Les Jours de l'été.  
20 h 35 On sort au soir : Le bavarois imprudent.  
Festival du Marais. René Dorez, musique Gréllant, par la "Troupe de Jean-Jean Bouchaud, nuite et scène par Jean Bouchaud et Catherine Verrier.  
21 h Festival des Chansons d'été. Dorez, musique Gréllant, par la "Troupe de Jean-Jean Bouchaud, nuite et scène par Jean Bouchaud et Catherine Verrier.  
22 h 15 Les Jours de l'été.  
22 h 30 Les Jours de l'été.  
23 h 15 Les Jours de l'été.  
23 h 30 Les Jours de l'été.  
24 h Les Jours de l'été.  
24 h 30 Les Jours de l'été.  
25 h Les Jours de l'été.  
25 h 30 Les Jours de l'été.  
26 h Les Jours de l'été.  
26 h 30 Les Jours de l'été.  
27 h Les Jours de l'été.  
27 h 30 Les Jours de l'été.  
28 h Les Jours de l'été.  
28 h 30 Les Jours de l'été.  
29 h Les Jours de l'été.  
29 h 30 Les Jours de l'été.  
30 h Les Jours de l'été.  
30 h 30 Les Jours de l'été.  
31 h Les Jours de l'été.  
31 h 30 Les Jours de l'été.  
32 h Les Jours de l'été.  
32 h 30 Les Jours de l'été.  
33 h Les Jours de l'été.  
33 h 30 Les Jours de l'été.  
34 h Les Jours de l'été.  
34 h 30 Les Jours de l'été.  
35 h Les Jours de l'été.  
35 h 30 Les Jours de l'été.  
36 h Les Jours de l'été.  
36 h 30 Les Jours de l'été.  
37 h Les Jours de l'été.  
37 h 30 Les Jours de l'été.  
38 h Les Jours de l'été.  
38 h 30 Les Jours de l'été.  
39 h Les Jours de l'été.  
39 h 30 Les Jours de l'été.  
40 h Les Jours de l'été.  
40 h 30 Les Jours de l'été.  
41 h Les Jours de l'été.  
41 h 30 Les Jours de l'été.  
42 h Les Jours de l'été.  
42 h 30 Les Jours de l'été.  
43 h Les Jours de l'été.  
43 h 30 Les Jours de l'été.  
44 h Les Jours de l'été.  
44 h 30 Les Jours de l'été.  
45 h Les Jours de l'été.  
45 h 30 Les Jours de l'été.  
46 h Les Jours de l'été.  
46 h 30 Les Jours de l'été.  
47 h Les Jours de l'été.  
47 h 30 Les Jours de l'été.  
48 h Les Jours de l'été.  
48 h 30 Les Jours de l'été.  
49 h Les Jours de l'été.  
49 h 30 Les Jours de l'été.  
50 h Les Jours de l'été.  
50 h 30 Les Jours de l'été.  
51 h Les Jours de l'été.  
51 h 30 Les Jours de l'été.  
52 h Les Jours de l'été.  
52 h 30 Les Jours de l'été.  
53 h Les Jours de l'été.  
53 h 30 Les Jours de l'été.  
54 h Les Jours de l'été.  
54 h 30 Les Jours de l'été.  
55 h Les Jours de l'été.  
55 h 30 Les Jours de l'été.  
56 h Les Jours de l'été.  
56 h 30 Les Jours de l'été.  
57 h Les Jours de l'été.  
57 h 30 Les Jours de l'été.  
58 h Les Jours de l'été.  
58 h 30 Les Jours de l'été.  
59 h Les Jours de l'été.  
59 h 30 Les Jours de l'été.  
60 h Les Jours de l'été.  
60 h 30 Les Jours de l'été.  
61 h Les Jours de l'été.  
61 h 30 Les Jours de l'été.  
62 h Les Jours de l'été.  
62 h 30 Les Jours de l'été.  
63 h Les Jours de l'été.  
63 h 30 Les Jours de l'été.  
64 h Les Jours de l'été.  
64 h 30 Les Jours de l'été.  
65 h Les Jours de l'été.  
65 h 30 Les Jours de l'été.  
66 h Les Jours de l'été.  
66 h 30 Les Jours de l'été.  
67 h Les Jours de l'été.  
67 h 30 Les Jours de l'été.  
68 h Les Jours de l'été.  
68 h 30 Les Jours de l'été.  
69 h Les Jours de l'été.  
69 h 30 Les Jours de l'été.  
70 h Les Jours de l'été.  
70 h 30 Les Jours de l'été.  
71 h Les Jours de l'été.  
71 h 30 Les Jours de l'été.  
72 h Les Jours de l'été.  
72 h 30 Les Jours de l'été.  
73 h Les Jours de l'été.  
73 h 30 Les Jours de l'été.  
74 h Les Jours de l'été.  
74 h 30 Les Jours de l'été.  
75 h Les Jours de l'été.  
75 h 30 Les Jours de l'été.  
76 h Les Jours de l'été.  
76 h 30 Les Jours de l'été.  
77 h Les Jours de l'été.  
77 h 30 Les Jours de l'été.  
78 h Les Jours de l'été.  
78 h 30 Les Jours de l'été.  
79 h Les Jours de l'été.  
79 h 30 Les Jours de l'été.  
80 h Les Jours de l'été.  
80 h 30 Les Jours de l'été.  
81 h Les Jours de l'été.  
81 h 30 Les Jours de l'été.  
82 h Les Jours de l'été.  
82 h 30 Les Jours de l'été.  
83 h Les Jours de l'été.  
83 h 30 Les Jours de l'été.  
84 h Les Jours de l'été.  
84 h 30 Les Jours de l'été.  
85 h Les Jours de l'été.  
85 h 30 Les Jours de l'été.  
86 h Les Jours de l'été.  
86 h 30 Les Jours de l'été.  
87 h Les Jours de l'été.  
87 h 30 Les Jours de l'été.  
88 h Les Jours de l'été.  
88 h 30 Les Jours de l'été.  
89 h Les Jours de l'été.  
89 h 30 Les Jours de l'été.  
90 h Les Jours de l'été.  
90 h 30 Les Jours de l'été.  
91 h Les Jours de l'été.  
91 h 30 Les Jours de l'été.  
92 h Les Jours de l'été.  
92 h 30 Les Jours de l'été.  
93 h Les Jours de l'été.  
93 h 30 Les Jours de l'été.  
94 h Les Jours de l'été.  
94 h 30 Les Jours de l'été.  
95 h Les Jours de l'été.  
95 h 30 Les Jours de l'été.  
96 h Les Jours de l'été.  
96 h 30 Les Jours de l'été.  
97 h Les Jours de l'été.  
97 h 30 Les Jours de l'été.  
98 h Les Jours de l'été.  
98 h 30 Les Jours de l'été.  
99 h Les Jours de l'été.  
99 h 30 Les Jours de l'été.  
100 h Les Jours de l'été.  
100 h 30 Les Jours de l'été.

h 38. Comprendre en français  
la question de l'immigration  
de l'ingénieur peut-être restée o-  
rquée est ?  
h 39. Le monde .....  
périlleux.  
h 40. Dénominer avec ..... L'On-  
rio. A propos du festival d'Al-  
en-Provence.  
h 41. L'expression prêtre en parole  
« Parigial » 1889-1892.  
h 42. Le pont des arts.  
h 43. L'œuvre de 1900.  
h 44. H. et la cent ans. Darwin, pas  
de la 21.  
h 45. Le livre d'Art : Musique  
américaine.  
h 46. L'œuvre pour mémoire : le  
de Stas, par J. d'Arlier.  
h 47. L'œuvre de l'André.  
h 48. 39. Radio - Canada présente  
Dictionnaire rencontre internationale  
de la langue.  
h 49. Le Sane. G. A. Didier - Weil.  
Ave. A. Seryas. G. Darrieu.  
h 50. L'œuvre de l'André.  
h 51. 24. Musique étrangère.  
h 52. L'œuvre de l'André.  
h 53. La fugue du samedi.

## FRANCE-MUSIQUE

h 2. Samedi-musique : Œuvres de  
Mozart, Dvorak, Corelli, Enesco,  
Debussy, Witold.

- 12 h 45 : Avis de recherche : Œuvres de  
Mozart, de Beethoven, de Schubert,  
Händel, Wagner; 11 h : La tribune  
des critiques de disque : « Bonnes  
et mauvaises nouvelles de production »  
12 h 35 : Œuvres de Jolivet
- 13 h : Tous en scène : Carmen  
MacBae
- 14 h : Concert-Lecture : Ateliers  
des chœurs de Radio-france  
œuvres de Dufort; 15 h 30, Docu-  
mentaire : Les chœurs de France  
menés à part.
- 15 h 30 : Concert : Musique  
contemporaine de Nord  
La « musique de la tribune »  
de Radio-france : Œuvres de Prokofiev  
(dernière parution).
- 16 h, Concerts internationaux de  
Radio-france : Œuvres de Beethoven,  
Mozart, Telemann.
- 17 h 30, Les pécheurs de l'océan,  
Fouquet, Thévoz.
- 18 h 30 : Concert : Festival de Berlin  
1981, œuvres de Moschieschi, Chopin  
(études et mazurkas), de  
Puccini, de Liszt, de Prokofiev,  
de M. Ponti (piano), R. Ziman-  
sky (violon), J. Folsheim (violon-  
celle).
- 19 h 30, La nuit sur l'air : Hommage  
à Jean Wiener.

100

**Un film**

**PRISONNIER DU PASSE**

Plus américain que Mervin Le Roy (1942), plus réaliste que C. G. Carson, P. Dorn, E. Palera, M. Tramm.

FR 3, 22 h 30.

Le destin d'un homme, annéé par les horreurs de la guerre en 1915, et qui revient à la vie plus tard, la mémoire à son passé, avec le même coup de foudre. Le talent de Ronald Reagan et Ronald Colman en service, à l'époque, dans les studios.

— J. S.

20 h 50 Eurovision : Football.  
22 h 30 Pénit : En ball.  
Barcelone.  
Le 50 Pénit français.  
Magazine : de J. Artur et  
G. Garbin.  
23 h 10 Journal.

**DEUXIÈME CHAÎNE :**

11 h 30 Magazine n° 1.  
12 h Plateau 48.  
12 h 30 Ces gens du tour.  
13 h 45 Journal.  
14 h 30 Série : Murmur.  
14 h 40 Série : Un monde différent.  
15 h 8 Série : Les amours n° 1  
belle époque.  
16 h 8 La chance aux trépassés.

**L'œuvre d'**

**« KENTOWN,  
LE SENS D'UNE VICTOIRE »  
DE MARCO DE VITO**

17 h 10 **Horvaciens** : Football.  
Groupe du monde première mi-  
temps : à 18 h 15, deuxième mi-  
temps : à 18 h 25.

20 h 5 **Stade 2**.

20 h **Journal**.

20 h 36 **Documentaire** : Yorktown, le  
sans d'une victoire.  
Réalisation M. Ophuis, avec la  
collaboration de C. Vajda.  
(Lire notre sédition.)

20 h 10 **Jazz**.

20 h 30 **A. Coppell et S. Ammann**.

22 h 40 **Documentaire** : La fête  
ordinaire.  
Le personnel, réalisation  
J.-D. Bonin.  
Une comédie dans un immense  
de Paris, en proie à des démons  
intérieurs : un portrait trop  
accablant, peu concluant.

23 h 15 **Journal**.

**Libertin**

— film — connu —  
— série — une très  
— série — les autres de

**TROISIEME CHAÎNE : FR3**

12 h D'un soleil à l'autre.  
Le monde inconnu en Hongrie.  
18 h 30 L'écho des cinémas.  
20 h 30 L'été de Vincent Laugel.  
h 30 Pour les jeunes.  
Il était une fois l'homme : la guerre du Cent An.  
h 30 M. et P. de Bernard.  
Une émission de J.-M. Ribes.  
Avec *Les Dérives*, Pierre Desproges.  
20 h 30 D'été une fois le pouvoir : Panique à Kor Samba.  
Une série de M. et P. Verhaeghen.  
La dépression des étudiants dans le monde d'aujourd'hui et traverser ses l'histoire d'une tribu : à voir.  
h 30 Les Courts métrages français.  
« La meilleure chose » : J'ai quelque chose à vous dire, de M. A. Jégou.  
Journal.  
20 h 30 Cinéma de minute (cycle drames et métrages) : Prisonniers du passé.  
Un film de Mervyn Le Roy.  
h 30 30 Minutes à la télévision.  
h 30 30 Minutes à la télévision.

**FRANCE-MUSIQUE**

8 h 20. Concert promenade : **Musée** de Bayreuth. Verdi, *Die Maestri*, Montecuccoli. Strauss, *Vom Singspiel*. Khatchatourian, *Krieger*. Gerdt, *Die Bräutigame*.

8 h 25. **Cantate** : « Es ist Zeit dem Ganzen, nunmal, was gut ist » BWV 244 de Bach.

8 h 30. **Musique internationale**.

8 h 45. **Deux oreilles** : Pasteris : *Concerto* de Ravel. *Concerto* de Brahms, Bach, Schumann, Beethoven, Mozart pour le saxophone et cordes.

9 h 15. **Comment l'entendimus** : *Contra Altus* de Monteverdi, Mozart, Bach.

■ **Libros parcourez** : **musiques arabes** (F.C., 12 h 45). —

■ **Le concert** d'un concert qui a lieu le 23 juin au studio 104 de la radio : **Prose** : quatre démarches autour de la musique — c'était « bonne idée » (d'Eve Grilique) : le concert sera diffusé à 19 h 30. Non

**Slavinsky, Dvorak, Beethoven,**  
Bach.

29 h, Les chants de la terre : Musique traditionnelle.

30 h, 20 Concerto : « Benvenuto Cellini », ouverture op. 23 » de Berlioz, « Concerto pour violon et orchestre » n° 1 en ré majeur » de Paganini, « Socrates et Ariane » de Roussel, « L'Oiseau de feu » de Rimsky-Korsakov par l'Orchestre national de France, dir. E. Macal, M. Hanson (Violon).

31 h, 30, Le Kaitis sur J.M. : E. Prémont, B. Scheraga, Beethoven, Walton, Bach, Mozart.

**Récitaliste (F.C., 20 h 40) :**  
— **Chœur** et **orchestre** radiophonique  
**dirigé** à l'**IRCAM** en 1976, « Récitaliste au Irish Chorus on Inneguan Falls » de John Cage  
est consacré à la musique d'œuvre américaine, ce n'est même pas une nouveauté, plutôt un

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF1**

[illegible]

Tandis que les cracheurs  
[rouges de la mitraille  
Sifflent au four par  
l'entrée du ciel bleu  
Qu'éclaircissent au vent gris du  
Roy qui les vaillait  
les bataillons en  
l'air les feu-  
Archer Starnes  
mille miles améri-  
cains et quelques-uns de nos  
so [un an, un  
à Yorktown, devant MM.  
Reagan et François Mitterrand,  
les  
et un grandeur  
villite mûr qui  
l'indépendance Peut-  
être tous sa  
nostalgie de l'époque où  
les couleurs, où l'on  
marchait  
pour défendre la  
Marcel Ophélie, qui a réalisé,  
« le Chagrin et la

« grand... »  
 «... »  
 «... l'Amérique  
 «... profonde... »  
 «... du Connecticut ou du  
 New Jersey, qui se déplaçait  
 en officieux transports au Nord  
 des Laurentides.

Entre les buvards du Coca-cola,  
 les cigarettes de la bonne  
 américaine, ou le Président  
 Reagan, le général Rocham-  
 beau et l'histoire qui apparaît  
 devant ses yeux d'époque,  
 ces hommes d'élite de la  
 haute société.

Mariage irrévérencieux ? Di-  
 sons plutôt que ces gens ont en-  
 trepris un plein d'humour au  
 «œuvre d'un homme... »  
 «premier du mot... »  
 «d'un esprit libre... »  
 «... pour... »  
 «... manque surtout... »  
 — L. O.

## FRANCE-CULTURE

7 h 1, La femme ouverte.  
7 h 15, Horizons, magazine religieux.  
7 h 40, Chansons de son : Quel-  
ques-uns.  
8 h, Foi et tradition.  
8 h 15, Les mystères de la France.  
8 h 30, Histoire de France.  
8 h 45, Divers aspects de la pen-  
sée occidentale.  
9 h, L'Europe latine et le Grand  
Orient.  
9 h 15, Les mystères de la France.  
9 h 30, Les mystères de la France.  
9 h 45, Les mystères de la France.  
10 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
10 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
10 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
10 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
11 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
11 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
11 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
11 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
12 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
12 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
12 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
12 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
13 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
13 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
13 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
13 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
14 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
14 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
14 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
14 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
15 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
15 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
15 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
15 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
16 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
16 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
16 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
16 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
17 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
17 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
17 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
17 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
18 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
18 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
18 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
18 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
19 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
19 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
19 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
19 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
20 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
20 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
20 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
20 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
21 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
21 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
21 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
21 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
22 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
22 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
22 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
22 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
23 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
23 h 15, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
23 h 30, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
23 h 45, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.  
24 h, Regardez sur la musique : Le  
Rococo et le Baroque.

(Djannet Al-Jamil, même en contact avec le travail du haute école de Hassen et Gharni — les victoires du quinquon aux soborats-dib-hout c o r d e s, la tradition pure, — ou de Hassen ben Djab, un chant très élaboré, tiré aux confins du sacré et du jazz, ou encore de Fawzi Al-Jayl et de son trio, un étrange, ~~de~~ qu'il lui stabilise des ponts entre les publics ! Et qui pose problème en réalité, aussi de jouer pour les gens, un ~~de~~ Cela donne, pour ceux qui musiciens, une demi-heure, un temps qui court, trop court, pour que ~~leur~~ leur rythme, puissent ~~leur~~ leur rythme, se faire un itinéraire, une addition, l'idée ~~de~~ cependant d'être ~~à~~ condition, bien sûr, qu'ils ~~disent~~ ~~à~~ ~~un~~ nécessaire pour ~~leur~~ un ~~de~~ — H. —

(vieux), Comtesse, Raoul, et son domestique et de bruit de l'organisation d'un mariage en grande et dans six ou vingt-cinq choisis au hasard du moment. Par-dessus tout déroulement de la pièce magnétique sur laquelle plusieurs centaines de fois on superpose sans aucun motif d'être en sa hiérarchie, on entend la voix de John Gage lisant un texte arabe — celui de Joyce ou une autre chose ? On ne perçoit pas l'accent tonique du texte — le temps en temps, l'accent tonique — on entend des mots ou moins — oreille, ou dans l'air — le fils Mel jouant en rythme — on entend plus tard le texte — on perd dans la même temps. — G. C.

---

Derr

**LA BATAILLE DU RAUL**  
Film français de René Clément  
(1945), avec T. Laurent, L. Desgagnat, R. Leroy, L. Paulson,  
J. Rousseau, J. Desmard et le  
personnel de la S.M.C.F.  
TF 1, 20 h 35.

La bataille du Raul  
sous l'occupation, le dé-  
faite et la destruction  
allemand envoyé  
en renfort le front du  
Nord. Un témoignage  
historique, une  
œuvre où souffrent  
les auteurs et  
les acteurs (avant  
métrages documentai-  
res) de la bataille du  
Raul, de la grande  
de la première  
de Cannes, en 1946, René Clément

**LES BARBOUZES**  
 Un français de Georges Lantier  
 a été élu, avec L. Ventura, B. Blier,  
 J. Blanche, C. Milot, J. Nalin,  
 J. Darré.  
 P.R.S. 20 h 35.  
 Les candidats internationaux  
 cherchent à s'opposer à l'entrée  
 des barbouzes afin de protéger  
 les hôtels et les traitements  
 ultra-modernes de la région.  
 (L'Asie Darré) Les candidats  
 ont préféré le français.  
 Les candidats ont été élus  
 à l'attention. Attention : il y a  
 des Chinois dans les murs du  
 hôtel. — J. B.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A2**

2 h 5 Cane gens du tour.  
h 45 Journal.  
h 35 Série : S.O.S. Hélic.  
h 15 Aujourd'hui la vie.  
h 5 [REDACTED]  
h 15 [REDACTED]  
h 10 [REDACTED]  
h 5 [REDACTED]  
h 35 Série : Kéjak.  
h 15 [REDACTED]  
h 10 [REDACTED]  
h 30 C'est la vie.  
h 5 [REDACTED]  
h 50 Des : Des chiffres et des  
[REDACTED]  
(et 20 h 25).  
h 10 D'accord pas d'accord.  
h 20 Émissions régionales.  
h 45 Spécial Coupe du monde.  
h [REDACTED]  
h 55 Eurovision : Football.  
h 50 Jazz : La grande parade.  
Willie Bobo Jam Band.  
h 15 Journal.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR3**

- **h 33** *Cinéma (de rive du lundi) :*  
Les herboux.
- **h 34** *Journal.*
- **h 50** *Magazine :* *Théâtre.*
- **h 53** *Musical.*
- **h 54** *Journal :* *h 55* de L'extérieur ;  
*Piquette ;* *Fait de quatre de G.*  
*Poney.*

## FRANCE-CULTURE

- **h 2.** *Identité :* *Révéls un d'au-*  
*ment :* *plages :* *(en*  
*Somme).*
- **h 3.** *Les chemins de la connais-*  
*sance :* *point sur la darwinis-*  
*me (qu'est-ce que la darwinis-*  
*me ?) :* *h 4.* *Le petit jardin :*  
*Comité :* *Madame :* *trois étages.*
- **h 5.** *Echec au hasard.*
- **h 7.** *Les unités de l'histoire :*  
*l'école :* *l'école :* *l'école :*  
*d'êtres humains :* *avec E. Ducou-*  
*le :* *h 8.* *Le texte au langage :* *« Re-*  
*ligieuse » :* *avec Flora Gen-*  
*est :* *h 9.* *Enfance :* *l'enfance :* *h 10.*  
*Festival de Bonnans.*
- **h 11.** *Agora :* *George Orwell :*  
*avec Gérard Mercat.*
- **h 12.** *Enfance :* *l'enfance :* *h 13.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 14.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 15.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 16.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 17.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 18.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 19.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 20.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 21.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 22.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 23.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 24.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 25.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 26.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 27.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 28.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 29.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 30.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 31.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 32.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 33.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 34.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 35.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 36.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 37.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 38.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 39.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 40.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 41.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 42.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 43.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 44.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 45.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 46.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 47.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 48.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 49.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 50.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 51.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 52.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 53.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 54.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 55.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 56.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 57.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 58.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 59.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 60.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 61.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 62.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 63.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 64.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 65.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 66.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 67.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 68.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 69.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 70.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 71.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 72.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 73.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 74.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 75.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 76.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 77.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 78.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 79.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 80.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 81.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 82.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 83.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 84.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 85.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 86.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 87.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 88.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 89.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 90.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 91.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 92.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 93.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 94.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 95.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 96.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 97.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 98.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 99.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 100.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 101.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 102.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 103.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 104.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 105.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 106.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 107.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 108.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 109.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 110.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 111.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 112.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 113.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 114.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 115.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 116.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 117.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 118.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 119.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 120.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 121.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 122.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 123.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h 124.*  
*Enfance :* *l'enfance :* *h*

**L'Europe libre :** ■■■■ sans  
domestique et moins ■■■■ (Pruke).  
L 28, Respectueux du XX<sup>e</sup> siècle :  
français contemporains ■■■■ musiciens  
français contemporains.  
L 29, *Pauvillon* : La citrouille  
de la mort ■■■■ Hoyle.  
L 30, Jazz : L'ancienne.  
L 30, Présence des arts : L'un-  
iversité de Magasin.  
L 31, Le monde de la mort, de  
K. Hagerup.  
L 31, L'autre scène ou les vivants  
des années 70 Catherine, le asile  
de l'été.  
L 32, Notes magiques : Qu'est-  
ce que c'est que ce cirque ?

**DANCE-MUSIQUE**

L 31, Musiques légères : ■■■■ de  
Hossein, Walberg.  
L 31, Musique du matin : Givron  
A. ■■■■  
Fauré, Bach, Schubert.  
L 7, *Quand les musiques.*  
L 8, Musiciens d'aujourd'hui :  
Thalmine, ■■■■ : Monk et la  
musicaux : ■■■■ de  
Stravinsky, Milhaud, M o n k,  
Bach, ■■■■  
Parisi : Verlaina, Scindelar, Rin-

12. Le zèbre est l'animal le plus  
 commun de l'Afrique. On le trouve  
 dans les savanes et les forêts.  
 Le zèbre a une robe rayée de  
 blanc et de noir. Il est très  
 rapide et peut courir jusqu'à  
 60 km/h. Il est aussi très  
 résistant à la chaleur et à la  
 sécheresse. Le zèbre est un  
 animal social et vit en troupeau.  
 Le zèbre est un animal très  
 utile pour l'homme. Il est utilisé  
 pour le transport et pour la  
 traction. Le zèbre est aussi  
 utilisé pour la viande et la peau.  
 Le zèbre est un animal très  
 intéressant et mérite d'être  
 protégé.

**PREMIERE CHAINE : TF1**

h 5 Feuilletton : **Pinot**,  
médecin d'aujourd'hui.  
Journal.  
h 35 Série : L'homme qui valait  
trois milliards.  
h Croque-vacances.  
animé : Variétés.  
h 5 Eurovision : Football.

Deuxième tour en direct de  
Barcelone.  
h 20 Emissions régionales.  
h 45 Tour de France cycliste.  
Journal.  
h 35 Ciné-club de Menton : La  
bataille du rail.  
De [ ] [ ]  
h Entretien-Interview.  
Avec [ ] Clément.  
h Journal.

h ■ **P.T.T.**  
Les procurements à la poste : Le  
télématique un an après Vélizy.  
h 30 Pour les jeunes.  
Les anges gardiens.  
à 19 h 40, Don et Peter ; TV  
Labyrinthe.  
■ 55 Tribune libre.  
L'Église arménienne.  
h 20 Journal.  
h 20 Émissions régionales.  
h 55 Dessin animé.  
Il était une fois l'homme.  
h Les Jeux de l'été.

h 30, *Parabolas* : avec Serge Koster.

h 30, *Atelier de recherche vocale et instrumentale* : Un drame musical instantané.

h 3, *Sons* : Foot...

h 5, *Un livre des voix* : « Martha au jardin », de J.-L. Gauthier.

h 47, *Contact*.

h 50, *Le monde au singulier* : L'écritelle selon la cinquième J.-L. Comolli.

h 30, *Points de repère* : l'environnement en Chine.

h 30, *Le rendez-vous de 18 h 30*.

baud : 12 h 35. œuvres de Stravinsky. Plerné : 13 h. histoi- res de jazz.

h 4. D'une oreille l'autre : œuvres de Rachmaninov, Carliar, de Falla, Brahms : 11 h. Répé- titions contemporaines : œuvres de Constant Kabeiss.

h 2. Les intégrales : Les quatuors de Haydn.

h. Concert : Musique tradition- nelle : L. Subramaniam.

h 38. Jazz.

h. Les muses en dialogues.

h 30. Concert : Œuvres d'E. Lo- rinac. Davillier. Insom.

inisme d'une théorie de la  
élection naturelle mise à  
épreuve par la génétique molé-  
culaire ? ■■■ à ■■■ question  
ne répondent, ■■■ cette se-  
maine, ■■■ Thuillier, Jacques  
Roger ou François Jacob, ■■■  
spécialistes d'un problème qui  
fait couler l'encre, parce que  
l'idéologie n'y est pas absente.

T. Fr.







## Rappel des émissions

Mercredi 30 juin

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 11 était une fois la télé.  
Téléfilm : De la belle ouvrage, de M. Falierio.  
La crise morale d'un ouvrier surmontée.  
21 h 55 Ballet : Apollon musagète.  
Musique de Stravinsky. Chorégraphie : G. Balanchine.  
22 h 55 Court métrage français.  
« Martin », d'A. Joffé.  
23 h 5 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Echappement en 30 minutes ?  
Appelez POT 32.32 (708 32 32)  
**MIDAS**  
20 km/h en région parisienne.

- 20 h 11 Le grand échiquier.  
De J. Chancel. Éléments et l'ensemble orchestral.  
23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 Téléfilm : Le retour du héros.  
Réal. D. Foray. Avec : S. Jackson, W. Blake, J. Gouffé.

Jeudi 1<sup>er</sup> juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 30 Feuilletton : Pinot.  
13 h 15 Journal.  
14 h 30 Série : L'homme qui valait.  
14 h 45 Objectif santé.  
15 h 30 Croque vacances.  
Dessins animés : L'invité d'Idolore. Variétés.  
16 h 5 Feuilletton : Le chevalier de Maison Rouge.  
D'après A. Dumas, adapté par J. Armand et C. Barma.  
18 h 20 Libre expression.  
19 h 45 Journal.  
20 h 30 Dessin animé : Popeye.  
20 h 50 Sport : Football.  
Coupe du monde : en direct de Barcelone. U.R.S.S.-Belgique. 22 h 50 Documentaire : Le monde sans soleil.  
23 h 15 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passes donc me voir.  
12 h 30 Jeu : J'ai le mémoire qui flanche.  
12 h 45 Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
14 h 45 Série : La vie des sautes.  
14 h 50 Aujourd'hui la vie.  
Histoire de la maternité.  
15 h 5 Sports : Tennis.  
Tournoi de Wimbledon.  
17 h 15 Sports : Football.  
Coupe du monde : en direct de Madrid, Irlande-Écosse (en France).  
18 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les grandes parties politiques. U.D.F. - R.P.R.  
20 h 30 Journal.  
21 h 30 Situations 82 : la Corse.  
De P. Alloué et G. Ferraro.  
La Corse va-t-elle prochainement une assemblée régionale en statut particulier ? ou bien a-t-elle confié son gouvernement. Philippe Alloué a enquêté auprès de la population et des responsables politiques, et des partisans de l'autonomie de l'île.  
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.  
M. Leduc.  
21 h 50 Serge Gainsbourg, M. Long, Coucou, Paul Carrey, Fortin, etc.  
23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 55 Tribune libre.  
Éclairages et éclairages de France.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émission : Les régionales.  
19 h 30 Pour les jeunes.  
Papiers, il vous plaît ; Cite, cite ; Les appareils.  
19 h 55 Dessin animé.  
20 h Les jeux de l'été.  
20 h 30 Cinéma : « bonne et très joyeuse de Colnot Trouse-Chemise Film français de M. Campanoz (1973), avec F. Huster, B. Bardot, O. Piccoli, N. Delon, B. Lafont, A. Sapich. Au Moyen Âge, un jeune paysan, très porté sur le sexe, part à travers la France, à la recherche de sa fiancée enlevée par 33 brigands. Il rencontre toutes sortes de femmes qui l'induisent en tentation. Nulité, scènes scabreuses, pillardise et verveur de langage. Ce n'est pas du genre de Nina Companeez, malgré le raffinement des images. Dernier rôle de Brigitte Bardot : une dame libertine au pays d'Or.  
22 h 20 Journal.  
22 h 55 Cinéma : Le Marchand des quatre saisons. Film allemand de R.-W. Fassbinder (1971), avec H. Hirsch.

A TF 1

## Fin du duo Alain Chaillou - Annie Beauchamps

C'est mercredi 30 juin que s'achève, comme prévu, pour Alain Chaillou et Annie Beauchamps, l'expérience de présentation du journal de 23 h sur la première chaîne. Le journaliste Chaillou prendra le relais des deux présentateurs pour le 1<sup>er</sup> juillet, Joseph Pail continuera la présentation des journaux de week-end. Alain ne semble avoir encore décidé pour les mois suivants.

Nommé, comme il le souhaitait, correspondant à Rome à la place de Claude Brovelli, Alain Chaillou était, depuis l'automne, responsable du dernier journal TF 1, le présentateur depuis seulement trois

mois. « La formule du couple présentateurs était originale, dit-il. Mais le journal de 23 h n'a reçu autant de courrier, la grande majorité des lettres exprimant la formule du duo. Mais le journal marchait sur le numéro de deux vedettes, de deux artistes seuls en scène, et peu de personnes travaillaient, et pas pour cette édition, considérée comme une sorte de journal du pauvre. Chaillou a fait un peu ce qu'il a pu. L'affection pour le moment, Annie Beauchamps

l'entend elle-même la formule du duo : « Nous faisons un journal le plus complet possible, mais avec un ton décontracté, chaleureux, un peu impertinent. Le couple de donner un journal au rythme plus rapide, plus souple ; le compliqué de deux partenaires qui partagent la même conception de l'information et du public rend l'émission plus humaine, plus souriante. Elle ne peut pas en tout cas être intégrée dans la rédaction de la chaîne, ou partir en reportage. Seule l'expérience de la présentation. M. Jean-Pierre Guérin, le rédacteur en chef de TF 1, n'a-t-il pas affirmé vouloir tenir à 20 h l'expérience du couple de présentateurs ? - A. Ca.

## Deux radios locales au risque du monopole

II. - Versailles : C.V.S. comme notables

par THIERRY BRÉNIER

Au moment où la commission Holleaux continue d'examiner les dossiers des radios locales privées, celles-ci s'organisent. Deux exemples en région parisienne montrent que parfois elles ne sont que conforter les monopoles détenus par la presse écrite. Après celui de T.S.F. 93 en Seine-Saint-Denis (le 1<sup>er</sup> juillet 30 juin), voici le cas de C.V.S. à Versailles.

Versailles, la fière cité royale n'est pas une ville de son cloître, qu'une ville de province. Avec ses clans, ses rivalités, ses jalousies, ses aigris, ses amitiés aussi, intéressées ou sincères, ses coups de cœur et ses inimitiés ; ses liens de familles d'affaires ; ses amitiés partissanes qui se nouent et se défont au rythme des aléas politiques. Une de ses villes où l'Hôtel de Ville, la préfecture, la Chambre de commerce se retrouvent volontiers autour d'une table de bridge si l'événement acceptait de faire le quatrième.

Ici plus qu'ailleurs, une même équipe est partout présente. M. Edouard Bonnefous, chancelier de l'Université de France, président de la commission des finances du Sénat, à peu à peu, placé ses hommes : M. André Damien, (C.D.S.), avocat, conseiller d'État, à la mairie ; M. Paul-Louis Tenaillon, lui aussi C.D.S., administrateur de société, à la présidence du conseil général, cette équipe s'appuie sur l'hebdomadaire créé par M. Bonnefous à la Libération, le seul du pays versaillais, et aujourd'hui sur une radio locale.

M. Bonnefous préside tous les samedis matins la conférence de rédaction de son journal : « Toutes les nouvelles de Versailles ». Inutile de chercher à connaître la ville en voulant ignorer son hebdomadaire. Ses petites annonces sont probablement le meilleur lien entre les habitants de la région. Pour vendre une auto : « Les Nouvelles » pour trouver un appartement : « Les Nouvelles ».

Pas d'engagement partisan - au moins ouvertement - dans ce qui doit être le bien de tous. Priorité aux festivités traditionnelles, noces d'or et mariages, repas d'anciens et colonies de vacances, galeries d'art et cinéma, ventes aux enchères et conférences ; sports surtout. La politique ici n'a pas droit de cité. Chacun - même le P.C. - peut faire passer son communiqué ; mais c'est tout. Les conflits semblent ne pas exister. La mise en page elle-même joue les démis tons.

## Être ou ne pas être de la famille

La droite est chez elle dans le pays versaillais, qu'elle soit centriste, gauchiste, ou gailliste. Les deux députés R.P.R. ont été élus au premier tour des législatives du printemps 1981, comme les candidats de l'opposition lors des dernières cantonales. La gauche a trouvé refuge dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, mal acceptée, mal vue par les Versaillais.

Dans un tel climat, mieux vaut être de la « famille ». M. René Duval et Jean-Pierre Faras, deux professionnels, dont la radio giscardienne avait tenu à se passer, l'ont vite compris. Vus à Saint-Quentin-en-Yvelines en septembre 1981 pour créer un véritable hebdomadaire d'information, qui

n'ait pas peur d'ouvrir des dossiers ou de soulever un coin du voile pudique dont chacun s'efforce de camoufler les difficultés inhérentes à toute vie collective, ils ont mis du retard de leurs prétentions. Après de sévères discussions financières, les banques privées ont continué à leur soutenir, leur journal « Versailles l'hebdomadaire » a été imprimé et zone de diffusion, pour se faire connaître, communiqué et du sport. L'équipe versaillaise continue de régner seule sur l'information locale.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1981 plusieurs hommes se retrouvent dans un bureau des « Nouvelles ». Il y a M. Tenaillon, M. Damien, le baigneur Christian Raoul, à qui le maire a confié l'animation du conseil économique et social municipal, M. Didier Simond, le dynamique président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Jean-Charles Edeline, un « jeune » qui, s'il n'est plus la présidence de la Société française de production et de l'U.G.C., reste le propriétaire d'une trentaine de salles de cinéma de la région. Chacun sait que le monopole de la radio perd de sa rigidité. Impensable de laisser d'autres pénétrer dans le fief. D'autant que les « Versaillais » ont sous la main l'homme de la mairie, M. Roland Faure, à abandonné, la veille, la direction de l'information à Radio-France. Or, depuis plus de vingt ans, c'est l'homme de presse de M. Bonnefous ; quelles que soient ses responsabilités à l'horizon ou à la radio il n'a jamais abandonné la rédaction en chef des « Nouvelles ».

Le 15 avril 1982 « C.V.S. » (Canal V Stéréo) commence à émettre sur 91,3 mégahertz, mais pas pour « Radio 1 FM », qui s'essayait sur la même longueur d'ondes depuis la Cello-Saint-Clément. Un journaliste a été nommé à la présidence de l'hebdomadaire pour assurer l'information locale. M. Jean-Pierre Bertrand, l'ancien directeur de « Radio-Blanc » (la chaîne pour les anciens de Radio-France) anime la rédaction assistée de François Desplats, un journaliste qui continue de se partager entre Versailles et Antenne 2. Bientôt Claude Ruben viendra diriger les programmes. Roland Faure s'est créé de nombreuses amitiés à Paris. Les vedettes de la chanson, du sport, de la presse, de la politique défilent derrière son nouveau micro. Guy Béart vient raconter son voyage au Japon avec le président de la République. Michel Hidalgo présente le « Mondial ». Jacques Chaban-Delmas répond aux questions de Noël Copin et de Dominique Jamet. Le petit studio tout moderne de C.V.S. devient une halte comme les autres entre la rue Bayard, la rue François-I<sup>er</sup> et le quai Kennedy.

Les notables locaux font la queue pour parler dans le même poste que ces grands noms. André Damien est aussi à l'aise derrière un micro que dans un prétoire pour parler du sommet de Versailles ou d'un ancien voyage aux Malouines. Les maires et leurs adjoints se succèdent pour présenter leur ville. Elle sont toutes de droite... C.V.C. n'y peut rien ! Certes la gauche n'est pas interdite d'antenne ; M. François Hillaire, rédacteur en chef adjoint de l'« Humanité » et conseiller général des Yvelines, est un remarquable débateur. M. Bernard Hugo, sénateur communiste et maire de Rappes, comme M. Guy Malandain, député socialiste de Rambouillet sont fréquemment invités à donner leur opinion. Mais pas question d'analyses ou de commentaires politiques locaux : « nous ne sommes pas équipés pour cela ».

A C.V.S. militantisme et d'antennisme sont officiellement bannis : professionnalisme avant tout. Comme

à R.T.L. ou à Europe 1, longues plages d'information matin, midi, soir, plus longues toutes les heures. « Radio-Versailles » ne sera pas une radio de complément : il faut « fidéliser » l'auditeur. Il saura tout sur le monde, la France, la région en écoute C.V.S. Pour les jeunes journalistes stagiaires qui peuplent la salle de rédaction, il est tellement plus glorieux de recevoir une dépêche A.F.P. sur le Liban que magnétophone en bandoulière d'aller arpenter les quartiers et les cités à la recherche de l'information locale qui s'y cache. Les vieux versaillais, la locale, qui ont troqué un stylo pour un micro, eux, savent qu'il est plus difficile et tout aussi intéressant de parler d'un dramatique accident de la route aux portes de la ville que du bombardement de Beyrouth. Depuis le temps qu'ils labourent le pays versaillais, ils s'y sont créés un réseau d'amis et d'informateurs aux mailles serrées. Les présidents d'associations se bousculent pour venir parler de leurs projets. Cela suffit pour que plus de la moitié des « journaux » soient consacrés à l'information locale, tout au moins aux petites nouvelles de la vie associative.

Pour le reste on fait comme les « grands » : le matin « nouvelles pratiques » pour les femmes au foyer ; l'après-midi « marins pour le troisième âge » ; des musiques plus modernes lors du retour des écoliers ; rock le soir. Sans oublier le hit-parade ou l'heure du classique. Le tout entrecoupé non de publicité mais d'annonces rapides des fêtes et manifestations.

C.V.S. a beaucoup plus d'argent que les petites radios alternatives d'amateurs, elle ne peut pas pour autant rivaliser avec Europe 1 ou R.T.L. Son budget annuel de 3 millions de francs lui est fourni par la ville (25 %) et « Nouvelles » (25 % aussi), les associations, les organismes consommateurs, les membres bienfaiteurs et quelques « sponsors ». Le conseil général sera sollicité quand l'autorisation d'émettre sera officiellement accordée. Tout devra s'arranger puisque déjà la commission chargée de conseiller le ministre de la communication a donné un avis favorable.

C.V.S. en tout cas ne pourra pas échapper à ses promoteurs : l'association « Radio-Versailles » rassemble des représentants de huit associations culturelles de la ville. Comme par hasard, ce sont le maire lui-même, trois de ses adjoints, dont le président du conseil général, et deux de ses amis personnels. M. Lahan et Guttenberg la main dans la main dans la « bonne voie ».

## LA QUATRIÈME CHAÎNE DÈS 1983

M. Louis Mexandreau, ministre P.T.T., a annoncé, mardi 29 juin à Grenoble, que la quatrième chaîne de télévision payante serait mise en service dans les régions de Lille et de Brest, 70 % de la population, notamment les villes de cinquante à cent mille habitants, devant être équipées d'ici 1985. Le ministre des P.T.T. a précisé, d'autre part, que la mise en place de la nouvelle chaîne se ferait par le remplacement de l'ancien émetteur noir et blanc 819 lignes par des émetteurs 625 lignes couleur. Le total de l'opération devrait être de l'ordre de 300 millions de francs (100 francs par ménage pour les ménages). Des réalisations étrangères seront programmées sur la chaîne, ainsi que des émissions culturelles et variétés et des films nouveaux.

Un conflit oppose actuellement les journalistes cameramen de TF 1 à la direction de la chaîne, à propos de la prime risque « d'exploit » qu'exigent de percevoir les reporters en raison des dangers exceptionnels qu'ils courent.

Rappelant que leurs homologues américains perçoivent quotidiennement jusqu'à 2 000 dollars, les journalistes français réclament 500 francs d'avance par jour prévu de reportage, et refusent - en attendant, d'aller remplacer à Beyrouth la dernière équipe de TF 1 de retour à Paris ces jours-ci. Pour l'heure, les services du contrôleur de TF 1 refusent le prélabo. Une réunion des cameramen devait avoir lieu ce mercredi 30 juin. Pour le moment, la chaîne TF 1 appelle provisoirement à l'aide des images extérieures pour traiter de la situation libanaise.

## LE MONDE

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des centaines d'annonces remarquables. Vous y trouverez peut-être l'annonce que vous recherchez.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Filles  
75001 PARIS - CODEX 89  
C.C.P. Paris 4297-23

## ABONNEMENTS

1 an 6 mois 3 mois 15 mois

FRANCE-DOM-TOM  
R.T.T. 402 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE INTERNATIONALE  
533 F 563 F 593 F 1 230 F

ITALIENNE  
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
R.T.T. 313 F 522 F 511 F

2 - SUISSE-TUNISIE  
306 F 607 F 540 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois fois) versent leur paiement au compte de leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (donner ancienne et nouvelle adresse) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de nous adresser vos propositions de capitaux d'impression.

## Sur les grandes ondes

VENREDI 2 JUILLET  
R.M.C. 12 h 45 : Joris Ivens (cinéma).

SAMEDI 3 JUILLET  
FRANCE-INTER, 20 h 05 : La critique de l'histoire d'Alain.

DIMANCHE 4 JUILLET  
R.T.L. 19 h 15 : Le grand jury M. Robert Badinter, ministre de la justice, garde des sceaux.

LUNDI 5 JUILLET  
FRANCE-INTER, 17 heures : La musique des musiciens.

R.T.L. 19 h 15 : M. André (trompettiste) et Jean-Pierre Wallez (chef d'orchestre).

EUROPE 1, 20 heures : Radio libre aux handicapés.

MARDI 6 JUILLET  
EUROPE 1, 20 heures : Radio libre à la vaive.











### Les séances spéciales

**CHEER PAPA** (It. v.f.), Bergère, ♀ (770-77-58).  
**LES CHARIOTS DE FEMME** (A. v.a.), G.G. Adams, ♂ (225-64-54).  
**LA CINQUIÈME VICTIME** (A. v.a.), Studio Bertrand, 7 (783-64-66).  
**LA CIOCIARA** (It. v.a.), Tempeliers, ♀ (272-94-56).  
**CLAIR DE FEMME** (F). Châtelineau, Victoria, 1 (508-94-14).  
**LA FEMME ÉTAIT PRESQUE PARFAITE** (A. v.a.), Action Christine, 6 (325-47-46).  
**2001, L'ODYSSÉE DE** [REDACTED] (A. v.f.), Élysée Point-Show, 8 (225-67-24); 3 Hausmann, 5 (770-47-55).  
**DARK VICTORY** (A. v.a.), Olympic Luxembourg, 6 (225-98-17); Olympic Berlin, 14 (561-10-30); Olympic Entre-Deux, 14 (542-67-41).  
**EMMANUELLE** (F.) (\*\*), Paramount

**CYCLE FASSINDER (v.a.)** ■ ■ ■ ■ ■  
 9 décembre 97 (27/15/36) ■ t.l.j. de Dim.  
 12 h + V.S. 0 h 20 : Gibier de passage ;  
 t.l.j. de Dim. 12 h 10 + V. 0 15 : Despre-  
 nables ; t.l.j. 11 h 50 + S 0 15 : Rouleottes  
 et Bûches de Noël ; 20 h 15 - V. 24 h : le  
 Marchand des quatre-saisons.

**L'ÉTÉ DES CHEFS-D'OEUVRE (v.a.)** :  
 Rivoli-Bourbourg, 4 (272-63-32), 16 h et  
 20 h : 10 décembre : Les Chefs d'œuvre  
 Alexandre Nevski ; 20 h : Quand la ville  
 dort.

**FESTIVAL MARYLIN (v.a.)** : Nicolas  
 Euzé, 2 (272-63-32) Mer, Sam, Dim.  
 Sept ans de réflexion ; Jeudi, Dim. : Ni-  
 goula ; Ven., 1 : Prince et la Danseuse ;  
 Lun. : Trouble-moi ce soir ; Mer : Mary-  
 lin.

**HUMPHREY BOGART (v.a.)** : Action  
 Lafayette, 9 (878-80-50), 1 : Mer : les  
 Anges aux figures sales ; jeudi : « My-  
 stère de la Cité Clittemore » ; Kyril  
 Carpo : Sam. : Les deux ténants per-  
 rendez-vous ; Dim. : ■ ■ ■ Passagers de la  
 nuit ; Lundi : ■ ■ ■ Fantastiques An-  
 nées de Marylin ; 2 : Eché à la Gestapo ;  
 3 : Jeudi, Sam. : Les deux ténants per-  
 rendez-vous ; Mer, Ven. Dim. Marylin ; 4 : Ar-  
 gent.

Strawberry Blonde.  
**COUP DE CHAPEAU A CHABROL :**  
 SÉPTEMBER 20 : Chabrol, 20 h :  
 Le Boucher ; Jeudi, 20 h : La Rupture ;  
 15 h : Opérea ; Ven., Mardi, 20 h : les  
 deux Femmes ; Samedi, 20 h : Le  
 tueur Kira ; Sam., 14 h : TGH du malin ;  
 16 h : Juste avant la nuit ; 20 h : La Dé-  
 cadence prodigieuse ; 22 : Docteur Poppy ;  
 23 : Les deux Femmes ; Samedi, 20 h :  
 15 h 30 : Nada ; 20 h : les Condamnés ; 22 h :  
 Landru ; lundi, 20 h : la Femme infidèle ;

**CYCLE A. DEMY, J. RENOIR :** Action  
 Française ; Samedi, 20 h : Les deux Femmes ;  
 Jeudi : Michel Stoph ; Ven. : le Testament  
 du docteur Cordelier ; Sam. : la Règle du  
 Jeu ; Landi, Mardi : les Pampilles de  
 Cécile ;

**LUIS BUNUEL (v.a.) :** Desenf, 14  
 (321-41-01) ; Mar., Sam., 22 h, Jeudi,  
 17 h : Vos... 14 h 30, Mardi, 20 h : le  
 Charné discret de la bourgeoisie ; Mer.,  
 17 h : Les deux Femmes ; Samedi, 20 h,  
 Mar., 22 h, Lundi, 17 h : Cox observe objet  
 de désir ; Ven., Dim., Lundi, 20 h, Sam.,  
 mardi, 17 h : le Pampille de la mort ; Je-  
 di, 17 h, Samedi, 14 h 30, Dim., 17 h : la  
 Voix lointaine.

**ROBERT DE NIRO (v.a.) :** Espèce Gâtée,  
 14 (327-95-95) ; En alarmance ; Raging  
 Bull ;

**APOCALYPSE NOW** (A. v.o.)  
 V.F.I. 1° (297-70-37); H.  
 teuliculle, m° (532-79-38); Gaumont-  
 Ambassade, B° (359-19-08); V.F.: Mont-  
 parnasse 83, 6° (544-14-27); Francisca, 9°  
 (770-33-08); (544-14-12); (323-04-67);  
 V.F.: 1° (331-56-36);  
 Sud, 14° (327-84-50); Wepler, 18° (522-  
 46-01); Secrétain, 19° (241-77-99).

**ALICE AU PAYS DES MERVEILLES**  
 (A.), Gaumont 1° (354-46-85)  
 (331-56-36); (330-14-46).

**AMERICAN GRAFFITI** (A. v.o.)  
 Chితлет-Victoria, 1° (508-94-14).

**AUTANT EN CHANGE LE MOINS**  
 (A. v.l.), 3 Hautecourt, m° (770-47-55).

**LE BAL DES VAMPIRES** (A. v.o.) (°).  
 V.F.I. 1° (323-04-67); (331-56-36);  
 Bananas (A. v.o.).  
 ■ (323-59-83); V.F.: Paramount Opéra,  
 1° (742-56-31).

**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A. v.o.).  
 V.F.I. 1° (354-46-85); (331-56-36);  
 Napoleon, 17° (380-41-60).

**BEN HUR** (A. v.o.), Biarritz, 8° (723-  
 69-23); V.F.: ■ (236-93-83);  
 U.G.C. 1° 13° (331-56-40); ■  
 14° (320-89-82); ■ Mistrat, 14°  
 (539-52-43); Magic-Convention, 15°  
 (828-20-44); Murat, 16° (651-99-99);  
 Romeana, 19° (241-77-99).

**LE BÉLIER ET LE LIÈVRE, LE TRIANGLE**  
 (A. ass.), Cluny-Palace, 3° (354-  
 46-85); ■ (223-18-45); V.F.:  
 U.G.C. Opéra 2° (261-50-32); Max-  
 2° (770-72-08); Montparnasse 14°  
 (323-52-37).

**CABARET** (A. v.o.), Forum 1° (327-  
 53-74); Action-Christiane, 6° (295-  
 46-66); George, 6° (856-60-60);  
 Olympia, 1° (547-67-42); Parnassus,  
 14° (329-83-13); V.F.: Lumière, 9° (246-  
 49-07).

**CALIGULA** (Ang. v.o.),  
 V.F.I. 1° (330-14-46).

**CHEER PAPA** (It. v.), *Bergère*, ♀ (770-77-58).

**LES CHARIOTS DE FEU** (A. v.), *U.C.G. Marceau*, ♀ (225-18-65).

**LE CINQUÈME VICTIME** (A. v.), *Société*, 7 (273-64-66).

**LA CIOCIARA** (It. v.), *Temptiers*, ♀ (272-94-56).

**CLAIR DE FEMME** (F.), *Châtelain Victoria*, 1 (508-94-14).

**■■■■■** (A.), *Marais*, 4 (278-47-86).

**LE CRIME EST PRESQUE PARFAIT** (A. v.), *Action Christine*, ♀ (325-47-46).

**2081 ■■■■■** **LA DÉSÉE DE L'ÉPIQUE** (A. v.), *Elysée Point-Show*, 8 (225-67-24); 3 *Hausmann*, 9 (770-47-55).

**DARK VICTORY** (A. v.), *Olympic Luxembourg*, 6 (633-97-17); *Olympic Balzac*, 3 (567-61-40); *Olympic Entrech*, 16 (561-61-40).

**EMMANUELLE (F.)** (\*\*), *Paramount-Océan*, 7 (296-80-40); *Paramount-Océan*, 6 (325-59-83); *Paramount-City*, 8 (562-45-76); *Paramount-Opéra*, 9 (749-32-47); *Paramount-Opéra*, 9 (749-32-47); *Paramount-Gala*, 5 (580-10-83); *Paramount-Montparnasse*, 14 (329-90-10); *Convention Saint-Charles*, 15 (579-33-00); *Passy*, 10 (288-62-34); *Paramount-Maillet*, 17 (758-24-34); *Paramount-Montmartre*, 18 (606-34-25); *Secretain*, 19 (241-77-99).

**LES ÉTOILES DU PARADES (F.)**, *Reynach*, 16 (■■■■■-■■■■■).

**EXCALIBUR** (Angl. v.), *Opéra-Night*, 2 (296-62-56).

**FELLINI-ROMA** (It. v.), *Champo*, ♀ (334-61-50).

**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.), *Action Christine*, 6 (325-47-46).

**FRANKENSTEIN JR.** (A. v.), *Opéra-Night*, 2 (296-62-56).

**LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.)**, *Quartier Latin*, 5 (326-84-65); *Margaux*, 6 (359-92-82); *V.J.*, 5 (235-56-20); *742-60-33*; *Richelieu*, 22 (235-56-20); *742-60-33*; *Richelieu*, 22 (235-56-20); *742-60-33*; *Richelieu*, 22 (235-56-20); *Sud*, 14 (327-84-50); *Montparnasse-Patbé*, 14 (320-12-06); *Convention St-Charles*, 15 (579-33-00); *Wepler*, 18 (606-34-25); *Secretain*, 19 (241-77-99); *Gaumont-Gambetta*, 20 (463-10-11); *Gaumont-Gambetta*, 20 (463-10-11).

**A LA RECHERCHE DE MR GOODBAR**  
(A. v.o.) : Boite || films, 17 (622-44-21), 20 h 10.

**AMERICAN GIGOLO** : Châteliet-Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 18 h, sam., + 0 h 15.

**AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.)**  
Châteliet-Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), || h + 0 h 10.

**CITIZEN KANE (A. v.o.)** : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), || h et 24 h.

**CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU** (Fr.) St-Ambrose, 11<sup>e</sup> (700-94-56), 18 h 15.

**L'ENFANT SAUVAGE (Fr.)** : Châteliet-Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 14 h 10.

**LA FIEVRE AU CORPS (A. v.o.)**, Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h.

**JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.)**, Châteliet-Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 18 h 15.

**MALEVIL (Fr.)**, Tempeliers, \* (272-94-56), S, D, 16 h 15.

**MON ONCLE (Fr.)**, Tempeliers, \* (272-94-56), S, D, 18 h 15.

**NEIGE (Fr.)**, Tempeliers, \* (272-94-56), 22 h.

**PARA VENTISE (A. v.o.)** : studio Galande, S, 15 h 40.

**PERFORMANCE (A. v.o.)** : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

LA PISCINE (Fr.), Châtelet-Victoria, 1°  
1509-94-14, 20 h.

LE PRÉ (Fr.), St-Ambroise, 11°  
700-89-16, mardi 19 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE  
(A. v.o.), Châtelet-Victoria, 1° (508-  
94-14), 22 h 10.

REMERCIANT FÉLIX (A. v.o.), St-Jas-  
tes, 11° (700-89-16), mardi 17 h.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.), Cinécho, 6°  
(633-10-82), 14 h, 15 h 40.

SATURNIN ET LA FEE PAS COMME  
LES AUTRES (Fr.), Orléanais, 2°  
(534-72-71), 22 h 40 et 0 h 15.

SCARMOUCHE (Fr.), Acadia, 17°  
(764-97-83), 16 h.

THE HORROR PICTURE  
SHOW (A. v.o.), L'Acad Gaieté, 5°  
(534-72-71), 22 h 40 et 0 h 15.

LES CROCS DE LAURA MARS (A. v.o.) ; Temples, 3° (272-94-56),  
22 h.

ZAZABRIE POINT (A. v.o.) ; Boîte A  
Films, 17° (622-44-21), 18 h 15.

**DANSE**

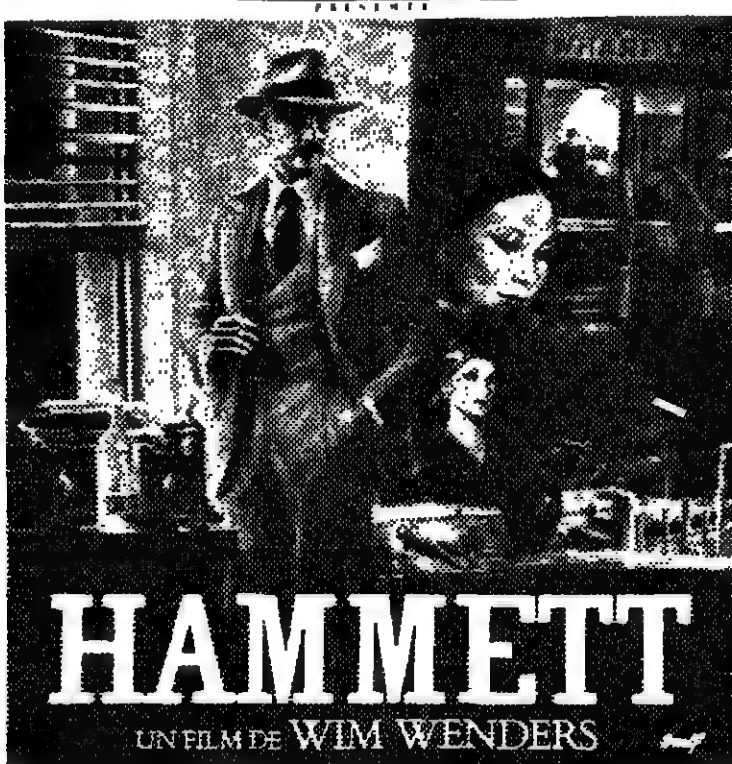
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), le ■  
h ■ 20 h 30 ; le 30 ■ h ■ h 30 et  
h 30 ; le 31 ■ h ■ h 30 et  
STUDIO-TH 14 (545-49-77) le ■ h ■  
h 20 h 30 ; Ca Madra.

LE DU RONDO-POINT  
THÉ. D. 14, 5, 6, 7 h 20 h 30 ; Rush Dance  
Club.

**PALAIS DES SPORTS (828-40-90)**, les  
1<sup>re</sup>, ■ à 20 h 30 : le 30 à ■ h 30 et  
20 h 30 : Ballets Mazowsze.  
**STUDIO-TH 14 (545-49-77)** le ■ h  
20 h 30 : C<sup>ie</sup> Hadra.  
**TH. DU ROND-POINT (■■■■■)** les  
1<sup>re</sup>, 2, 3, 5, 6 ■ 20 h 30 : Rush Dances  
Company.


**POUR LES SALLES, VOIR LIGNES PROGRAMMES.**

FRANCIS FORD COPPOLA



**-POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES**



  
**Claude RICH**  
**Michel DUCHAUSSOY**  
**Jacques FABBRI**  
**Maurice GARREL**  
**Victor GARRIVIER**  
**Marie TRINTIGNANT**  


  
**Maurice RONET**

# UN MATIN ROUGE

Un film de **Jean-Jacques AUBLANC**  
Musique **Angelo BRANDUARDI** ——— **Gerry FISHER**  
coproduction : **F** Production Films, **P** **I** **N**  
la participation **FRAN** **IS** **CHAUMETTE**  
*Ils avaient 12 ans le 4 avril 1943.*  
*Ils ont juré.*

Il y avait 12 ans le 4 avril 1943.  
Ils ont juré.

UGC BIARRITZ • UGC OPERA • UGC ODEON • ATHENA • CINE BEAUBOURG LES HALLES • 14 JUILLET PARNASSE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE  
PARRAINE PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA

**Prix Perspective du Cinéma Français**  
**Cannes 1982**


**INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS**

FILM DE  
JEAN-LOUIS  
BERTUCCELLI

MK2

INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

UN FILM D'ARTHUR PENN



GEORGIA

The poster features a black and white photograph of four people in period clothing. A man in a top hat and a woman in a bonnet are in the foreground, looking towards the right. Behind them, another man and woman are visible. The background is a dark, textured surface. The title 'GEORGIA' is written in large, bold, serif capital letters at the bottom. Above the title, the text 'UN FILM D'ARTHUR PENN' is written in a smaller, sans-serif font. There are small circular logos in the bottom right corner.

**■ V.O. : MARIGNAN PATHÉ - QUINTETTE - en V.F. : FRANÇAIS**  
**■ PATHÉ - MONTPARNASSE 83 - CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUD**  
**■ U.G.C. GARE DE LYON - FAUVETTE - GAUMONT GAMBETTA**  
**■ PATHÉ Champigny - GAUMONT Evry**  
**■ GAUMONT OUEST Boulogne - ARGENTEUIL - AVIATIC Le Bourget**  
**■ 3 VINCENNES**

Dans cet hôpital, votre prochaine visite pourrait être la dernière

TERREUR  
À L'HÔPITAL CENTRAL

PIERRE DAVID et VICTOR L'OLIVIERI PRODUCEUR  
SCÉNARIO DE VICTOR L'OLIVIERI  
DANS UN RÔLE PRINCIPAL AVEC CLAUDE HENRIOT  
PRODUCTEURS ASSOCIÉS PIERRE DAVID et VICTOR L'OLIVIERI  
UNE PRODUCTION FILM PLUS ARTISTIQUE

PIERRE DAVID et VICTOR L'OLIVIERI PRODUCEUR  
SCÉNARIO DE VICTOR L'OLIVIERI  
DANS UN RÔLE PRINCIPAL AVEC CLAUDE HENRIOT  
PRODUCTEURS ASSOCIÉS PIERRE DAVID et VICTOR L'OLIVIERI  
UNE PRODUCTION FILM PLUS ARTISTIQUE

**PARAMOUNT CITY TRIOMPHE (sous-titres anglais)**  
**PARAMOUNT OPÉRA – PARAMOUNT MARIVAUX**  
**PARAMOUNT BASTILLE – PARAMOUNT MONTMARTRE**  
**PARAMOUNT MONTPARNAISE – PARAMOUNT ORLÈANS**  
**PARAMOUNT GALAXIE – PARAMOUNT ODÉON**  
**CONVENTION St-CHARLES – 3 SECRETAN – Le MAUREY**  
**PARAMOUNT MAILLOTT**

En périphérie: **VILLAGE Neuilly – PARAMOUNT La Vierge**  
**CLUB Colombes – BUXY Val d'Yerres – 4 MOUSQUETAIRES St**  
**Michel-sur-Orge – OLYMPIA Versailles – ALPHA Argenteuil**  
**VÉLIZY II – 4 TEMPS La Défense – FLANADES Nanterre**  
**CARRÉFOUR Paris – ARIEL Reuf-Malmaison – ART EL Crétail**

LE 1<sup>er</sup> FILM DE JUST JAECKIN  
"Un coup de Maître !"

**Emmanuelle**  
**9<sup>ème</sup> ANNÉE D'EXCLUSIVITÉ**  
**A PARIS**  
**TOUS LES RECORDS**  
**DE DURÉE**  
**ET D'ENTRÉES PULVÉRISÉS**  
**3.100.000**  
**SPECTATEURS**

Elle aime ça,  
de plus en plus...  
Elle le fait  
quand elle le veut.

ELLE EST  
PLUS BELLE  
QUE JAMAIS

ALAIN DUNY - SYLVIA KRISTEL - MARIKA GREEN  
**Emmanuelle** - J. L. BARRON - J. L. BARRON  
DANIEL SAINY - JACQUE GUILLAUD - GUY-ROBERT BOUSSON - GUILLAUME - ALAIN DUNY



Le Monde

# société

APRÈS LES INCIDENTS ENTRE POLICIERS ET IMMIGRÉS DANS LE HAUT-RHIN

## Patiences perdues

De notre envoyé spécial

A trois reprises en une quinzaine de jours, le département du Haut-Rhin a été le théâtre d'incidents survenus, à chaque fois pour des raisons de peu d'importance, entre la population immigrée et la police. Le 9 juin d'abord, à Bourzwiller, une banlieue périphérique de Mulhouse (le Monde du 9 juin), puis, le 21, dans le quartier de la Cité, à Mulhouse même, et enfin, le 22, à Wittenheim, une commune du bassin potassique. Les policiers en patrouille ont été, à plusieurs reprises, agressés, parfois sévèrement, aux dépens de leur propre sécurité.

Mulhouse - Bourzwiller. — « Une émeute ? Pourquoi pas un soulèvement, pendant que nous y étions, on l'insurrection, hein ? » dit Anne-Marie Bernhard, 49 ans, née à Bourzwiller, une banlieue périphérique de Mulhouse, le 21, dans le quartier de la Cité, à Mulhouse même, et enfin, le 22, à Wittenheim, une commune du bassin potassique. Les policiers en patrouille ont été, à plusieurs reprises, agressés, parfois sévèrement, aux dépens de leur propre sécurité.

Présidente, depuis des années, du centre social, créé en 1968, militante active de la Confédération syndicale du cadre de vie, et infatigable animatrice de la Maison pour tous, elle a vu, et bien peu de crédits, dans l'une des H.L.M. de la rue des Romains, — Mlle Bernhard est une « figure » du quartier. Pas un geste (et il y en a eu quelques-uns) de sa part, elle ne se laisse pas aller à dire, jusqu'à dix-huit ans, qu'elle ne

connaît pas son nom et prénom, pas une famille dont elle ne sache l'histoire, les difficultés, les méfaits ou les mérites. « Jamais, dit-elle, comme trop souvent, d'ici n'a voulu affronter la police ! En revanche, ce sont les policiers qui ont aggravié la situation. Ils ont systématiquement montré vis-à-vis des immigrés, garçons ou filles, jeunes ou vieux. Le 6 juin, il a suffi d'une nouvelle maladresse — une fille décochée par un agent au petit D. — pour que tout le monde se mette à perdre son sang-froid. Mais il n'y avait pas de quoi dramatiser. Il y a déjà eu des cas de décès comme ça ! »

Sur ce point, tout le monde est bien d'accord : les très rares Algériens de souche, qui feraient presque figure d'étrangers dans le quartier qu'on se rendait à peine à l'appeler un ghetto, et les immigrés eux-mêmes. « A cause de ces histoires, comme le dit M. M., un Français musulman de seize ans, le quartier ne passe plus pour un coupe-gorge, alors qu'il est dangereux seulement quand les flics y viennent », ce qui dépend de l'attitude des policiers. « Depuis l'autre jour, ajoute un autre, du piquet de moins en moins, mais quand ils viennent, alors, c'est un déploiement de force pas croyable : une armée en miniature ! » Mlle Bernhard, elle, mise à part, ce dont elle souffrait le plus profondément, c'est de passer pour des pestiférés, ou, comme le dit Abdelkrim, dix-huit ans, « de rester toujours des Arabes aux yeux des Français, même si la mention « nationalité française » figure sur notre carte d'identité, même si ma mère, avant moi, est née ici ! »

feuille de papier quadrillé, au mur, où l'on s'applique à consigner, rencontre après rencontre, les scores du Mondial, — table, quelques sièges et un téléphone. S'appropration, chômage fréquent, marginalisation engendrée par un racisme latent. Pour les bénévoles du Syndicat du cadre de vie, réhabiliter et restaurer ce quartier, y développer des possibilités de loisirs ; y instaurer des moyens valables de prévention et y organiser un petit ensemble social, telles sont les mesures indispensables qu'il convient de prendre en priorité. Toutefois, on insiste sur la nécessité — si d'aventure on se décidait enfin à entendre leurs doléances — d'associer les habitants du quartier à toute décision, qu'elle concerne la santé, l'environnement, l'éducation ou les loisirs. Seulement, comme le fait remarquer une latineuse de la rue, à Bourzwiller, nous n'avons pas de couleur politique.

### Ces jeunes nés en France

Pour M. Léonelli, il faut voir « dans un réveil du monde musulman », dans « l'assurance nouvelle que leur nombre important leur donne », dans « une sorte de prise de conscience, un nouvel état d'esprit », les vraies raisons des récents incidents survenus à Mulhouse. N'est-il pas vrai que ces jeunes, nés en France, se sentent mal dans leur peau, et, ce qui est plus fâcheux, qu'ils ne sont pas les patients de leurs « parents » ? Quel qu'il en soit, le directeur départemental des P.U. l'affirmera une fois encore :

Et nous n'acceptons pas plus d'être « récupérés » — à notre corps défendant — par ceux qui ont voulu que nous soyons des « étrangers » qu'ignorés par ceux auxquels nous n'avons pas fait d'offenses.

Dans son bureau du commissariat central, à la cité administrative, le commissaire Ange-Paul Léonelli, directeur départemental des polices urbaines (P.U.), s'efforce, lui aussi, d'arrondir les angles, se plaignant d'affirmer qu'il n'existe aucun contentieux entre la police et les Maghrébins, et que ceux-ci, d'ailleurs, sont généralement bien admis à Mulhouse, où ils se sont installés très longtemps. Pourtant, il dira, mais avec l'air presque navré, que « évidemment, les Maghrébins entrent pour une certaine part dans les statistiques de la délinquance », avant de dire que les policiers n'ont aucune velléité de travailler séparément des « affaires », ces populations.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## JUSTICE

AUX ASSISES DE PARIS

### Philippe Maurice a été condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle

Reconnaitre Philippe Maurice innocent du meurtre du gardien du parking du 954, rue Lecourbe, M. Mohamed Hachemi et le condamner à la peine de dix-huit années de réclusion criminelle pour tentative d'homicide volontaire sur la personne de l'autre gardien, M. Mohamed Khoucha (le Monde du 30 juin), n'est pas apparu comme un paradoxe à la cour d'assises de Paris.

Après une heure trente de délibérations, les huit femmes et quatre hommes qui siègent, mardi 29 juin, sous la présidence de M. Guy Floch, ne sont pas allés au-delà de la condamnation de Philippe Maurice à dix-huit années de réclusion criminelle pour tentative d'homicide volontaire sur la personne de l'autre gardien, M. Mohamed Khoucha (le Monde du 30 juin), n'est pas apparu comme un paradoxe à la cour d'assises de Paris.

La condamnation de Philippe Maurice dans cette affaire n'a pas de réelles conséquences pour lui puisqu'elle est confondue avec la peine de réclusion criminelle à perpétuité qu'il subit pour le meurtre d'un policier. Mais elle avait aux yeux de ses avocats, M<sup>rs</sup> Dominique Marion-Fondaneche, Philippe Lemaire et Jean-Louis Pelletier, une grande valeur de symbole. Elle devait pour eux apporter une sorte de contre-poids au « fréquentedictoire » dans lequel on les avait, selon

eux, enfermés lors du procès antérieur, auquel Philippe Maurice avait été condamné à mort (le Monde du 30 octobre 1980).

« Accablé Philippe Maurice a été une volonté constante de la justice française, a précisé M<sup>re</sup> Lemaire, M. Khoucha général n'est pas tombé dans ce travers en requérant vingt ans. Pour la première fois, a-t-elle ajouté, a-t-elle admis que Philippe Maurice pouvait obtenir des circonstances atténuantes. »

La cour n'a pas voulu donner à Philippe Maurice ce « symbole », ce « signe », qui demandait la défense et qu'avait donné une cour d'assises de composition différente, avec le même président, le 25 février : alors que l'avocat général avait réclamé la réclusion criminelle à perpétuité pour tentative d'évasion et d'assassinat, Philippe Maurice avait alors été condamné à seize années de réclusion criminelle (le Monde du 27 février). — Jo. S.

## CARNET

### Réceptions

— L'ambassadeur de Tchécoslovaquie et Mme Jean Pochon ont donné une réception mardi à l'occasion de leur départ.

— L'ambassadeur du Bangladesh et Mme A. Monin ont donné une réception mardi à l'occasion de leur départ.

— L'ambassadeur de Djibouti et Mme Ahmed Ibrahim Abou ont donné une réception mardi à l'occasion de la fête nationale.

### Naissances

— Marie-Hélène RABIER et Carlos MALTEZ-TERRELLA ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Maud, le 26 juin 1982.

— Bernard et Blanche RADIGNON-DEPRESNE, François et Anne-Elisabeth, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

### Mariages

— M. et Mme Gérard PÉPIN, M. et Mme Yves ASTIER, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

— M. et Mme GILLES et Mlle GILLES ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

### Décès

— La direction, le personnel de la société SODEPRA ont la tristesse de faire part du décès de :

— M. Clément COURTEL, directeur des services comptables de la SODEPRA, survenu le 30 juin 1982, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Paris.

### Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Sorbonne), mercredi 30 juin, à 14 heures, salle C 26, Mme Aziza Benhami : « Nationalisme, violence et révolution en Algérie ».

— Université Paris-VII, mercredi 30 juin, à 20 h 30, salle B 362, M. André Laroche : « Jacques Coeur et les classiques ».

### Décès

— La direction, le personnel de la société SODEPRA ont la tristesse de faire part du décès de :

— M. Clément COURTEL, directeur des services comptables de la SODEPRA, survenu le 30 juin 1982, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Paris.

### Mariages

— M. et Mme Gérard PÉPIN, M. et Mme Yves ASTIER, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

— M. et Mme GILLES et Mlle GILLES ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

### Décès

— La direction, le personnel de la société SODEPRA ont la tristesse de faire part du décès de :

— M. Clément COURTEL, directeur des services comptables de la SODEPRA, survenu le 30 juin 1982, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Paris.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Le maire d'Aix-les-Bains condamné à six mois de prison avec sursis

Chambéry. — M. André Grosjean, maire d'Aix-les-Bains, vice-président du conseil général de la Savoie, a été condamné à six mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende. M. Grosjean était inculpé de complicité de publicité mensongère et de complicité de faux usage de faux qu'il avait obtenus auprès du gérant d'une société de Malsaucy-Alpin, M. André Tussaud, dans le cadre d'une opération de promotion immobilière.

### M. Tchéristineff est relaxé

Montpellier. — M. Tchéristineff, animateur des Ballets Arapiou, ancien premier danseur des ballets du marquis de Guverna, a été relaxé par la cour d'appel de Paris dans l'affaire des Ballets Thales (le Monde du 11 février).

### Un étudiant marocain de Montpellier a disparu depuis plus d'un an

Montpellier. — Depuis plus d'un an, on est sans nouvelles d'un étudiant marocain, Mohamed Rafik, né le 20 avril 1952, inscrit à la faculté de droit de Montpellier : ancien élève des sections de l'Union nationale des étudiants marocains à Tours, puis à Montpellier, M. Rafik a été déclaré disparu par la justice.

N'ayant aucune information sur son sort depuis le 18 juin 1981, la famille et la section de Montpellier de l'UNEM mandatera fin décembre 1981, M<sup>rs</sup> François Roux et Alain Ortan, avocats au barreau de Montpellier, pour entreprendre à Rabat des démarches auprès des autorités marocaines. Ces démarches ont été repues par le secrétaire général du ministère de la justice qui leur a promis alors d'ordonner immédiatement des recherches. Aucune trace ne fut retrouvée de Mohamed Rafik dans les dossiers judiciaires ou dans les prisons marocaines. Les deux défenseurs demandèrent alors que l'on interroge les policiers qui avaient procédé à l'arrestation. Après deux jours d'attente, ils furent informés que les policiers n'avaient pas abouti, les avocats, accompagnés de M<sup>rs</sup> Bernard Travier, membre du barreau de Montpellier, obtinrent une audience, début mars, auprès du ministre de la justice lui-même.

Les avocats estimant aujourd'hui qu'ils n'ont plus d'autre moyen que de faire connaître publiquement cette situation aux organisations humanitaires et à l'opinion publique. D'autre part, ils ont demandé à deux confrères de Rabat de déposer plainte entre les mains du procureur du roi à Casablanca pour séquestration et détention arbitraire. (Corresp.)

### VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES DIMANCHES & JUILLET — à 10 h : Gravures, petite tableaux — à 14 h : Objets d'art, livres, pierres dures. Importation bijoux : solitaires, émeraudes, saphirs. Mobilier rustique et de style. M<sup>rs</sup> J.-P. LALIVIER et L. BARRY-POISSONNET C.F. ass. Tél. (37) 36-04-39

**Sté Paris Rénov**  
FABRICANT - INSTALLATEUR  
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres (bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)  
• Les fenêtres Rénov posent en une journée  
• Sont faites sur mesures  
• S'adaptent à tous styles  
• Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 31/8/82)  
Ex. prix : Pour changer une fenêtre 1 m 85 haut x 1 m 40 de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace 8 mm, comptez 2.950 F.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE  
75001 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

**BC-PO**  
L'ART DE LA CHARTRE  
Galerie de Chartres  
Dimanches & JUILLET  
à 10 h : Gravures, petite tableaux  
à 14 h : Objets d'art, livres, pierres dures  
Importation bijoux : solitaires, émeraudes, saphirs  
Mobilier rustique et de style  
M<sup>rs</sup> J.-P. LALIVIER et L. BARRY-POISSONNET C.F. ass.  
Tél. (37) 36-04-39



## UN COLLOQUE À PARIS-VII

## Les universités souhaitent passer de l'aide à la coopération avec le tiers-monde

Comme les universités françaises peuvent-elles coopérer avec les pays du tiers-monde ? Dans quelle mesure la recherche scientifique menée en France peut-elle contribuer au développement des pays moins avancés ? Comment éviter les pièges de l'exotisme, du folklore ou du néo-colonialisme ? Tels furent quelques-uns des grands thèmes abordés les 22 et 23 juin à l'université de Paris VII (Jussieu). L'occasion d'un colloque sur « L'Université et le tiers-monde ».

français à l'égard du tiers-monde », auquel ont participé enseignants et chercheurs de toutes disciplines — français et étrangers. Les journées Jussieu, organisées par Jean-Luc Dallemagne, vice-président de l'Université de Paris VII, avaient été préparées lors du colloque national sur les sciences nouvelles des universités, réuni à Lyon, au printemps dernier (16-17-18 mars), sur l'initiative du ministère de l'Enseignement nationale.

Voilà plus de vingt ans que l'Université française a copié les méthodes des anciennes colonies d'Afrique et de Madagascar, mais elle n'a rien appris. Lorsque la France a voulu s'ouvrir à d'autres peuples, elle a été dérangée par des événements, en l'occurrence, l'accusé de néo-colonialisme. Lorsqu'elle ne trouve pas assez qu'elle soient disposés à se débarrasser de la France, elle se reproche de faillir à sa mission d'aide et de coopération. Celle-ci passe plus vite que le vent en France d'étudiants étrangers, accueilli qui crée aujourd'hui des problèmes multiples aux universités.

chage, on évite ce qu'un chercheur perçoit à quelque « universitaire » en cherchant à définir eux-mêmes les thèmes de recherche qui sont proposés aux pays en développement.

Tout n'est pas si simple pour autant. On ne peut pas simplement aller dans le monde et simplifier au profit

# SCIENCES

LE QUATRIÈME ESSAI DE « COLUMBIA »

**La plus grande discrétion entoure le déroulement  
des expériences à bord de la navette**

« Damm ! » (malédiction). Pourquoi pas bien ? La seule information officielle donnée sur les expériences « militaires » auxquelles ont été livrés les astronautes de la navette spatiale Columbia. Ce jour-là échappé à un membre de l'équipage — on ne sait s'il s'agit de Thomas Mattingly ou d'Henry Hartsfield — a brièvement indiqué que tout ne se passait pas pour le mieux. Mais qu'en est-il précisément ? Un directeur du vol a indiqué que la journée de mardi était très chargée, mais le pic n'a été officiellement ni fait pas apparition. Et, pour la première fois, une déclassification, les astronautes sont peu discrets, même quand ils sont en liaison avec le centre de contrôle de Houston et pas en communication directe avec le Pentagone.

Que la journée ait été chargée n'est dépendant pas une surprise. En effet, les astronautes n'ont pu faire tout ce qu'ils désiraient, notamment à cause des manœuvres dont a souffert Henry Hartsfield. Peut-être à cause des mouvements de bargeage et de rouls imprévus qui ont affecté la navette quand elle a été placée sur un bas — une position qui de-

**CHATELET**  
INDIVISIBILITÉ PRIVEE  
DE QUATRE CHATEAUX AVEC TERRAIN  
**de 3 TERMINAIS**  
**A B C D**  
EFFECTIVIS LIMITES  
Progr. pr. H  
**REINFORCÉS**  
**RÉSULTATS HEBDOMADAIRES**  
12, rue de Halles  
**75001 PARIS**  
Tél. 01-42-15-15-15  
Métro Châtelet - 1<sup>re</sup> et 11<sup>ème</sup> Lignes  
Maison formale pédagogique  
à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE  
72-35-36

des États-Unis surtout. Je convaisquerai mes collaborateurs, mais son rôle doit être celui-ci : leur permettre qu'il n'y trouve ni collaborateurs, ni documentation, ni collaborateurs pour soutenir ses recherches ? Pour M. Laurent, professeur de mathématiques polytechnique, il faut « reconnaître le poids du tiers consacré par pour les chercheurs, ils doivent faire un effort particulier ». Ce n'est pas le traduire en une logistique de « postes » permettant aux chercheurs un haut niveau de « déplacer pour contact » avec leurs collègues « d'équiper les laboratoires ».

Pour M. Jean Dausset, prix de médecine, « il faut d'abord former ses premiers autour chaque » et cela, « c'est le rôle de la discipline ». Les chercheurs de « sont en » difficile, souvent ingrat, « indispensable » à eux de défricher, au prix de quelques sacrifices, il ne faut avoir une coopération, qu'avec

Le montant de la part des bourses nationales (100 millions) du second degré reste inchangé pour les classes de 1982-1983. Les classes de collège en 1982-1983. Une note de service parue au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 24 juin le fixe à 168,30 francs, ce qui est le même que les quatre années précédentes (le Monde du 18 juillet 1981).

Pour les élèves des classes de second cycle, qu'il s'agisse de l'enseignement général ou de l'enseignement technologique, pour court, le montant de la part reste fixé à 168,30 francs après la revalorisation du 1<sup>er</sup> avril dernier. D'autre part, les dispositions pour multiplier les candidatures sont reconduites (parts supplémentaires pour les boursiers des sections d'éducation spécialisée, des classes « quatuor » et des préparations de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de tous les ordres de secondaires, quels que soient les enseignements choisis). Outre ces parts, quelques déboursiers de l'enseignement technique court (lycées d'enseignement professionnel, LEP)

« Mais comment convaincre les gouvernements des pays en voie de développement qu'ils doivent, en tant qu'il y a des problèmes de tiers-monde aussi, on ne me fait pas attendre », a observé un économiste français. La question qu'on se ferme dès qu'il y a un problème de ce genre : Les Nations Unies ne peuvent pas, par exemple, à l'Université technique française un programme de coopération à son sujet, un programme d'enseignement des diplômés. A cet égard, les participants ont

une formation au **tertiarisme** pour les **francophones** du tiers-monde, sur le modèle de l'université Lumumba de Kinshasa ou de une université pour tous africains, selon un intervenant.

Des critiques de **l'enseignement** sont portées contre une conception **européenne** du savoir, un nouvel avatar de l'impérialisme. Le savoir **occidental** est parfois **imposé** au tiers-monde, a affirmé un enseignant africain.

Il **est** **nécessaire** **un** **enseignement** **universel**, pour tous les peuples, **indépendant** de tout enseignement **européen** du tiers-monde comme **un** **élément** **constitutif** **pour** **toutes** **les** **universités** **françaises** **ont** **admis** **la** **bien-fondue** **de** **cette** **critique**.

**ROGER CAUL**

## A Toulouse

**M. SAVARY  
ANNONCE UN PLAN D'URGENCE  
POUR LA FORMATION  
EN MICRO-ÉLECTRONIQUE**

(De notre correspondante,  
Toulouse — Les troisièmes  
Journées « micro-ondes et leurs applications » ont été organisées par l'association pour la détection ou de la météorologie — ont eu lieu à Toulouse du 10 au 12 avril Savary, ministre de l'éducation nationale, sous la présidence de M. Jean Laffont, député-maire, chercheurs en production publique privée, y ont pris part pendant qu'ils accomplissent pendant quatre ans un stage de formation dans les laboratoires de Lille, Limoges et Toulouse, en relation avec le C.N.R.S.

M. Savary a annoncé la mise en place d'un nouveau plan d'études pour la formation des ingénieurs en micro-électronique, qui répondra à une loi votée il y a deux ans et qui prévoit que les étudiants y en fassent quatre années d'enseignement au lieu de trois.

Ces études seront dispensées intégralement à Paris, la Bretagne, les régions Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. Il s'agit de renforcer cet effort initial et surtout de rendre plus attrayantes ces études.

M. Savary, le même jour, a posé la première pierre d'un centre d'hébergement de la FIAS (Fédération internationale aéronautique) Toulouse, qui accueillera en octobre prochain des centaines d'élèves étrangers.

La France suivra un enseignement linguistique, technique et scientifique. « Il ne suffit pas de savoir voler », déclare-t-il, « il faut aussi comprendre nos partenaires ».

Ils disposent d'un personnel technique capable de leur expliquer, a observé le général Jacques Bertrand, président de la SNI (Société nationale industrielle aéronautiques spatiales) et de la FIAS.

CATHERINE LAURENS.

**bourses d'études  
du second degré**

**DES MESURES  
POUR AIDER LES ÉLÈVES  
DES LEP**

Le montant de la part des bourses nationales dans le second degré reste inchangé pour les élèves fréquentant une classe de collège en 1982-1983. Une note de service parue au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 24 juin le fixe à 168,30 francs, soit la même somme que les quatre années antérieures (le *Monde* du 18 juillet 1981).

Pour les élèves des classes de second cycle, qui s'agissent de l'enseignement général ou de l'enseignement technique, la part des bourses pour le premier cycle, le cours, le montant, à la part reste fixe à 168,30 francs après revalorisation du 1<sup>er</sup> avril dernier.

Les bourses pour les élèves techniques sont plus élevées que les reconduites (part plus importante pour les cours particuliers, les ateliers, les spécialités, des classes à rythme et troisième préparatoire) et tous les autres choix.

Le montant des bourses de l'enseignement technique (type d'enseignement professionnel, l'ensei-

**DROIT**  
**Sciences Eco.**

- Stage intensif 2<sup>e</sup> session
- Stage de rentrée
- Soutien annuel

# SCIENCES-PO

Stage Intensif  
Préparation annuelle  
Corps enseignant diplômé I.E.P.

**SUP ASSISTANCE**

Enseignement supérieur privé  
19, rue de Batilly - 75001 PARIS  
Tél. 01 47 33 12 12 - Fax 01 47 33 12 13  
E-mail : [info@supi.fr](mailto:info@supi.fr) - [www.supi.fr](http://www.supi.fr)

**SC-PO**

préparation annuelle  
En 4044, cours d'été  
Collège  
**Sainte-Barbe**  
Etablissement d'enseignement privé  
1, rue Voltaire - Paris 5<sup>e</sup> - 375 43 98 21

**INSTITUT  
DU  
CHATELET**  
INFORMATION PRIVE  
CONTACT 01 47 33 11 11  
à TERMINALES

**A B C D**  
EFFECTIFS LIMITÉS  
Programme M  
Méthodes RENFORCÉES  
RÉSULTATS HEBDOMADAIRES  
12, rue des Halles  
71001 PARIS  
Tél. : 236-09-12 C.A.B. 100  
Gâtelineau - 01 20 20 20 20  
Même formule pédagogique  
à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE  
973-25-04

**QU'EST CE QUI FAIT COURIR LES CASSEURS?**

**DICTOGRAPH 603.74.15**  
SYSTÈME DE SÉCURITÉ 123, rue de Bellevue  
92100 Boulogne.







# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### coiffer en vacances

Les activités sportives de l'été - baignades, sports nautiques, tennis - incitent à faire des shampoings encore plus souvent qu'à l'accoutumée. Utilisés par tous les membres de la famille, le sèche-cheveux est la base de l'équipement coiffeur.

De nombreux appareils pliants se glissent facilement dans un valise. Leur manche articulé se place parallèlement au cylindre renfermant le moteur, prenant ainsi le minimum de place. Pour les mini-sèche-cheveux, il faut une puissance de 550 watts, en 220 volts, ne mesurez pas une fois pliés, que 12x8 cm, son fil se glisse à l'intérieur du manche pour un rangement (Braun, n° 700, 120 F). D'une puissance de 1 200 watts, le sèche-cheveux de 120 cm de long, le Sunbeam n° 118, est à bivoitage, 110-220 volts. Il se replie et se range dans un sac souple (110 F). Il est également à bivoitage, 110-220 volts, un autre appareil de 1 200 watts en bivoitage à trois allures de chauffe (Babyline, n° 1 260, 130 F).

D'autres sèche-cheveux, bien que plus pliants, ont une forme qui les rend faciles à emporter en vacances. Le plus petit est un simple cylindre de 14 cm de long, d'une puissance de 500 watts, en 220 volts, pour un rangement (Mini Moulinex, 110 F). De forme classique, le pistolet, mais peu encombrant, 9x13 cm - le Mini 1000 - de Philips a deux allures de chauffe et de ventilation, 500 W, 1 000 W, son appareil à bivoitage se range dans un sac rigide (120 F).

Un sèche-cheveux de 1 000 watts en 220 volts, permet d'humidifier une mèche rebelle en cours de brushing, par une pression du doigt sur une gâchette. Le pistolet amovible est séparé de la partie électrique par un double cloisonnement («Aqualis» Vivaip, 135 F). Prati-

que pour ceux qui voyagent, un sèche-cheveux de 1 000 watts, dans un sac avec miroir, fonctionne sur les voltages et se branche sur des adaptateurs, sur les écarts de prises de courant (Turbo-pocket Krups, 167 F).

Pour sécher une chevelure frisée, deux appareils ont un diffuseur d'air sphérique, permettant à une pomme d'arrosoir. Le « Softstyle » de Braun est un sèche-cheveux de 1 000 watts sur lequel s'adapte le diffuseur d'une forme normale ; il s'accompagne d'un flacon-vaporisateur pour humidifier les cheveux (175 F). Le « Babyline » de Philips est un sèche-cheveux d'air sphérique, qui possède une ventilation douce et silencieuse (220 F).

Pour combiner le séchage des cheveux et le brushing, il existe deux versions, une avec le manche, Braun n° d'équipement « Fixe en plus » qui envoie de l'air chaud sur le cuir avant de la brosser, pour renforcer le cuir. Pour la voyager, un petit modèle possède un appareil de type, avec un peigne, une brosse et un flacon vaporisateur (299 F).

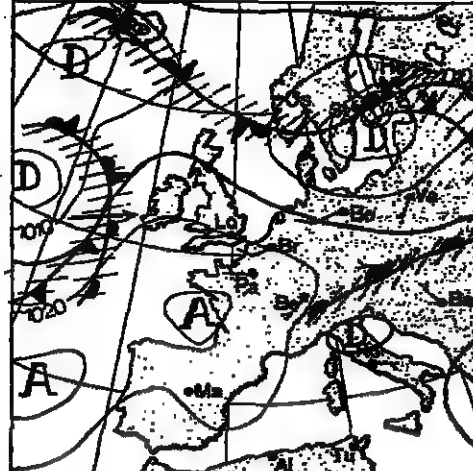
La brosse chauffante, mais non soufflante, s'utilise sur cheveux secs. Elle renforce la mèche : une poignée débrayable permet de la dérouler sans se brûler. Pour le voyage, de nombreux modèles, en multi-voltage, ont une brosse électrique qui rentre dans le manche et se range dans un sac : Babyline, Calor, Krups, entre 130 et 140 F. Le « Microbrush » de Babyline est une brosse rétractable qui fonctionne sur 6 ou 12 volts et se branche sur l'allume-cigare d'une voiture.

JANY AUJAME.

(1) Tous les prix indiqués peuvent être sujets à des variations selon les points de vente.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 30.06.82 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)

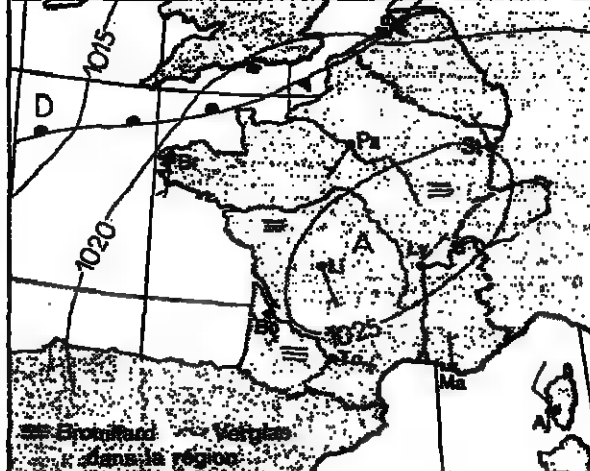
Sur la France, au cours des vingt-quatre heures, le champ de pression se maintient sensiblement au centre anticyclonique s'est formé sur l'Aquitaine. Il protège notre pays de la pénétration des perturbations océaniques, rejettées vers le nord de la Bretagne, et jusqu'à la nuit du 1<sup>er</sup> au 2<sup>er</sup> juillet, quelques nuages apparaîtront à l'extrême nord de la Bretagne.

### FORMATION PERMANENTE

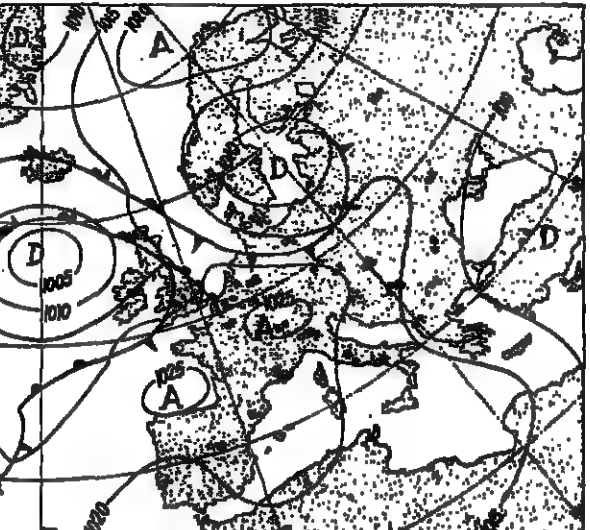
**ENVIRONNEMENT - LA ROCHELLE.** - Dans le cadre des travaux généraux de la ville, le Festival de la Rochelle et le Comité d'architecture d'urbanisme et de l'architecture de la Charente-Maritime (C.A.U.E.) organisent des ateliers sur le thème « Le paysage sonore et la ville », les 2, 3 et 4 juillet. Ces ateliers seront ouverts aux membres de l'association de l'urbanisme de la ville.

\* Festival de la Rochelle, 4, rue Saint-Jean-de-Péret, 17000 La Rochelle, tél. (46) 41-03-35.

### PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



30 degrés ailleurs. En soirée, arrivée de quelques nuages à la Bretagne aux Flandres.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 juin à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 juin) : Ajaccio, 26 et 15 ; Bordeaux, 22 et 14 ; Brest, 18 et 9 ; Caen, 19 et 10 ; Cherbourg, 17 et 11 ; Clermont-Ferrand, 22 et 12 ; Dijon, 20 et 11 ; Grenoble, 24 et 14 ; Lille, 19 et 10 ; Lyon, 23 et 10 ; Marseille-Marinade, 29 et 18 ; Nancy, 20 et 10 ; Nantes, 21 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 17 ; Paris-Le Bourget, 20 et 8 ; Pau, 19 et 12 ; Perpignan, 26 et 17 ; Rennes, 20 et 10 ; Strasbourg, 20 et 11 ; Tours, 22 et 8 ; Toulouse, 21 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

(Document établi par le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 1<sup>er</sup> JUILLET

- Basilique Saint-Denis, 14 h, entrée de la basilique, Mme Hulot.
- Saint-Merri, forum des Halles, 15 heures, entrée de Saint-Merri, Mlle Colin.
- Village de Passy, 15 heures, métro Passy, Mlle (Caisse nationale des monuments historiques).
- Exposition Paris-Rome-Athènes, 15 h, 13, quai Malaquais (Approche de l'art).
- Galeries du Palais-Royal et Comédie-Française, 10 h 30, entrée du Conseil d'Etat, M. Bouchard.
- Palais de justice, 15 h 30, métro Cité, M. Czorny.
- L'île Saint-Louis, 15 h, métro Pont-Marie, M. Jalet.
- Palais de la Marais, 21 h, métro Pont-Marie, M. Jalet.
- Cimetière du Montparnasse, 15 h, 3, boulevard Edgar-Quinet.
- La Concorde, 15 h, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).
- Rues provinciales du boulevard Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).
- Hôtels de la Marais, place des Vosges, 14 h, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
- Hôtels de la Marais, 14 h, 2, rue Henri-IV (Le Vieux Paris).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel le mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1982 :

### DES DÉCRETS

• Relatif à la procédure de fixation du plafond des cotisations de l'impôt sur le revenu, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1982, du plafond.

• Relatif aux effets de l'émulation des avocats pour la postulation, des officiers publics ou ministériels, des syndics et administrateurs judiciaires.

• Fixant le régime financier des grâces oléagineuses pour la campagne 1981/1982.

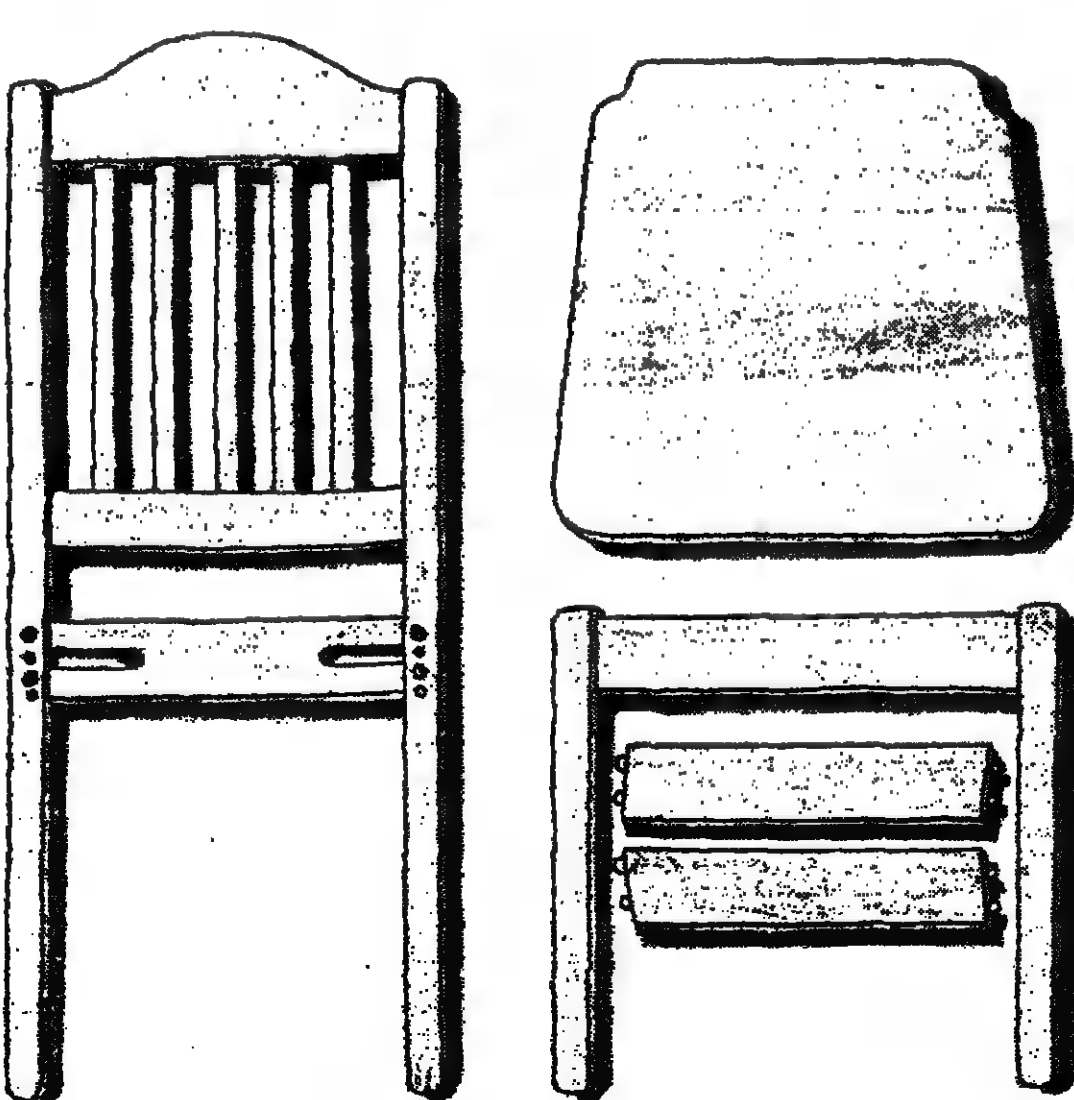
### UN ARRÊTÉ

• Relatif à l'attribution au caractère des Maires de la promotion 1980/1982 de l'Ecole nationale d'administration ayant obtenu leur scolarité au mois de mai 1981.

### UNE LOI

• Modifiant certaines dispositions du code du service national.

# Achetez votre pin en tranches.



En Suède, nous préférons le pin en tranches, c'est une question de goût. Nous trouvons que c'est plus pratique : un meuble monté est difficile à transporter, tandis qu'un meuble en tranches ou en pièces détachées, soigneusement emballé dans des cartons astucieux, se glisse tout seul dans votre coffre de voiture ou sur votre galerie.

Cela nous permet de faire des économies de montage et les économies que nous faisons nous permettent de baisser nos prix. Comme vous pourrez le constater, on peut tout faire avec des tranches de pin. Notre pin en tranches peut soit se transformer en baguettes pour soutenir les étagères d'une bibliothèque, soit se faire galettes pour faire une table ou tout simplement se mettre à vivre une vie de bâton de chaise.

En pin ou sapin massif naturel ou glacé brun noyer, vernis incolore, nos chaises sauront résister à tout et certaines sauront en plus se faire accommodantes, 460 F avec leurs housses coton ou viscose. Elles sont bien se tenir et peuvent éventuellement être assorties aux canapés, aux tables ou aux bancs.

Pour être sûr que vous les monterez sans aucun problème, nous vous donnons la recette sous forme de mode d'emploi. Vous pourrez être sûr que votre "pièce montée" sera réussie.

Vous aurez du "pin" sur la planche, mais grâce à ce système original, vous ferez des économies.

**195 F** : Simple meuble naturel ou glacé brun noyer, vernis incolore, montage facile, 100% pin.

**160 F** : Simple meuble naturel ou glacé brun noyer, vernis incolore, montage facile, 100% pin.

**280 F** : Simple meuble naturel ou glacé brun noyer, vernis incolore, montage facile, 100% pin.

**540 F** : Simple meuble naturel ou glacé brun noyer, vernis incolore, montage facile, 100% pin.

**245 F** : Simple meuble naturel ou glacé brun noyer, vernis incolore, montage facile, 100% pin.

**EXPOSITION FERROVIAIRE GARE DE LA BASTILLE**  
du 19 juin au 14 juillet 1982

Ouverture : 10 h - 19 h  
nocturne : 19 h - 23 h  
jusqu'à 23 h (sauf dimanche)  
Entrée : 1 F

**SNCF**

Ils sont fous ces Suédois



PARIS, CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2, TEL.: 852.92.96 (A 8 km de la Porte de France).  
LYON, CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE VAULX-EN-VELIN, TEL.: 874.23.34.  
Ouvert : lun. au ven. 10 h - 20 h - ven. 10 h - 19 h - dim. 10 h - 18 h.



















# ÉTRANGER

## EN DEPOSANT UN DEUXIEME BUDGET EN SEPT MOIS Le gouvernement canadien remet en cause l'indexation des salaires

Montréal. — Le gouvernement canadien a déposé, le 28 juin, un budget résolument anti-inflationniste, mais qui cherche simultanément à relancer l'économie et à freiner la montée du chômage. Dans un discours à la Chambre des communes, le ministre des finances, M. Allan Rock, a qualifié son budget, le deuxième en sept mois, de « plan national d'action » et a promis de faire preuve de « discipline, de rigueur et de solidarité ».

Le gouvernement a déclaré M. Rock. C'est maintenant au tour du peuple canadien de faire preuve de discipline, de rigueur et de solidarité. Le budget vise à réduire l'inflation de 11,8 % en 1982.

Le principe de l'indexation des salaires sur le coût de la vie est donc remis en question. Le même principe s'appliquera aux allocations familiales et aux exemptions fiscales. Il n'est pas étonnant que les syndicats aient réagi négativement à ce budget et qu'ils aient dénoncé une « trahison ».

Les milieux d'affaires, au contraire, ont réagi plus favorablement, même s'ils évitent de célébrer la victoire.

### De notre correspondant

lier la suppression de certaines mesures fiscales introduites en novembre, ainsi que l'abolition d'un impôt sur les dividendes.

Les petites et moyennes entreprises, surtout dans le secteur du bâtiment, ont été particulièrement favorisées par la réduction d'impôts. Les 800 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs) de dépenses des fonctionnaires ont été réinjectés essentiellement dans ce secteur.

### Doublage du déficit

Si les employeurs n'ont pas totalement réajusté les salaires sur le gel des salaires, il est clair que le ministre des finances a demandé aux travailleurs du secteur privé de s'astreindre à un « contrôle volontaire » en vue d'éviter une intervention gouvernementale comme en 1975 et 1979. Les milieux d'affaires ont également salué un allègement des procédures de l'Agence de crédit et de prêts de l'Agence de crédit et de prêts de l'Agence de crédit et de prêts.

Les milieux d'affaires ont en revanche beaucoup moins bien accueilli le quasi-doublement du dé-

cit budgétaire qui passe de 10,5 milliards de dollars (budget de novembre) à 19,6 milliards (plus de 100 milliards de francs) pour des dépenses totales de 78,1 milliards de dollars. L'ampleur du déficit a également été très mal reçue par l'opposition à la Chambre des communes : sociaux-démocrates du parti libéral et conservateurs dénoncent en chœur un budget « inflationniste » et « injuste » qui fait d'une « analyse erronée » de la situation.

Il est vrai que le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, et son ministre des finances avaient apporté de l'eau au moulin de l'opposition, le premier en déclarant que M. Rock avait été « mal conseillé » lors de la préparation du budget de novembre, et celui-ci en reconnaissant qu'il avait sous-estimé la gravité de la récession.

La dégradation rapide de l'économie canadienne au cours des derniers mois (le P.N.B. a diminué de 1 % en termes réels au premier trimestre et de 4 % en neuf mois), et l'absence de sommet de Versailles ont convaincu le gouvernement d'agir vite. Pour M. MacEachen, il fallait redonner confiance aux investisseurs et faire prendre conscience aux Canadiens de la gravité de la crise afin de les inciter à modérer leurs exigences salariales.

Au-delà des mesures annoncées lundi, qui sont malgré tout limitées, le nouveau budget est une opération psychologique. Si nous ne réussissons pas à convaincre les Canadiens de se serrer la ceinture, le budget sera obligé d'imposer des mesures très dures à l'ensemble de la société.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## La réduction de l'aide au développement

## Les pays industrialisés cherchent à pallier la défection américaine

De notre envoyé spécial

Washington. — Les représentants des principaux États membres de l'Association internationale du développement (AID) doivent se réunir les 7 et 8 juillet, à La Haye, pour examiner la situation née de la diminution de la contribution États-Unis et de plusieurs autres grands pays à cette filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans l'octroi de prêts sans intérêt aux nations les plus pauvres (un peu plus d'une trentaine, dont les revenus sont inférieurs à 680 dollars par habitant et par an, en bénéficiant). Devant la réduction de ses moyens de financement, la Banque mondiale, après avoir dû réviser en baisse et réorienter le

programme de prêts de l'AID, s'efforce de recourir plus largement à l'emprunt.

La Banque mondiale, les sept grands pays industrialisés se sont prononcés dans la déclaration finale pour une « concentration » de l'aide publique au développement en faveur des pays les plus pauvres. Ils ont implicitement reconnu les problèmes de financement de l'AID et la nécessité de mettre en place « des dispositifs temporaires spéciaux » évaluant le projet français de création d'un fonds spécial (encore appelé « AID bis ») destiné à maintenir le niveau global des activités de la Banque mondiale.

L'administration Reagan estime que cet argument peut finalement faire évoluer la position du Congrès sous la pression des milieux d'affaires.

Par son initiative, Paris entend ensuite faire bonne contenance auprès des pays les plus pauvres du tiers-monde. L'idée d'un fonds spécial en leur faveur est soutenue par la CEE et les Pays-Bas — les pays « dinaves » participeraient également, même s'ils ont effectué la livraison de leur versement à l'AID. En revanche, la RFA se montre réticente à l'égard du projet s'il se révèle dirigé contre Washington.

La réduction des crédits de l'AID entraîne en tout une redistribution géographique de l'aide préférentielle accordée (prêts pratiques sans intérêt, d'une durée de cinquante ans, comprenant une période de grâce de dix ans). Cette conséquence, qui met en évidence un conflit d'intérêts entre deux grands pays asiatiques, l'Inde et la Chine, représente l'un des principaux problèmes politiques actuellement débattus au sein de la Banque mondiale. En effet, c'est l'Asie méridionale, où la pauvreté est pourtant encore très grande dans certaines

zones, qui doit faire les frais des coupes dans les financements de l'AID.

La part de l'Inde, jusqu'alors premier bénéficiaire, devrait revenir de 40 % à 34 % ; car il est généralement admis que New-Delhi n'est pas le pourvoyeur d'autres moyens et ne peut prétendre « écraser », aujourd'hui, un volume aussi important d'admission au F.M.I. La Banque mondiale, la Chine prétend également sa part de gâteau, mais elle semble avoir demandé concours plus faibles qu'estimé. En fait, c'est surtout l'Afrique que la Banque mondiale souhaite diriger ses efforts, sa part passant de 28 % à 35 % de 1982 à 1983. La France, qui compte de nombreux partenaires dans cette région du monde, ne peut voir que d'un œil favorable l'évolution.

GERARD VIRATTE.

(1) Le conseil d'administration de la Banque mondiale doit examiner en juillet un projet visant à appliquer aux nouveaux prêts un taux variable (le taux est actuellement de 11,6 %), ce qui représenterait un changement très important dans sa politique.



**CRÉDIT TOTAL 48 MOIS**  
**1<sup>er</sup> VERSEMENT 3 MOIS**  
**APRÈS LA LIVRAISON**

Offre valable jusqu'au 31 Juillet 1982 sur l'ensemble de la gamme des Berlines et Breaks PEUGEOT 305 (11 modèles). Livraison immédiate\*\* sous réserve d'acceptation du dossier.

Crédit total par DIN ou CREDICAVIA, 1<sup>er</sup> échéance 90 jours après la livraison. Exemple: financement d'une PEUGEOT 305. Année Modèle 82, prix catalogue au tarif du 10 mars 1982: 40 600 F. 46 mensualités de 1 458,72 F. Taux effectif global: 25,80%. Coût total: 67 101,12 F.

**PEUGEOT 305**

### Une proposition française

La crise de l'AID provient également du fait qu'un certain nombre de pays donateurs appliquent la règle qui veut que leur contribution évolue au prorata de celle des États-Unis. Or, la France a-t-elle proposé d'affecter à un fonds spécial les sommes qui ne sont pas versées à l'AID-VI. De même, si l'AID-VII ne pouvait entrer en application au temps voulu, les États-Unis qui auraient dû verser leur contribution à ce fonds spécial, la France prendrait l'initiative de verser sa contribution à ce fonds.

La démarche française comporte un double aspect: tactique et politique. La France semble garder l'espoir d'obtenir des États-Unis un engagement à respecter leurs engagements initiaux. En effet, seules les sociétés des pays apportant leur contribution au fonds spécial seraient habilitées à solliciter des appels d'offre des nations bénéficiaires des crédits; autrement dit, les firmes américaines en seraient

exclues. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la France a été la première à proposer un tel fonds. Elle a également été la première à proposer un tel fonds. Elle a également été la première à proposer un tel fonds.

**SIRCA, 5<sup>e</sup> anniversaire, un 5<sup>e</sup> associé**  
Jean-Pierre Laguerre, Georges Kouch, Elizabeth Mich et Pierre Bernard ont démissionné d'un 5<sup>e</sup> associé: Christian Laguerre. Depuis M.E.C., entré chez Culligan France S.A. comme jeune directeur du personnel, il est entré de droit de l'assemblée des problèmes administratifs de la société avant d'en devenir le directeur général puis le président-directeur général. Quelques années plus tard, il rejoint les Galeries Lafayette et son réseau d'adhésions comme directeur général. Il devient consultant associé de SIRCA en août 1982. C'est un ancien vice-président de la Chambre syndicale nationale des entreprises de l'hygiène publique. Cette année coïncide avec le 5<sup>e</sup> anniversaire de SIRCA et répond au fort développement actuel de son activité de conseil en restructuration des cadres.

(Publicité)

**SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)**

Alimentation en eau potable des villes et des centres ruraux du SUD TUNISIEN

**Avis d'appel d'offres international**

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres pour l'acquisition des conduites spéciales suivantes :

- LOT 1. — 16000 m de DN 200 mm en fonte ductile et leurs pièces spéciales.
- LOT 2. — 283500 m de DN compris entre 80 et 300 mm en amiant-ciment.
- LOT 3. — 1500 m de DN 500 mm et 400 m de DN 400 mm en fonte ductile (avec leurs pièces spéciales) ou en amiant-ciment.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par le KREDIT-STATT FÜR WIEDERAUFBAU (K.F.W.) de la République Fédérale d'Allemagne.

Les fournisseurs qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service Marchés) paiement de la somme de CINQ MILLE DOLLARS TUNISIENS (5 000 D.T.).

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 10 août 1982 à 10 heures, au 23, rue Jawahar-Lal-Nehru, Montfleury, TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

**NEUBAUER**

DU 1<sup>er</sup> au 30 JUIN 1982

**REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4.000 F QUEL QUE SOIT SON ETAT**

pour l'achat d'une berline 305 Peugeot 82

Dans la limite de nos stocks disponibles

M. GERARD : 821-60-21

(Publicité)

**SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)**

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU GRAND SOUSSE (Réseau de Répartition)

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres international pour l'exécution des travaux d'alimentation en eau potable du GRAND SOUSSE.

Ces travaux sont divisés en DEUX LOTS :

LOT N° 1. — TRANSPORT ET POSE :

- 16 352 m de conduites en béton précontraint de diamètre compris entre 400 et 800 mm.
- 1 500 m de conduites de diamètre 300 mm.

LOT N° 2. — GÉNIE CIVIL :

- Construction d'un réservoir S.E. de 2 500 m<sup>3</sup> avec C.V. ;
- Construction d'un réservoir S.E. de 1 500 m<sup>3</sup> avec C.V. ;
- Construction d'un réservoir sur tour de 250 m<sup>3</sup> et 1 m. Reprise ;
- Construction d'un bris-charge ;
- Construction d'un logement.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Banque Africaine de Développement.

Les entreprises qualifiées qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service Préparation des Marchés) contre paiement de la somme de 50 D.

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises au bureau de liaison contre reçu au plus tard le 20 AOÛT 1982 à 10 heures au 23, rue Jawahar-Lal-Nehru, Montfleury, TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

# ÉTRANGER

entreprises publiques  
annoncent à leur tour  
la mobile des salaires



## ETRANGER

En Italie

### Les entreprises publiques dénoncent à leur tour l'échelle mobile des salaires

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement Spadolini traverse une nouvelle tempête qui fait peser de sérieux doutes sur son avenir. A la suite du patronat, l'Association des entreprises à participation d'Etat (Intersind) — a décidé, le 29 juin, de dénoncer l'accord sur l'échelle mobile des salaires. Une décision qui aggrave la confrontation au sein de la majorité et rend encore plus tendue la situation sociale.

La grève générale largement suivie (le Monde daté 27-28 juin) a témoigné de la vigueur de la résistance des syndicats à ce qu'ils considèrent comme un défi de la Confédération — le patronat italien

#### En R.F.A. EN CINQ MOIS LE DÉFICIT DE LA BALANCE COURANTE A TRÈS FORTEMENT DIMINUÉ

La balance des paiements courants ouest-allemande a enregistré en mai un excédent de 800 millions de DM (500 millions de DM en avril). Pour les cinq premiers mois de 1982, cette balance est déficitaire de 600 millions de DM; elle avait été de 11,5 milliards de janvier à mai 1981.

Le résultat de mai est dû en grande partie à un excédent commercial de 5 milliards de DM. Depuis le début de l'année, ce surplus représente 19,5 milliards de DM, alors que, au cours de la même période de 1981, il se chiffrait à 4,6 milliards de DM. La balance des services et celle des transferts ont enregistré des déficits respectifs de 8,6 milliards et 11,4 milliards de DM.

En mai, les exportations ont progressé de 14 %, s'établissant à 35,6 milliards de DM et les importations n'ont augmenté que de 3 %, se situant à 30,6 milliards de DM. En mai 1981, un excédent commercial de 1,5 milliards de DM avait été enregistré (la balance courante avait été déficitaire de 2,1 milliards de DM). En avril 1982, l'excédent commercial était de 3,4 milliards de DM, les importations ayant reculé de 7 % et les exportations de 3 %. Au cours des cinq premiers mois de 1982, les exportations ont augmenté de 15 %, s'établissant à 179,7 milliards de DM, et les importations de 6 %, se situant à 160,1 milliards de DM. (A.F.P.)

— remettant en cause d'un accord de 1975 sur l'indexation des salaires. On s'explique mal dans ces conditions la position adoptée, après un mois de négociations, par la direction de l'Intersind. Une décision en tout cas qui a provoqué la démission de son président, M. Massaccesi et va à l'encontre des directives du ministre pour les entreprises à participation d'Etat, M. de Michelis (P.S.). Dans l'incapacité de s'entendre sur une politique économique et sociale, la majorité est surtout secouée par une opposition de plus en plus nette entre démocrates-chrétiens et socialistes. Les premiers, qui n'ont jamais vraiment accepté de se voir privés de la présidence de la République et du poste de président du conseil, semblent s'être lancés dans une offensive contre le gouvernement Spadolini, tout en cherchant à faire assumer par d'autres la responsabilité de sa chute éventuelle. Pour leur part les socialistes, comme le prouve certaines déclarations, sont conscients de la nécessité d'une politique plus rigoureuse, mais ils craignent, en allant trop loin dans ce sens, de s'aliéner une partie de leur électorat et de s'attirer les foudres des syndicats.

Tout donne à penser que derrière l'affaire de l'Intersind, se profile une manœuvre politique de la démocratie-chrétienne pour faire monter la tension sociale et acculer davantage les socialistes à adopter des positions tranchées. « Un jeu de massacre », selon l'expression du ministre du budget, M. La Malfa, qui réduit la marge de manœuvre du président Spadolini.

PHILIPPE PONS.

● La dette extérieure de l'Espagne s'élevait à 27 082 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 1982, selon le rapport trimestriel de Banque centrale rendu public le 29 juin. Cette dette est à 63 % libellée en dollars américains (17 408 millions de dollars), la dette remboursable en francs suisses représentant 14 % (3 795 millions) et celle en marks 12 % (3 157 millions).

## AUTOMOBILE

### Celica 2000 GT : aurait pu mieux faire

Le 1<sup>er</sup> juillet marque l'apparition sur le marché français d'une nouvelle Toyota. Il s'agit d'un coupé 2 litres GT de la famille des Celica dont une version plus modeste, en 1 600 centimètres cubes, roule déjà depuis quelques semaines sur nos routes. Ces modèles marquent la volonté de la firme japonaise de rivaliser avec les constructeurs européens de véhicules à caractère sportif. Plus tard viendra un 2,8 litres aperçu au Salon de Genève (le Monde du 5 mars) voiture beaucoup plus ambitieuse avec ses 6 cylindres et 170 chevaux sous le capot.

Pour revenir au 2 litres, il s'agit d'un véhicule fort élégant de lignes fuyantes dont le groupe moteur — un 4 cylindres à double arbre à cames en tête — agit sur les roues arrière et fournit à plein régime 120 CV. Deux carburateurs double corps l'alimentent et une boîte à cinq vitesses le sert.

Tous ces éléments annonçaient semblait-il des moyens en rapport avec l'allure générale de la voiture. Nous en sommes assez éloigné. Disons tout de suite que si la vitesse de pointe est très honorable — proche des 190 kilomètres à l'heure — la longueur des plages de régime, le couple relativement modeste — 15 Mkg — à une vitesse de rotation assez élevée (4 800 tours-minute) n'assurent pas le « punch » que l'on aurait pu attendre d'un véhicule de conception pourtant moderne.

La voiture dont la tenue de route a beaucoup gagné avec ses quatre roues indépendantes par rapport aux précédentes Celica, souffre d'un manque de nervosité pas compatible avec l'allure générale de ce beau coupé destiné à priori aux amateurs de moyennes élevées. Les soucis

d'économies détournent bien souvent les intentions de leurs objectifs. Consommations, puissances fiscales l'emportent à ce jeu, certes, mais au détriment d'un certain plaisir de conduire qu'en attendaient ceux qui s'orientent vers ce type de voitures. Il reste qu'une fois encore l'équipement tant intérieur — très complet — qu'extérieur, notamment, avec des phares escamotables à allumage ultra-rapide, sont en revanche à la hauteur.

On regrettera d'autant plus que la version « injection » produite parallèlement au Japon mais non importée ne soit pas disponible sur le marché français. Il répondrait sûrement mieux aux ambitions que la marque japonaise plaçait dans ces modèles dont le caractère sportif souffre une fois encore, des impératifs économiques du moment.

C.L.  
• Prix 70 000 F. Consommation conventionnelle : 6,4 litres aux 100 km, à 90 km/h ; 8,6 litres à 120 km/h ; 11,2 litres en ville. Puissance fiscale : 10 CV. Suspension avant type McPherson ; arrière : à bras semi-traversaux barre stabilisatrice, ressorts hélicoïdaux et amortisseurs hydrauliques.

● A l'occasion des dix-septièmes coupes de l'âge d'or organisées par l'Association sportive automobile des véhicules d'époque (1), cent cinquante voitures s'affronteront sur le circuit de Montlhéry les 3 et 4 juillet prochains (de 7 h 30 à 18 heures). Parallèlement aux courses une vente aux enchères se déroulera et un concours d'élégance aura lieu.

(1) 129, rue J.-B. Charcot, 92400 Courbevoie. Tél. : 333-90-61.

## PÊCHE

### NOUVEL ÉCHEC A BRUXELLES

#### Les Dix se heurtent à l'intransigeance des Danois

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de la pêche de la Communauté économique européenne, réunis les 29 et 30 juin, ont reporté une nouvelle fois leur décision sur la mise en place d'une organisation commune dans ce secteur. Les Dix ont pris un nouveau rendez-vous pour le 20 juillet, à la demande du Danemark qui souhaite que la part réservée à ses pêcheurs dans les captures totales de la Communauté soit sensiblement augmentée.

Malgré la pression exercée par les États membres pour aboutir à cette session, Copenhague est resté sur ses positions. Les autres capitales européennes ont donc dû se borner à chercher à obtenir des Danois, qui assurent au 1<sup>er</sup> juillet la présidence de la Communauté jusqu'à la fin de l'année, la garantie qu'ils convoqueront à bref délai un conseil avec la ferme volonté d'aboutir à un accord.

D'ici là, les experts des États membres vont examiner les nouvelles propositions de la Commission européenne qui portent notamment sur l'augmentation des prix autorisés pour trois espèces (maquereaux, merlans et aiglefin). A l'issue des travaux, la délégation française s'est montrée relativement satisfait du nouveau projet de Bruxelles. De son côté, la Commission va négocier

avec les Norvégiens afin qu'ils acceptent que les flottes des Dix puissent intensifier leurs efforts dans les réserves des mers du Nord placées sous la double juridiction de la C.E.E. et de la Norvège. C'est là, semble-t-il, la meilleure façon de donner satisfaction au Danemark. La Norvège est prête, affirme-t-on, à faire cette concession pour avoir en face d'elle une Europe de la pêche organisée et, donc, un seul interlocuteur.

S'agissant de l'autre grand volet de la négociation, l'accès aux lieux de pêche, seule reste en suspens la question de la durée de l'accord. En principe, le libre accès doit intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 1983 au titre des règles générales du Marché commun, mais chacun sait que le Royaume-Uni ne peut accepter ni politiquement ni économiquement de telles libertés. On négocie donc la reconduction du statut actuel (zone réservée jusqu'à 12 milles) pour une période de dix ans. Les Danois souhaitent que celle-ci soit portée à vingt ans mais les Allemands et les Néerlandais s'y opposent, les Français, se ralliant à la proposition de la Commission soit un accord de dix ans avec la possibilité d'une reconduction pour une nouvelle décennie.

MARCEL SCOTTO.

## Faits et projets

### UNE CAISSE DE DÉVELOPPEMENT POUR LA CORSE

Une seizième société de développement régional (S.D.R.) vient d'être créée en France, celle de Corse, qui se différencie des autres par quatre points. Elle s'appelle Caisse de développement de la Corse ; l'État participe à son capital ; elle est conduite à apprécier les risques des initiatives qu'elle devra susciter « non en fonction de la valeur des garanties, mais de la fiabilité des projets et de la compétence des dirigeants » ; enfin, des associations pourront aussi bénéficier de ses interventions.

La Caisse de développement de la Corse, jout bien entendu, de toutes les prérogatives accordées aux S.D.R. Son capital est de 39 600 000 F, mais il est probable qu'il sera porté à 60 millions de francs au lendemain de l'élection de l'assemblée de Corse, prévue le 8 août.

La participation de l'État s'élève à 12 millions de francs ; celle écopée de la région de Corse devrait atteindre 20 400 000 F, soit 33 % du capital. En attendant la nomination des trois administrateurs par la région et de deux syndicalistes par leurs organisations, le conseil est composé de sept membres. Il a élu président M. Raphaël Squerioni, cinquante-sept ans, docteur en sciences économiques, M. Squerioni était jusqu'ici expert près la cour d'appel de Paris et conseiller technique du président de l'Union interprofessionnelle du logement. (Corresp.)

### BOULOGNE-SUR-MER S'ÉQUIPE

Boulogne-sur-Mer renforce ses équipements pour faire face à une forte croissance (20 % par an) de son trafic de voyageurs. Après avoir réalisé un nouvel ouvrage en 1979, la chambre de commerce et d'industrie s'est lancée dans un programme de modernisation de sa gare maritime. Les passagers-piétons ont fait l'objet d'une attention particulière puisqu'ils disposent désormais d'une passerelle aérienne couverte de 350 mètres de long qui les amène depuis le terminal jusqu'au centre ville et au nouvel office du tourisme, dont les locaux ont été agrandis. Un nouvel engin permettra un accès direct des piétons au pont des navires quelle que soit l'heure de la marée.

L'augmentation des trafics ferroviaire et routier a entraîné la création d'une gare spécialisée pour trains-automotrices. Enfin, le comblement d'une partie du bassin jouxtant la gare maritime permettra de créer un nouveau parc de stationnement de 1,7 hectare.

La seconde phase de travaux, qui s'étendra jusqu'en 1983, verra la création d'une passerelle d'accostage supplémentaire pour navires transbordeurs et l'adaptation de l'une des passerelles existantes en passerelle à deux ponts pour l'accueil des navires de la nouvelle génération.

M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat, vient

d'inaugurer ces nouvelles installations. A ce propos, M. Pierre Remoult, président de la chambre de commerce, a souligné l'importance du trafic trans-Manche dans le développement du port : il représente onze cents emplois directs et deux mille quatre cents emplois indirects. (Corresp.)

### Au concours de la Villette les Japonais en force

Les inscriptions affluent pour le concours international du parc de la Villette : 450 équipes environ ont déjà fait connaître leur candidature et beaucoup d'autres sont attendues à l'établissement public (1).

D'autant plus que la date limite vient d'être repoussée du 30 juin, au 10 juillet prochain, à la demande de la Fédération internationale des architectes-paysagistes qui n'avait pu annoncer l'ouverture du concours dans son bulletin que tout récemment.

Les Japonais sont présents en force : sur 384 inscriptions enregistrées avant le lundi 28 juin, on en compte 74 en provenance de ce pays, devant 64 Français, 31 Allemands, 26 Néerlandais, 22 Britanniques, des Boliviens, deux Chinois, des Vénézuéliens... Au total, 34 pays sont déjà représentés dans cette compétition qui sera jugée en décembre prochain, après que les concurrents auront remis leurs projets le 30 octobre.

Le programme précis du parc qui doit s'étendre sur 30 hectares (le Monde daté 4 et 19 mai) entre la musée des sciences et des techniques et une cité musicale prévue avenue Jean-Jaurès (19) ne sera rendu public qu'après la clôture des inscriptions. On peut prévoir que l'affluence des visiteurs rendra la tâche des examinateurs particulièrement difficile.

(1) 211, avenue Jean-Jaurès, 75019-Paris.

### LA RÉFORME DES PÉAGES

« D'après les projets actuels », déclare M. Michel Fève, directeur des routes, « il reste entre 1 000 et 1 500 kilomètres d'autoroutes à construire au cours des cinq ou dix prochaines années ». Sont retenues, notamment, les liaisons Paris-Troyes, Paris-Beauvais-Amiens, Arles-Nîmes.

« Mais, continue M. Fève, dans l'interview qu'il a accordée à l'A.F.P., la priorité va être désormais accordée à l'aménagement dans la plupart des villes françaises de rocade et de voies de contournement qui font gravement défaut ». Pour engager plus rapidement ces travaux très coûteux, le directeur des routes compte sur le nouveau « fonds des grands travaux » que le conseil des ministres a décidé de créer et qui serait alimenté par des dotations budgétaires et par des emprunts, dont les annuités seront prélevées sur la taxe sur les carburants.

## TRANSPORTS

### Point de vue

#### Des circuits plus transparents

par GASTON BESSAY (\*)

L'INFLATION a des causes structurelles bien connues auxquelles il convient de remédier faute de quoi, non seulement le problème de la hausse des prix ne sera pas réglé, mais encore le gouvernement prend le risque de voir les travailleurs se retourner contre sa politique. Parmi les causes évoquées dans les mécanismes de l'inflation, il y a le rôle non négligeable des transports.

L'organisation présente des transports encourage la complexité des circuits de distribution, leur opacité autorise la création de valeurs ajoutées souvent non justifiées, qui bénéficient à un nombre impressionnant d'intermédiaires inutiles. Ainsi, de nombreuses opérations de « pseudo-commercialisation » viennent-elles alourdir les coûts de production.

Certes, il faudra un certain courage politique pour remédier à ces phénomènes, mais il y va de l'avenir de la reprise économique et donc de l'emploi. Faut-il rappeler, par exemple, que le prix du poisson est multiplié par 7 en moyenne entre le pont et l'état du poissonnier et que cela conduit notre pays à avoir une balance commerciale déficitaire. D'autres exemples pourraient être cités, qu'il s'agisse de produits agricoles ou d'objets manufacturés.

Les transports pourraient être utilisés efficacement dans la lutte contre l'inflation, non pas forcément par la baisse des tarifs de transports eux-mêmes, mais en agissant sur les

structures et les opérations qui accroissent inutilement les coûts de production.

Avec une plus grande maîtrise publique des transports, il serait certainement possible de rendre plus transparents les circuits de distribution. Il suffirait de développer les activités de stockage et de gestion des stocks pour empêcher les profits spéculatifs qui alourdissent les prix.

Notre fédération C.F.D.T. propose de favoriser le regroupement des expéditeurs et des destinataires (par l'intermédiaire des coopératives, des offices de produits, de GIE ou de chaînes) et d'encourager fiscalement le recours à des circuits courts, les produits ainsi acheminés bénéficiant d'un label. Le transporteur principal assurerait la fonction d'organisateur des opérations de ramassage et de distribution.

Les pesanteurs dans la bataille contre l'inflation ne se situent certainement pas chez les salariés, mais plutôt du côté des bénéficiaires parasites, qui se situent entre la production et la consommation. La rigueur doit commander au niveau de l'analyse ; cela exige une approche sérieuse des processus de formation des prix et au delà des mesures adaptées à la réalité concrète des mécanismes de l'inflation.

(\*) Secrétaire général de la fédération C.F.D.T. des transports et de l'équipement.

### INDRE-ET-LOIRE : OUI AU T.G.V.

Le conseil général d'Indre-et-Loire vient d'adopter une position favorable à la construction du T.G.V. Atlantique. Le département est en effet concerné puisque les projets de tracés prévoient que la nouvelle voie pénétrera par le nord-est du département avant de rejoindre la ligne actuelle Paris-Bordeaux au sud de Tours.

Le vote a été acquis à l'unanimité moins les voix de deux élus dont les cantons risquent d'être directement touchés : M. Delaune (U.D.F.), maire de Châteauneuf et président du conseil régional de la région Centre, a voté contre et M. Bodet (modéré), élu du canton de Vouvray, s'est abstenu.

La consultation sur le T.G.V. Atlantique doit se continuer au niveau des collectivités locales. Mais des oppositions vont certainement s'affirmer. Une association de défense a été créée : des agriculteurs et des viticulteurs s'inquiètent, puisqu'il est prévu, le T.G.V. doit franchir la Loire non loin de Vouvray (Corresp.).

## PRESSE

### M. FILLIQUO RÉPOND AUX CRAINTES DES DIRECTEURS DE QUOTIDIENS DÉPARTEMENTAUX

M. Jean Bletner, président du Syndicat des quotidiens départementaux, a fait part des vives appréhensions de la presse départementale au cours du déjeuner de clôture, placé sous la présidence de M. Georges Fillioud, ministre de la communication, du congrès annuel de ce syndicat. Il a notamment évoqué le risque de diminution des franchises et l'augmentation de la publicité audiovisuelle.

Dans sa réponse, M. Fillioud a précisé : « Personne ne pourra prétendre que cette situation résulte de l'action du gouvernement depuis le printemps dernier. Le changement de majorité n'y est pour rien. Ce ne sont pas les dispositions nouvelles, arrêtées depuis un an, qui ont aggravé la situation ». Le ministre a rappelé que c'était lui qui avait demandé et obtenu le maintien, pour l'exercice en cours, de l'article 39 bis et qu'il l'avait sollicité pour 1983, même s'il souhaite en changer certaines dispositions.

Rappelant une nouvelle fois que « le gouvernement est favorable au maintien et au développement du pluralisme de la presse », M. Fillioud a demandé aux dirigeants auxquels il s'adressait : « Il faut que votre forme de presse ouvre les yeux sur les données nouvelles de la communication, même si parfois le combat est inégal, car vous ne disposez pas toujours des moyens suffisants de financement pour y faire face ».

### M. JEAN ALLARD EST NOMMÉ P.-D.G. DE « PARIS-NORMANDIE »

Le conseil d'administration de la Société normande de presse, éditrice de Paris-Normandie, réuni mardi 29 juin, a nommé M. Jean Allard président-directeur général du quotidien rouennais, en remplacement de M. Raoul Leprieux, qui a demandé à être déchargé d'une partie de ses fonctions, mais demeure directeur général.

M. Jean Allard, avocat de cinquante-six ans, fait partie du groupe Hiersant — qui contrôle Paris-Normandie — depuis 1954, en qualité de directeur délégué du groupe à Paris. Membre de la commission paritaire des publications et agences de presse, membre de la commission juridique de la Fédération nationale de la presse française, il fut, de 1979 à 1982, président de la chambre du conseil des prud'hommes de Paris.

M. Allard est adjoint au maire de Rouen depuis 1959, chargé des finances, et vice-président du conseil régional de Haute-Normandie.

### Le Monde des PHILATÉLISTES

LE GRAND CHINOIS  
6, Av. de New York 15  
75008-21 (Paris 8)  
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »  
AIR FRANCE - ATLAS  
PRIX CRUSTACE DE VERMEIL



## ÉNERGIE

## Le déficit d'E.D.F.

(Suite de la première page.)  
Sur un tel endettement les pertes de change ne représentent pas moins de 8 milliards de francs qu'il faudra bien provisionner partiellement dès 1982, au compte des pertes et profits.

Les frais financiers subissent les mêmes effets : de 14 milliards, en 1981, ils vont passer cette année à plus de 19 milliards de francs dont quelques 800 millions de francs du fait de la dévaluation.

La politique d'emprunts massifs à l'étranger apparaît, aujourd'hui, comme une catastrophe dès lors qu'E.D.F. n'a aucune recette en devises. Elle se justifiait tant que le franc restait fort puisque l'entreprise nationale bénéficiait alors du différentiel d'intérêts entre la France et les États-Unis et faisait fonction d'aspirateur de devises qui venaient accroître les réserves françaises. Cela coûte bien cher aujourd'hui de rembourser à plus de 6,50 francs des dollars que l'on a empruntés à 4,50 francs. Et pourtant l'idée était bien séduisante de fixer ainsi des pétrodollars dans le financement d'un programme de développement d'une énergie alternative.

## Une politique tarifaire

M. Guillaumont, qui réclame à tous les chefs d'unité de réaliser des économies, même si celles-ci « ont nécessairement une répercussion sur la qualité du service prise dans son sens le plus large », affirme : « Les pouvoirs publics sont très conscients [de ces difficultés]. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a inscrit la révision de nos tarifs parmi les rares exceptions au blocage des prix. »

Car il n'y a guère qu'une augmentation tarifaire qui pourra empêcher

les résultats de 1982 d'être catastrophiques. Non qu'on puisse penser équilibrer les comptes : il faudrait alors relever les tarifs de 28 % au 1<sup>er</sup> septembre, mais au moins réduire le déficit. Car M. Delors, après avoir vilipendé M. Barre pour sa politique tarifaire dans les tarifs publics et sur les prix de l'énergie, s'est empressé de suivre la même voie, indice des prix obligé. Avec 3 % d'augmentation, en plus, au 1<sup>er</sup> janvier 1982, le déficit de l'année est déjà réduit de plus de 2,5 milliards de francs.

Quelles que soient les difficultés psychologiques et politiques d'une hausse tarifaire en période de blocage des prix et des salaires, le gouvernement ne pourra guère se dérober. E.D.F. est, en effet, en train de s'installer dans un système pervers : à la médiane, où le déficit est nourri par l'emprunt (puisqu'il faut emprunter pour payer les frais financiers).

Et le risque n'est pas mince que la confiance éprouvée jusqu'alors par les prêteurs internationaux, à l'égard d'E.D.F., en soit affectée avec des conséquences financières pour l'entreprise (cette confiance est déterminante par la marge supplémentaire que l'emprunteur doit payer en sus du taux d'intérêt de base (le Monde du 28 mai) et pour le crédit apporté, en fait, à la signature de l'État français).

Enfin, il ne fait guère de doute que si la situation d'E.D.F. reste « saine », à long terme, malgré cet endettement de 160 milliards de francs, c'est en fonction d'un programme qui prévoit une pénétration croissante de l'électricité, c'est là l'héritage. Autant dire que le maintien d'une situation financière dégradée pousserait plus encore au nucléaire et à la fuite en avant vers l'électricité. Une évolution que bien des socialistes ne souhaitent guère.

BRUNO DETHOMAS.

## FAITS ET CHIFFRES

## Social

■ **Manifestation des cadres C.G.C. de l'automobile à Paris :** à l'appel de la Fédération de la métallurgie de la confédération française de l'encadrement C.G.C., quelques huit cents cadres de firmes automobiles de Paris et de province se sont rassemblés à Paris, le 29 juin pour dénoncer « le terrorisme de la C.G.T. et du P.C.F. », présents, selon eux, dans ce secteur secouru récemment par plusieurs grèves importantes.

M. Paul Marchelli, délégué général de la confédération, a ensuite été reçu, accompagné d'une délégation, par un conseiller social du Premier ministre à Matignon.

■ **Succès C.G.T. à l'usine Citroën de Levallois :** La C.G.T. remporte la majorité des voix dans le collège ouvrier aux élections qui se sont déroulées mardi 29 juin. La C.G.T. recueille 53,1 % des voix, soit un gain de 33 points par rapport aux élections de mai 1981. La C.S.L. en revanche perd 30 % de ses voix et arrive en deuxième position avec 39,6 % des suffrages. La C.F.D.T. et F.O., loin derrière, obtiennent respectivement 4,8 % et 2,1 % des voix.

Ces élections, qui se sont déroulées sous la surveillance de 36 inspecteurs du travail, ont fait l'objet d'un protocole d'organisation très détaillé, négocié au moment de la grève de cinq semaines à Citroën sous la présidence d'un mandataire de justice, M. Paul Malaval.

■ **Citroën-Aulnay :** aux élections se sont déroulées le 22 juin dernier dans des conditions analogues, la C.S.L. avait perdu également sa position largement majoritaire en tombant de 82,5 % à 33,03 % des voix, au profit de la C.G.T., qui, elle, avait progressé de 9,6 % à 57,7 %.

■ **Peugeot :** reculé de la C.F.D.T. aux élections des délégués du personnel à l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin), qui emploie treize mille cinq cents salariés.

La C.F.D.T. obtient dans le collège ouvrier 25,08 % des voix au lieu de 29,69 % en 1981. La C.F.T.C. progresse en revanche avec 10,13 % (9,76 % en 1981). La C.G.T. améliore son score (21,68 % contre 20,22 %), tandis que F.O. perd quelques voix (20,20 % contre 21,21 %).

■ **Grève E.D.F.-G.D.F. contre le blocage des salaires :** Des débrayages et quelques coupures ont marqué la grève du 29 juin à E.D.F.-G.D.F. organisée par la Fédération nationale de l'énergie C.G.T. Selon cette organisation, la baisse de production qui en a résulté a été de 20 à 30 %. Pour la direction, cette baisse n'a pas eu d'incidence notable sur le réseau, et les coupures constatées en région parisienne seraient dues à un incident technique sur câble d'alimentation. Des rassemblements de

protestation ont en lieu le 29 juin, dans l'après-midi, devant le siège national d'E.D.F. à Paris et devant divers centres régionaux en province.

■ **Handicapés : vers une réforme de l'appareillage :** Clôture d'une journée nationale de l'appareillage organisée en commun avec le ministre de la santé et celui des anciens combattants, M<sup>me</sup> Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, a annoncé, lundi 28 juin, la création d'une commission consultative des prestations sanitaires. Cet organisme sera chargé d'étudier les indications médicales et de proposer les modalités de prise en charge des matériels. M<sup>me</sup> Questiaux a demandé à l'industrie de montrer « davantage de dynamisme et de créativité », non seulement pour produire les appareils, mais aussi pour les exporters.

■ **Houillères du Nord : recul de la C.G.T. aux élections triennales :** se sont déroulées récemment dans les Houillères du bassin du nord et du Pas-de-Calais, tandis que F.O. la C.F.D.T. et la C.F.T.C. accroissent leur représentation. La C.G.T. perd 4,78 % des suffrages, totalisant 62,79 % des voix. F.O. passe de 8,78 % en 1979 à 11,03 % en 1982. La C.F.D.T. gagne 1,5 point en totalisant 10,93 % et la C.F.T.C. totalise 13,33 % des voix soit un gain de 1,01 % sur 1979. Le nombre des inscrits a notablement décliné, passant de 25 710 pour 1979 à 19 310 pour 1982.

■ **Valence : la nouvelle maison des syndicats.** Les organisations syndicales du département de la Drôme viennent d'emménager à Valence dans une nouvelle maison des syndicats imposante. Construite dans un quartier à forte population immigrée, le bâtiment est l'œuvre de deux architectes lyonnais : il couvre 5 180 m<sup>2</sup> et comporte une salle de congrès. Son coût, 22 millions de francs, a été financé à 70 % par le conseil général et, pour le reste, par la ville de Valence.

L'opportunité d'un bâtiment si coûteux et qui dépasse en importance celui de Grenoble reste contestée parmi la classe politique drômoise. (Corresp.)

■ **Après la « marche sur Paris » des sidérurgistes de la Société nationale des aciéries de Pompy (le Monde du 29 et du 30 juin).** M. Henri Rombach, secrétaire général de la section C.F.D.T. de l'entreprise et secrétaire du comité d'établissement, nous fait observer que cette manifestation n'a pas été organisée sur la seule initiative de la C.G.T., mais aussi de la C.F.D.T., qui avait réuni 1 400 personnes pour ce voyage dans la capitale. Si la C.F.D.T. est minoritaire dans le collège ouvrier, elle détient en revanche la majorité pour l'ensemble des collèges, contrairement à ce qui ressortait de notre article.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAGA  
SAGA HOLDING

L'assemblée générale de Saga Holding s'est réunie, sous la présidence de M. Eric de Rothschild, le 23 juin 1982, au siège social de la société.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1981 qui se soldent par un bénéfice de 5 millions de francs, à comparer à 1,8 million de francs l'année précédente et à la distribution d'un dividende de 2,50 francs auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 1,25 franc. La date de distribution de ce dividende a été fixée au 5 juillet 1982. Aucun dividende n'avait

été distribué au titre de l'exercice 1981.

L'assemblée a renouvelé le conseil d'administration de la société.

Le président a appelé l'attention de l'assemblée sur les résultats consolidés du groupe qui ont évolué très favorablement, la part du groupe dans le bénéfice net consolidé passant de 5,2 millions de francs en 1980 à 25,2 millions de francs en 1981.

Les résultats des premiers mois de l'exercice en cours et les perspectives pour le fin de l'année sont, en général, favorables.

## SAGA TRANSPORT

L'assemblée générale ordinaire de Saga Transport s'est réunie, sous la présidence de M. Eric de Rothschild, le 23 juin 1982, au siège social de la société.

Le résultat d'exploitation de la société est passé de 25 millions de francs à 34,9 millions de francs. Le résultat net après impôt, amortissements et provisions, est passé de 9,8 millions de francs à 10,5 millions de francs.

Dans cette période de développement, où Saga Transport mobilise ses ressources pour son expansion, l'assemblée a décidé de maintenir la distribution au même niveau que l'année précédente, soit un dividende de 15,40 francs auquel s'ajoute, pour ceux y ayant droit, un crédit d'impôt de 7,70 francs, faisant un montant brut de 23,10 franc. La mise en paiement de ce dividende a été fixée au 5 juillet 1982.

L'année 1981 marque une nouvelle et très générale progression des sociétés qui constituent le groupe Saga Transport et qui exercent des activités diverses dans le domaine du service au transport.

Les comptes consolidés du groupe traduisent cette progression tant de l'activité que des résultats, puisque le chiffre d'affaires de l'ensemble des sociétés consolidées est passé de 1,7 milliard de francs à 2,2 milliards et que la part du groupe dans le bénéfice net après impôt est passée de 1,4 million de francs à 3,8 millions de francs.

Un ensemble de facteurs favorables a contribué à cette progression qui s'est réalisée tant en Europe qu'en Afrique, aussi bien dans les domaines traditionnels du groupe que sont la maintenance et la consignation portuaires, que dans des secteurs relativement plus récents pour la société, tels la commission de transport et le stockage cérélier.

Les perspectives actuelles pour l'exercice en cours sont en général favorables, mais les problèmes liés à la production pétrolière risquent de se répercuter sur certaines opérations en Afrique, de même que les marges d'exploitation dans le secteur des activités portuaires en Europe tendent à diminuer.

L'assemblée générale a renouvelé le mandat de l'ensemble des administrateurs, à l'exception de celui de M. Jacques Getten qui, pour des raisons personnelles, a demandé à ne pas voir son mandat prorogé.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a reconduit M. Eric de Rothschild dans ses fonctions de président et décidé, comme il en avait reçu l'autorisation lors de l'assemblée générale extraordinaire du 24 février 1982, d'une augmentation du capital de Saga Transport. Celui-ci sera porté de 59 641 900 de francs à 79 522 500 de francs. Cette émission se fera sous une prime de 60 francs par titre au nominal de 100 francs.

## MANURHIN

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 juin 1982 sous la présidence de M. Gilbert de Dietrich, a approuvé les comptes et le bilan de la société clos le 31 décembre 1981.

Malgré un chiffre d'affaires en progression de 26 %, s'établissant à 505 683 000 F, dont 60 % à l'exportation, et une augmentation du bénéfice d'exploitation passant de 54 592 000 F à 63 607 000 F, les comptes se sont soldés par un résultat négatif de 25 762 000 F, après prise en compte de diverses provisions. Celles-ci comprennent notamment 28 467 000 F au titre des risques de change sur deux emprunts en francs suisses, 14 595 000 F suite à la dépréciation de l'intégralité des titres de participation des filiales Manurhin automatique et Mitac ainsi que 12 068 000 F relatifs à la dépréciation des prêts et avances accordés à ces deux filiales. En outre, les frais de recherche et de développement importants au titre d'un projet de développement des amortissements de 18 300 000 F.

La marge brute d'autofinancement après frais financiers, impôt et provisions sur comptes « clients », s'établit à 95 289 000 F contre 79 156 000 F l'année précédente.

## C.I.A.L.

CRÉDIT INDUSTRIEL  
D'ALSACE ET DE LORRAINEASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ORDINAIRE  
ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 juin 1982 à Strasbourg sous la présidence de M. Alain Weber, administrateur général du C.I.A.L., a :

— Approuvé les comptes de l'exercice 1981, se soldant par un bénéfice net de 65,2 millions de francs ;

— Fixé le dividende à 12,50 F par action de 90 F, assorti d'un avoir fiscal de 6,25 F, soit un dividende global de 18,75 F payable à partir du 15 juillet 1982 ;

— Affecté 45,4 F millions de francs aux réserves.

Les fonds propres de la société, compte tenu de l'écart de réévaluation et des provisions pour risques généraux, s'élèvent au 31 décembre 1981 à 675 F millions de francs, contre 557 millions de francs l'année précédente.

Par ailleurs, une assemblée générale extraordinaire a approuvé la mise en harmonie des statuts avec la loi de nationalisation des banques.

née précédente. Au total, les amortissements et provisions hors exploitation ont exceptionnellement doublé en 1981 par rapport à 1980, s'établissant à 121 051 000 F contre 60 596 000 F.

L'assemblée générale a approuvé l'affectation des résultats qui se traduit par l'annulation du report à nouveau de 15 921 000 F et l'imputation du solde déficitaire, soit 9 841 000 F, sur la réserve pour éventualités diverses.

An 31 mai 1982, le chiffre d'affaires de Manurhin, en progression de 18,4 %, s'élève à 493 865 000 F.H.T., y compris les travaux faits par l'entreprise pour elle-même, les exportations représentant 58,7 %.

Le carnet de commandes, à cette même date, se monte à 1,1 milliard de francs dont 68,4 % à l'exportation, contre 1,3 milliard de francs au 31 décembre 1981. Ce léger recul est essentiellement dû à un certain tassement des commandes du département « techniques militaires », dont les perspectives restent néanmoins excellentes.

Pour l'exercice 1982, Manurhin et son groupe devraient, sous l'impulsion bénéficiant d'une activité satisfaisante. Cependant, les mesures de blocage des prix, de relèvement du taux de T.V.A. et d'augmentation des charges sociales pèseront sur les résultats, de même que les difficultés toujours présentes dans le secteur de la machine-outil.

L'assemblée générale a, d'autre part, ratifié la cooptation faite par le conseil d'administration de M. Alexis Spengler en qualité d'administrateur. M. Antoine Veil, nouvel administrateur, a été nommé président-directeur général de Manurhin par le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée générale.

## ÉTS NICOLAS

L'assemblée générale ordinaire annuelle, réunie le 24 juin 1982 sous la présidence de M. Thierry Nicolas, a approuvé les résolutions qui lui étaient proposées par le conseil d'administration. Le dividende mis en paiement le 28 septembre 1982 a été fixé à F 12, ce qui, avec l'impôt déjà versé au Trésor, représente un revenu global par action de F 18.

L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administrateur de MM. Pierre Nicolas, Thierry Nicolas et René Guibal.

Au cours du conseil d'administration qui a suivi l'assemblée générale, M. Thierry Nicolas a été élu président pour la durée de son mandat d'administrateur.

## COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

L'Assemblée générale ordinaire s'est tenue le 24 juin 1982 à Lyon sous la présidence de M. Bastien Loeccia.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981 qui font ressortir un bénéfice net de 6 347 974,39 F.

L'Assemblée a décidé d'affecter le bénéfice comme suit :

— Réserve légale	317 398,72 F
— Réserve de plus-values de cession à long terme	4 542 575,67 F
— Dividende	1 488 000,00 F

Le dividende par action souscrite avant l'entrée en vigueur de la loi n° 80-3 du 4 janvier 1980, est de 0,62 F, l'avoir fiscal s'élève à 0,31 F. Compte tenu du revenu des parts de production attribuées aux collectivités locales actionnaires, soit 3,89 F, le rapport des actions des catégories A et B est de 4,51 F, contre 4,06 F l'année précédente, soit un rendement global net de 45,1 %.

Dans son allocution, le président a fait le point des réalisations récentes de la Compagnie et des perspectives offertes pour les prochaines années. Après l'achèvement en 1980 de l'aménagement du Rhône entre Lyon et la Méditerranée au point de vue de la production hydroélectrique, de la voie navigable à grand gabarit et des équipements hydrogiques, l'année 1981 a été marquée par la poursuite de l'aménagement énergétique du fleuve en amont de Lyon, avec la mise en service de Chautagne et de Belley et le démarrage des travaux de Brégnot-Cordon. La production hydroélectrique de l'ensemble des usines rhodaniennes a été très favorable (près de 17 milliards de kWh en 1981) tandis que le tonnage de la nouvelle voie navigable continue à croître malgré les difficultés économiques.

L'attention de la Compagnie, dont les structures ont été rajustées par l'adaptation des statuts et par l'entrée dans le capital des établissements publics régionaux et d'autres collectivités de l'axe Rhône-Rhin, se porte maintenant sur la poursuite de son programme : achever l'équipement énergétique du Rhône, avec les deux dernières chutes de Loyettes et de Sauli-Bréaux, pour lesquelles ne restent la dernière phase de la procédure qui doit conduire à la déclaration d'utilité publique ; d'autre part, démarquer les travaux de la liaison navigable Saône-Rhin. Le président a indiqué à ce propos que la Compagnie attendait avec confiance les conclusions que doit déposer la Commission nationale chargée par le gouvernement d'élaborer un schéma directeur des voies navigables.

## CHAMPAGNE TAITTINGER

L'Assemblée générale ordinaire annuelle qui s'est tenue à Reims le 21 juin 1982 a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice 1981.

L'Assemblée a voté la distribution d'un dividende net de 10,70 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 5,35 F, soit 16,05 F brut. Le dividende sera représenté par le coupon n° 30 et sera mis en paiement dans les conditions habituelles, à partir du 7 septembre 1982.

L'Assemblée a procédé à la nomination de deux nouveaux administrateurs : M. Hugues Taittinger et M<sup>me</sup> Hélène Renoux. L'Assemblée a également renouvelé le mandat de commissaire aux comptes de M. Francis Noël pour une durée de six années, laquelle prendra fin le jour de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1987.

Au cours de son allocution, le président M. Claude Taittinger a rappelé aux actionnaires que le chiffre d'affaires consolidé de Champagne C.V.C. s'est élevé à 993 086 000 F en 1981, contre 899 875 000 F en 1980, soit une augmentation de 10,35 %.

Le président a souligné également que les expéditions de champagne de la société se sont maintenues au cours du premier semestre 1982 au niveau de l'exercice précédent et que les perspectives en ce qui concerne la prochaine vendange sont extrêmement favorables ; la récolte importante qui est attendue devrait permettre la reconstitution des stocks de la société, les vignobles de Taittinger devant assurer cette année, à eux seuls, près de 60 % du remplacement des sorties de l'exercice.

La position traditionnelle exportatrice de la société se confirme puisque les exportations Taittinger au cours du premier semestre représentent 60 % du total des expéditions.

COMPAGNIE  
DU CRÉDIT UNIVERSEL

En conséquence des acquisitions de titres qu'elle vient de réaliser dans le cadre de l'accord conclu avec le groupe de l'Union des assurances de Paris, jusqu'alors actionnaire majoritaire de la Compagnie du crédit universel, et de la procédure de maintien des cours qui leur a fait suite, la Banque nationale de Paris détient maintenant un peu plus des deux tiers du capital de la société.

Ce changement de majorité a entraîné des modifications dans la structure du conseil d'administration de la Compagnie du crédit universel. Au cours de sa séance du 25 juin 1982, en remplacement d'administrateurs démissionnaires, cinq nouveaux administrateurs ont été cooptés en la personne de :

- M. Michel Rubinstein, conseiller auprès de l'administrateur général de la B.N.P.
- M. Jean Gagne, directeur central de la B.N.P.
- M. Claude Porcherot, directeur de l'Union des assurances de Paris.
- M. Pierre Labruce, directeur du groupe de Versailles de la B.N.P.
- M. Elie Grégoire Saint-Marie, sous-directeur à la direction générale de la B.N.P.

La composition du conseil d'administration est donc désormais la suivante :

- M. Bernard Chapellier, président-directeur général,
- M. Pierre Esteve, vice-président,
- M. Alain Briffod, administrateur-directeur général,
- MM. Georges Altieri, Henry de Blanchard, Jean Gagne, Elie Grégoire Saint-Marie, Pierre Labruce, Robert Mait, Didier Pfeiffer, Claude Porcherot, Michel Rubinstein, administrateurs.

En ce qui concerne les filiales de la Compagnie du crédit universel, des assemblées se tiendront en octobre prochain en vue de nommer de nouveaux administrateurs ou de ratifier les cooptations d'administrateurs auxquelles il a été d'ores et déjà procédé.

ÉPARGNE - VALEUR  
Société d'investissement  
à Capital variable

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 24 juin 1982, a rendu hommage à la mémoire de M. Gérard Llewellyn, ancien directeur général de la Banque nationale de Paris, décédé le 13 avril 1982, et a coopté pour le remplacer M. Claude Reinhard, directeur adjoint de la Banque nationale de Paris.

Cette nomination sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Au cours de la même séance, le conseil d'administration a nommé directeur M. Patrick Poupin et secrétaire général M<sup>me</sup> Françoise Ogilati.

## CHARGEURS RÉUNIS

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le 23 juin 1982 ont approuvé les comptes de l'exercice 1981 et renouvelé pour une période de trois ans les mandats d'administrateurs MM. Dominique Boyer, Francis C. Fabre, Antoine Riboud et Jérôme Seydoux, et de Censeur de M. Albert C. Fabre.

Le dividende par action de 17,10 francs, avoir fiscal compris, contre 14,25 F en 1981, sera mis en paiement le 6 juillet prochain. Il correspond à une distribution globale en augmentation de 10 % environ sur celle faite au titre de l'exercice 1980 au profit des tiers par la société et celles qu'elle a absorbées en 1981.

L'Assemblée a autorisé le conseil à opter en bourse sur les actions de la société dans le cadre des nouvelles dispositions légales et à fixer à 300 francs et à 200 francs les prix maximum d'achat et minimum de vente par action.

Au cours de la discussion, Jérôme Seydoux a indiqué qu'à fin mai 1982 le bénéfice consolidé était en sensible amélioration sur celui de l'année précédente malgré la forte dégradation des résultats du secteur maritime. La hausse du dollar, en particulier celle intervenue au mois de juin, n'est pas favorable au groupe. Néanmoins, il n'y a pas de raison de penser aujourd'hui que les résultats consolidés de l'exercice 1982 seront inférieurs à ceux de 1981.

## ROCHFORTAISE S.A.

A l'Assemblée générale du 23 juin 1982, les actionnaires ont décidé de provisionner largement la participation Rochfortaise dans le capital de la Compagnie Française du Meuble, sur proposition du conseil d'administration et après recommandations des commissaires aux comptes.

L'importance de cette provision a pour effet de porter la perte de l'exercice 1981 de 1 648 862,45 F à 24 048 862,45 F. L'Assemblée a décidé d'affecter cette perte au compte report à nouveau à concurrence de 4 033 877,19 F et au compte prime d'émission, d'apports et de fusion pour 20 014 985,26 F. Circulaire Distributeurs France et sa filiale du Nord sont toujours en plein développement avec des résultats très satisfaisants. Il en est de même pour la Société des Plastiques Brenez et sa filiale la Sobepa.

La Sodat a elle aussi réalisé un bon chiffre d'affaires au cours du premier semestre.

Il en est de même pour la Sorag à la Réunion.

La marche de nos affaires à Madagascar est, elle, malheureusement conditionnée à la disponibilité de devises de la Banque centrale, qui, de ce fait, paralyse les importations de matières premières indispensables à la fabrication de nos brasseries et unités de boissons gazeuses.

Des crédits viennent d'être mis en place par le Fonds Monétaire International, et nous pensons que cela va permettre de relancer rapidement l'économie.

MARCHÉS FINANCIERS



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

29 juin

### Redressement

Au recul de la veille (0,6 % environ) a succédé mardi un net redressement du marché, l'indice parisien progressant d'un bon point au long de la séance, jusqu'à s'ajuster 1,2 % de hausse à l'approche du son de cloche final.

Non pas que le ton soit redevenu brusquement serein sous les colonnes du palais Brongniart, il s'en faut. Simplement, la forte baisse constatée au cours de ces dix derniers jours a déclenché une réaction technique en sens contraire, reproduisant le schéma constaté hier soir à Wall Street, où l'indice Dow Jones a regagné plus de 8 points.

A Paris, la cote a été entraînée par un certain nombre de titres tels que UTA (+ 7,6 %), Guyenne-Gascogne (+ 6,6 %), Manurhin (+ 6,5 %), Euro-Réseau (+ 5,9 %).

Bourgeois figure également parmi les plus vives avancées de la séance (+ 6,8 %), les opérateurs considérant que la décision du tribunal de commerce annulant la vente de Drouot au n° 1 du bâtiment (voir p. 35) va permettre à Bourgeois de bénéficier de disponibilités bien utiles en raison du moratoire que connaît ce secteur d'activité.

Parallèlement, la chambre syndicale des agents de change a décidé de suspendre les 29 et 30 juin la cotation du groupe Drouot et de la société Vie nouvelle (marché hors cote), et de la société Patrimoine participations (marché officiel), les trois sociétés faisant partie du même groupe.

La cotation des actions et obligations convertibles Jacques Borel a également été suspendue jusqu'à nouvel avis, au lendemain de l'assemblée annuelle de J.B.I. (voir « La vie des sociétés »).

Sur le marché de l'or, le métal fin a atteint 310,75 dollars l'once à Londres, le lingot se négociant à 67,600 F (+ 100 F) sur notre place et le napoléon à 596 F (- 5 F).

## NEW-YORK

En attente

Le marché new-yorkais n'a pas accentué mardi le redressement observé la veille et l'indice Dow Jones s'est contenté d'augmenter d'un gain de 0,28 point, à 812,21, le volume des échanges restant passablement limité : 46,99 millions d'actions contre 40,70 millions la veille.

L'hésitation était manifeste dans les allées du « Big Board », et les informations contradictoires à l'égard des taux d'intérêt ont largement occulté un certain nombre d'éléments qui auraient pu apparaître positifs dans un autre contexte.

Il est vrai que trois grandes banques, du moins dans l'immédiat, ont pris les devants d'un relèvement des taux en annonçant leur intention de passer à la hausse leur taux de prêt, c'est-à-dire le taux privilégié qu'elles consentent aux courtiers. La Chemical Bank et la Continental Illinois ont porté leur taux de 15 1/2 % à 16 %, tandis que la Bankers Trust majorait le sien à 15 1/2 % contre 15 1/4 % précédemment.

De 15 % environ en début de semaine, le taux des fonds fédéraux est en effet redescendu à 14 1/2 % mardi, les spécialistes étant certains que l'annonce au bon accueil qui a été réservé à la dernière réunion du FOMC américain. Sur les 4 milliards de dollars de bons à quatre ans mis aux enchères avec un coupon de 14 1/2 %, les offres de souscription ont porté sur plus de 10 milliards de dollars et le taux de rendement moyen a pu être fixé à 14,96 %, légèrement inférieur aux 15 % initialement prévus.

VALEURS	Cours de 29 juin	Cours de 28 juin
Alcoa	22 7/8	22 3/4
A.T.T.	50 1/4	50 1/8
Boeing	50 1/4	50 1/8
Chem. Machin. Int.	41 1/4	41 1/4
Gen. Elec.	35 1/4	35 1/4
IBM	27 1/8	27 1/8
Int. Tel. & Tel.	27 1/8	27 1/8
Johnson & Johnson	27 1/8	27 1/8
McDonald	27 1/8	27 1/8
Merck & Co.	27 1/8	27 1/8
Motorola	27 1/8	27 1/8
Rockwell	27 1/8	27 1/8
Spac. Ind.	27 1/8	27 1/8
Union Carbide	27 1/8	27 1/8
Westinghouse	27 1/8	27 1/8
Yarn Corp.	27 1/8	27 1/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**JACQUES BOREL/SDOXHO.** - Nouvel épisode dans la controverse qui oppose les actionnaires de Jacques Borel International (J.B.I.) à propos du projet de fusion de cette dernière avec la chaîne hôtelière Novotel SDOXHO, la société de restauration collective SDOXHO, que préside M. Pierre Bellon, a été invitée à présenter une offre publique concurrente à l'offre publique d'échange présentée par Novotel.

Le comité de surveillance des offres publiques en Bourse qui a pris cette décision explique que, au cours des derniers jours, « SDOXHO a procédé directement ou indirectement à des achats de titres de la société J.B.I. » qui ont atteint un montant significatif.

SAI. - A l'issue de son offre publique d'échange lancée sur la société SAI, la SAI (Société anonyme de télécommunication) a décidé de verser 50 % de son capital de SAI. Finalement, 1,3 million d'actions SAI ont été proposées à l'échange, contraignant la chambre syndicale à procéder à une réduction des ordres servis.

La nature exacte de cette offre publique concurrente n'est pas connue. Il peut s'agir soit d'une offre publique d'achat, soit d'une offre publique d'échange, l'essentiel étant qu'elle soit supérieure de 5 %, en capital, à l'offre publique initialement lancée par Novotel SDOXHO.

Dans l'intervalle, la cotation des actions et obligations Jacques Borel International a été suspendue mardi 29 juin à la Bourse de Paris, jusqu'à nouvel avis. Lundi 28 juin, dernier jour de cotation du titre, l'action J.B.I. valait 178,50 F sur le marché à terme, près de 2 % du capital ayant changé de mains ce jour-là.

SAI. - A l'issue de son offre publique d'échange lancée sur la société SAI, la SAI (Société anonyme de télécommunication) a décidé de verser 50 % de son capital de SAI. Finalement, 1,3 million d'actions SAI ont été proposées à l'échange, contraignant la chambre syndicale à procéder à une réduction des ordres servis.

# BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours de 29 juin	Cours de 28 juin
3 %	23 50	23 50
5 %	36 20	36 20
4 1/4 % 1983	38 25	38 25
Emp. 7 % 1973	109 50	109 50
Emp. 8 % 1977	82 20	82 20
Emp. 8 1/2 % 1977	78 60	78 60
Emp. 9 1/2 % 1977	128 80	128 80
Emp. 10 1/2 % 1977	144 60	144 60
Emp. 11 1/2 % 1977	222	222
Emp. 12 1/2 % 1977	257	257
Emp. 13 1/2 % 1977	287	287
Emp. 14 1/2 % 1977	317	317
Emp. 15 1/2 % 1977	347	347
Emp. 16 1/2 % 1977	377	377
Emp. 17 1/2 % 1977	407	407
Emp. 18 1/2 % 1977	437	437
Emp. 19 1/2 % 1977	467	467
Emp. 20 1/2 % 1977	497	497
Emp. 21 1/2 % 1977	527	527
Emp. 22 1/2 % 1977	557	557
Emp. 23 1/2 % 1977	587	587
Emp. 24 1/2 % 1977	617	617
Emp. 25 1/2 % 1977	647	647
Emp. 26 1/2 % 1977	677	677
Emp. 27 1/2 % 1977	707	707
Emp. 28 1/2 % 1977	737	737
Emp. 29 1/2 % 1977	767	767
Emp. 30 1/2 % 1977	797	797
Emp. 31 1/2 % 1977	827	827
Emp. 32 1/2 % 1977	857	857
Emp. 33 1/2 % 1977	887	887
Emp. 34 1/2 % 1977	917	917
Emp. 35 1/2 % 1977	947	947
Emp. 36 1/2 % 1977	977	977
Emp. 37 1/2 % 1977	1007	1007
Emp. 38 1/2 % 1977	1037	1037
Emp. 39 1/2 % 1977	1067	1067
Emp. 40 1/2 % 1977	1097	1097
Emp. 41 1/2 % 1977	1127	1127
Emp. 42 1/2 % 1977	1157	1157
Emp. 43 1/2 % 1977	1187	1187
Emp. 44 1/2 % 1977	1217	1217
Emp. 45 1/2 % 1977	1247	1247
Emp. 46 1/2 % 1977	1277	1277
Emp. 47 1/2 % 1977	1307	1307
Emp. 48 1/2 % 1977	1337	1337
Emp. 49 1/2 % 1977	1367	1367
Emp. 50 1/2 % 1977	1397	1397
Emp. 51 1/2 % 1977	1427	1427
Emp. 52 1/2 % 1977	1457	1457
Emp. 53 1/2 % 1977	1487	1487
Emp. 54 1/2 % 1977	1517	1517
Emp. 55 1/2 % 1977	1547	1547
Emp. 56 1/2 % 1977	1577	1577
Emp. 57 1/2 % 1977	1607	1607
Emp. 58 1/2 % 1977	1637	1637
Emp. 59 1/2 % 1977	1667	1667
Emp. 60 1/2 % 1977	1697	1697
Emp. 61 1/2 % 1977	1727	1727
Emp. 62 1/2 % 1977	1757	1757
Emp. 63 1/2 % 1977	1787	1787
Emp. 64 1/2 % 1977	1817	1817
Emp. 65 1/2 % 1977	1847	1847
Emp. 66 1/2 % 1977	1877	1877
Emp. 67 1/2 % 1977	1907	1907
Emp. 68 1/2 % 1977	1937	1937
Emp. 69 1/2 % 1977	1967	1967
Emp. 70 1/2 % 1977	1997	1997
Emp. 71 1/2 % 1977	2027	2027
Emp. 72 1/2 % 1977	2057	2057
Emp. 73 1/2 % 1977	2087	2087
Emp. 74 1/2 % 1977	2117	2117
Emp. 75 1/2 % 1977	2147	2147
Emp. 76 1/2 % 1977	2177	2177
Emp. 77 1/2 % 1977	2207	2207
Emp. 78 1/2 % 1977	2237	2237
Emp. 79 1/2 % 1977	2267	2267
Emp. 80 1/2 % 1977	2297	2297
Emp. 81 1/2 % 1977	2327	2327
Emp. 82 1/2 % 1977	2357	2357
Emp. 83 1/2 % 1977	2387	2387
Emp. 84 1/2 % 1977	2417	2417
Emp. 85 1/2 % 1977	2447	2447
Emp. 86 1/2 % 1977	2477	2477
Emp. 87 1/2 % 1977	2507	2507
Emp. 88 1/2 % 1977	2537	2537
Emp. 89 1/2 % 1977	2567	2567
Emp. 90 1/2 % 1977	2597	2597
Emp. 91 1/2 % 1977	2627	2627
Emp. 92 1/2 % 1977	2657	2657
Emp. 93 1/2 % 1977	2687	2687
Emp. 94 1/2 % 1977	2717	2717
Emp. 95 1/2 % 1977	2747	2747
Emp. 96 1/2 % 1977	2777	2777
Emp. 97 1/2 % 1977	2807	2807
Emp. 98 1/2 % 1977	2837	2837
Emp. 99 1/2 % 1977	2867	2867
Emp. 100 1/2 % 1977	2897	2897

# 29 JUIN

VALEURS	Cours de 29 juin	Cours de 28 juin
3 %	23 50	23 50
5 %	36 20	36 20
4 1/4 % 1983	38 25	38 25
Emp. 7 % 1973	109 50	109 50
Emp. 8 % 1977	82 20	82 20
Emp. 8 1/2 % 1977	78 60	78 60
Emp. 9 1/2 % 1977	128 80	128 80
Emp. 10 1/2 % 1977	144 60	144 60
Emp. 11 1/2 % 1977	222	222
Emp. 12 1/2 % 1977	257	257
Emp. 13 1/2 % 1977	287	287
Emp. 14 1/2 % 1977	317	317
Emp. 15 1/2 % 1977	347	347
Emp. 16 1/2 % 1977	377	377
Emp. 17 1/2 % 1977	407	407
Emp. 18 1/2 % 1977	437	437
Emp. 19 1/2 % 1977	467	467
Emp. 20 1/2 % 1977	497	497
Emp. 21 1/2 % 1977	527	527
Emp. 22 1/2 % 1977	557	557
Emp. 23 1/2 % 1977	587	587
Emp. 24 1/2 % 1977	617	617
Emp. 25 1/2 % 1977	647	647
Emp. 26 1/2 % 1977	677	677
Emp. 27 1/2 % 1977	707	707
Emp. 28 1/2 % 1977	737	737
Emp. 29 1/2 % 1977	767	767
Emp. 30 1/2 % 1977	797	797
Emp. 31 1/2 % 1977	827	827
Emp. 32 1/2 % 1977	857	857
Emp. 33 1/2 % 1977	887	887
Emp. 34 1/2 % 1977	917	917
Emp. 35 1/2 % 1977	947	947
Emp. 36 1/2 % 1977	977	977
Emp. 37 1/2 % 1977	1007	1007
Emp. 38 1/2 % 1977	1037	1037
Emp. 39 1/2 % 1977	1067	1067
Emp. 40 1/2 % 1977	1097	1097
Emp. 41 1/2 % 1977	1127	1127
Emp. 42 1/2 % 1977	1157	1157
Emp. 43 1/2 % 1977	1187	1187
Emp. 44 1/2 % 1977	1217	1217
Emp. 45 1/2 % 1977	1247	1247
Emp. 46 1/2 % 1977	1277	1277
Emp. 47 1/2 % 1977	1307	1307
Emp. 48 1/2 % 1977	1337	1337
Emp. 49 1/2 % 1977	1367	1367
Emp. 50 1/2 % 1977	1397	1397
Emp. 51 1/2 % 1977	1427	1427
Emp. 52 1/2 % 1977	1457	1457
Emp. 53 1/2 % 1977	1487	1487
Emp. 54 1/2 % 1977	1517	1517
Emp. 55 1/2 % 1977	1547	1547
Emp. 56 1/2 % 1977	1577	1577
Emp. 57 1/2 % 1977	1607	1607
Emp. 58 1/2 % 1977	1637	1637
Emp. 59 1/2 % 1977	1667	1667
Emp. 60 1/2 % 1977	1697	1697
Emp. 61 1/2 % 1977	1727	1727
Emp. 62 1/2 % 1977	1757	1757
Emp. 63 1/2 % 1977	1787	1787
Emp. 64 1/2 % 1977	1817	1817
Emp. 65 1/2 % 1977	1847	1847
Emp. 66 1/2 % 1977	1877	1877
Emp. 67 1/2 % 1977	1907	1907
Emp. 68 1/2 % 1977	1937	1937
Emp. 69 1/2 % 1977	1967	1967
Emp. 70 1/2 % 1977	1997	1997
Emp. 71 1/2 % 1977	2027	2027
Emp. 72 1/2 % 1977	2057	2057
Emp. 73 1/2 % 1977	2087	2087
Emp. 74 1/2 % 1977	2117	2117
Emp. 75 1/2 % 1977	2147	2147
Emp. 76 1/2 % 1977	2177	2177
Emp. 77 1/2 % 1977	2207	2207
Emp. 78 1/2 % 1977	2237	2237
Emp. 79 1/2 % 1977	2267	2267
Emp. 80 1/2 % 1977	2297	2297
Emp. 81 1/2 % 1977	2327	2327
Emp. 82 1/2 % 1977	2357	2357
Emp. 83 1/2 % 1977	2387	2387
Emp. 84 1/2 % 1977	2417	2417
Emp. 85 1/2 % 1977	2447	2447
Emp. 86 1/2 % 1977	2477	2477
Emp. 87 1/2 % 1977	2507	2507
Emp. 88 1/2 % 1977	2537	2537
Emp. 89 1/2 % 1977	2567	2567
Emp. 90 1/2 % 1977	2597	2597
Emp. 91 1/2 % 1977	2627	2627
Emp. 92 1/2 % 1977	2657	2657
Emp. 93 1/2 % 1977	2687	2687
Emp. 94 1/2 % 1977	2717	2717
Emp. 95 1/2 % 1977	2747	2747
Emp. 96 1/2 % 1977	2777	2777
Emp. 97 1/2 % 1977	2807	2807
Emp. 98 1/2 % 1977	2837	2837
Emp. 99 1/2 % 1977	2867	2867
Emp. 100 1/2 % 1977	2897	2897

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos derniers numéros, nous prions nos lecteurs de ne pas donner leur avis sur la cote de la semaine. Dans ce cas, nous nous réservons le droit de ne pas publier la cote de la semaine.

## Marché à terme

Compt. Premier cours	Composi- tion	VALEURS	Cours de clôture	Premier cours	Dernier cours	Co- eff. de
427	121	Paris-France	117 80	115	115 20	11
285	285	Paris-Montparnasse	210	260	260	26
33 80	33	Pechelbrunn	86	95	95 80	94
32	32	Pechelbrunn	86	95	95 80	94
106	106	Pechelbrunn	86	95	95 80	94
51	51	Pechelbrunn	86	95	95 80	94
172	172	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
152	152	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
156	156	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
148	148	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
50	50	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
151	151	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
10	10	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
51	51	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40	135 50	135	135
104	104	(- (adj.)	135 40			



